TOME III. N° 14 *PARIS, 157, Boul. Saint-Germain (6e)* 15 OCT. 1920

la Revue universelle

JACQUES BAINVILLE, DIRECTEUR

Le règne et les idées de Charles Ier, empereur d'Autriche

Les documents que nous publions ici, et dont nous sommes seul à connaître l'auteur, ont une valeur historique et une valeur actuelle en même temps.

Est-ce la pensée de l'empereur Charles qui s'exprime par le mémoire qu'on va lire? Si c'est elle, l'intérêt en est accru. En tout cas, on sera frappé par la sérénité, l'absence d'esprit de parti, la vue générale des choses; il n'est pas jusqu'à la froideur et à la grisaille de ce style aulique, prudent, réservé, presque desséché, qui ne porte sa marque d'origine. Il ne semble pas qu'il puisse y avoir de traduction mieux appropriée aux souvenirs et aux réflexions que, selon toutes les vraisemblances, doit nourrir l'empereur Charles, dans cet exil de Prangins et cette solitude noblement subie d'où il peut contempler le chaos laissé par la destruction de son Empire.

Un tel témoignage ne sera pas un instant révoqué en doute : l'empereur Charles, depuis son accession au trône, a désiré continûment la paix avec l'Entente, et la paix séparée. Des précisions sont gardées pour l'avenir. Il n'en reste pas moins

établi que l'intention de Charles Ier était de se dégager de l'alliance qui liait son empire au moment de son accession au trône. Il y a des silences qui sont plus éloquents que des paroles. Dans ces textes, on chercherait en vain une allusion à l'empereur François-Joseph, l'auteur de l'alliance avec Guillaume II. Quant à l'importance et à la signification de la mission dont avait été chargé le prince Sixte, elles se trouvent pleinement confirmées, ainsi que la trahison du comte Czernin.

Les causes de l'échec sont exposées avec une remarquable clarté. Pour conclure la paix séparément, l'empereur Charles devait obtenir audience chez ses adversaires. Il devait aussi réorganiser l'empire, de telle sorte qu'il pût avoir lui-même et donner aux Alliés la garantie que la nouvelle orientation serait sincère et durable. Politique extérieure et politique intérieure allaient ensemble. Pour la réussite de l'entreprise, il fallait que deux conditions fussent réunies. L'empereur l'avait très bien vu. Ces deux conditions ont manqué : celle du dehors, par la faute de l'Entente; celle du dedans, par la faute de la passion pangermaniste et de l'obstination magyare. Dans ce naufrage d'une espérance, on peut dire que le malheureux héritier des Habsbourg apparaît comme le seul « bon Européen ».

I

L'échec de la paix séparée en 1917 et en 1918

Le règne de S. M. l'empereur Charles a été caractérisé par le désir et l'aspiration du souverain de rendre à ses peuples la paix extérieure ainsi que la paix intérieure. En ce qui concerne la première, des négociations furent engagées avec l'Entente par l'intermédiaire de S. A. le prince Sixte de Bourbon-Parme. Elles échouèrent malheureusement.

La démission du comte Czernin fut le résultat de ces négociations ou plutôt de l'imprudence qu'il avait commise en y faisant allusion dans un discours, le 2 avril 1918. L'empereur était forcé de nier tout ce qui avait pénétré à ce sujet dans le public. Avouer la vérité eût été mettre le pays à la merci de l'Allemagne. Du reste, M. Lloyd George et M. Poincaré avaient été informés qu'au cas où, pour une raison quelconque, ces négociations seraient divulguées, elles se-

raient démenties. Ils étaient même avertis que, dans ce cas, des troupes autrichiennes seraient envoyées au front français pour donner témoignage de fidélité à l'allié de Berlin. C'est à quoi il fallut en effet se résoudre, les négociations ayant été dévoilées, tandis qu'auparavant l'armée austro-hongroise n'avait été représentée sur le front français que par des pièces d artillerie. Même alors, on sut s'arranger de telle manière que la quantité des troupes expédiées ne correspondît pas à celle qui était demandée et redemandée par l'Allemagne. Aussi M. Lloyd George avait-il, ainsi que M. Poincaré, donné sa parole d'honneur de garder le secret. M. Clemenceau n'en sachant rien, M. Poincaré fut fort embarrassé quand la bombe éclata. Le comte Czernin, de nature autoritaire et égoïste, n'a, depuis sa démission, cessé de lancer des attaques contre Sa Majesté et son entourage. Beaucoup plus soucieux de son propre sort que de celui de son souverain et de sa patrie, il a fait et fait encore de vains efforts pour conserver sa popularité.

La mission de S. A. le prince Sixte de Bourbon-Parme ayant échoué, Sa Majesté, désireuse de mettre fin à la guerre, ne se lassait pas d'entreprendre de nouvelles tentatives pour entrer en rapports avec les Alliés. Dans cette intention, l'empereur s'adressa à plusieurs hautes personnalités. Le temps ne paraît pas encore venu d'exposer les détails de ces ouvertures diplomatiques. Ces tentatives n'ayant pas, elles non plus, atteint le but désiré, le comte Burian, successeur du comte Czernin aux Affaires étrangères, fut chargé d'inviter, par l'intermédiaire des puissances neutres toutes les puissances belligérantes à se réunir, quoique la guerre continuât encore, pour échanger leurs idées sur la paix. Ainsi fut lancée la note du 15 septembre 1918 sans que le gouvernement de Berlin y eût donné son consentement. L'Entente alors aurait encore pu entrer en pourparlers avec l'Autriche-Hongrie. Finalement, le comte Andrassy, qui avait succédé au comte Burian, offrit à l'Entente la paix séparée. Il était trop tard.

Un autre fait montre le ferme désir de paix qui inspirait Sa Majesté dans toutes ses actions. C'était à Brest-Litowsk. On piétinait sur place. M. Trotzky se répandait en longues tirades en faveur du socialisme, quand les bolchevistes ordonnèrent par fil télégraphique de mutiner les troupes allemandes. Immédiatement, le gouvernement de Berlin rompit

les négociations, dénonça l'armistice et l'avance de l'armée allemande en Russie recommença. Au contraire, Sa Majesté ordonnait au comte Czernin de ne pas suivre cet exemple. En effet, les délégués hongrois et russes se séparèrent en convenant que la paix n'était pas conclue *de jure*, mais que la guerre avait cessé. Plus tard, seulement, l'armée austro-hongroise entra en Ukraine sur la demande du gouvernement de Kiev, non pour la conquérir, mais pour y rétablir l'ordre.

La dynastie, reconnaissant l'égalité des religions ainsi que les droits de tous les peuples englobés dans la monarchie, a toujours essayé de les réconcilier entre eux. Le reproche qu'on lui a fait de favoriser en Autriche les Allemands, en Hongrie les Magyars, au détriment des autres nations, est injustifié. Il est vrai cependant que la promesse faite à la Bohême de lui accorder ses droits politiques n'a pas été tenue. Elle n'a pu l'être, la Hongrie s'y étant opposée avec une résistance insurmontable. De même, il faut avouer qu'en Hongrie les peuples non magyars jouissaient d'une liberté restreinte, le gouvernement de Budapest distinguant entre la nation et la nationalité et ne reconnaissant le caractère de nation qu'aux Magyars. Par là les autres peuples considérés comme nationalités furent jusqu'à un certain degré assujettis à la nation magyare et repoussés au second plan. Par la faute de la constitution hongroise, qui restreignait les droits du souverain beaucoup plus que la constitution autrichienne, le monarque n'était pas à même d'agir en faveur des nationalités comme il l'aurait aimé. Les reproches faits à la dynastie, du côté allemand, d'être « anationale » et, du côté hongrois, de manquer de magyarophilie prouvent assez qu'elle ne distinguait pas entre les différentes nations et ne protégeait pas l'une au détriment des autres.

Pour arriver à la paix intérieure de l'Empire, il fallait changer les constitutions de l'Autriche et de la Hongrie et transformer la monarchie dualiste en confédération. Deux méthodes se présentaient : la voie parlementaire et le coup d'État. La première n'avait pas de chances d'aboutir. Au Parlement de Vienne, le chaos régnait, les partis se querellant depuis des années, tandis qu'au parlement de Budapest la majorité était dans les mains de la *gentry* magyare qui s'opposait à toute réforme, craignant par là un affaiblis-

sement de sa puissance. Pour réussir par un coup d'État, il fallait disposer de l'armée, l'opposition des Allemands à Vienne et celle des Magyars à Budapest ne pouvant être réprimée que par les baïonnettes. Mais l'armée, dont l'élite était restée sur les champs de bataille en 1914, se battait sur les fronts. De ce côté comme de l'autre, il y avait peu de chances de succès.

Néanmoins, l'empereur essaya de préparer le terrain pour la paix intérieure en promulguant, le 2 juillet 1917, une amnistie pour l'Autriche par laquelle nombre de criminels politiques furent graciés. Ce bel acte fut méconnu par la plupart des Allemands qui crurent que seuls les Slaves en profiteraient. La propagande pangermaniste, très répandue à ce moment déjà, sut tirer parti de l'esprit public à Vienne et dans la province allemande en affermissant le peuple dans sa fausse conception.

L'amnistie ne produisit pas l'apaisement cherché. Au contraire, grâce aux menées criminelles des pangermanistes, les Allemands d'Autriche se séparèrent encore davantage de leurs concitoyens slaves. Les Slaves ne voyaient dans l'amnistie qu'un simple acte de justice et de faiblesse envers eux. Ils ne témoignèrent pas la moindre reconnaissance pour ce généreux pardon. L'opinion publique de l'Autriche allemande était d'ailleurs mal informée du nombre des Allemands graciés à cette occasion : 95 Allemands sur 115 Tchèques.

La malheureuse révélation des négociations de paix entre Sa Majesté et l'Entente força le gouvernement austro-hongrois à suivre la politique dite allemande en cherchant un appui chez les Allemands en Autriche et chez les Magyars en Hongrie, d'autant plus que l'offensive allemande déclenchée à l'ouest semblait promettre un succès. Malgré lui, l'empereur dut renoncer momentanément à toute tentative de réconciliation entre ses peuples. Quand enfin les Allemands et les Magyars, les deux nations représentant l'esprit guerrier dans la monarchie, s'aperçurent que l'empereur avait eu raison de se méfier des premiers succès de l'offensive allemande de 1918 et de douter, comme il l'avait toujours fait, de l'issue de la guerre, on était à la veille de la catastrophe. Néanmoins, Sa Majesté fit un effort suprême pour rétablir la paix intérieure, sans se lasser en même temps de faire le possible pour arriver à la paix extérieure. Par le manifeste du 16 octobre 1918, l'empereur, s'adressant à ses peuples

d'Autriche, leur annonçait que seul un changement de la constitution autrichienne pouvait sauver l'État et qu'il était résolu à procéder, avec la coopération libre de tous, à faire entrer l'Autriche dans une confédération.

Il était trop tard. Les deux chemins — la voie parlementaire et le coup d'État — qui auraient pu conduire à la confédération étaient fermés ; le Parlement ne se réunissait plus et l'empereur ne pouvait se servir de l'armée.

Si la monarchie austro-hongroise s'est écroulée, la faute n'en est pas à l'empereur. Ce sont les Allemands d'Autriche et les Magyars de Hongrie qui sont coupables. Les uns en méconnaissant les bonnes intentions de Sa Majesté et en qualifiant de tentatives de trahison tous les actes de l'empereur en vue de pacifier ses États ; les autres en imposant leur droit politique et en s'opposant à toute réforme visant à la confédération, de sorte que le manifeste du 16 octobre 1918 ne put être promulgué que pour l'Autriche.

On s'est souvent demandé comment il a pu se faire que tant de peuples de l'ancienne monarchie, loyaux à l'égard de la dynastie, aient subitement changé d'opinion et acclamé la République. A quelques exceptions près, tous s'étaient battus héroïquement pour la cause commune de la monarchie.

Le changement n'a pas été aussi brusque qu'il semble. Il avait été soigneusement préparé. La longue guerre a certainement exercé une fâcheuse influence sur l'esprit du peuple, et les socialistes en ont profité pour fomenter la révolution et miner la monarchie. A eux seuls, ils n'auraient pas réussi. Ils furent aidés par la propagande pangermaniste. Tandis que les socialistes se livraient à leur besogne pour faire triompher leur cause, les Allemands travaillaient en faveur de la réunion de l'Autriche à l'Allemagne. Sachant bien cette union irréalisable sous le règne de l'empereur, la propagande allemande se dirigeait d'abord contre Leurs Majestés. Une fois la République prononcée en Allemagne, elle se tourna contre la dynastie et le principe monarchique en général. Très bien organisée, cette propagande jouissait de l'aide de l'ambassade allemande à Vienne. C'est de là que sont sorties les calomnies lancées contre Leurs Majestés, accusant l'empereur de s'adonner à la boisson, l'impératrice d'être en intelligence avec l'Italie, l'ennemie acharnée des

maisons de Habsbourg et de Bourbon-Parme. Calomnies trop sottes et trop viles pour qu'il convienne de les réfuter. Mais le peuple est crédule et à force de répéter les mêmes sottises, on arrive à lui faire croire tout ce que l'on veut. Le peuple a fini par croire.

Malheureusement, la propagande pangermaniste a aussi trouvé un appui inattendu de la part de l'Entente. La décision du Conseil des ambassadeurs rendue le 5 février 1920 et se prononçant contre le retour des Habsbourg était toute en faveur de l'Allemagne. Les pangermanistes n'ont pas manqué d'en tirer un grand profit.

Néanmoins, on aurait tort de penser que la majorité du peuple en Autriche comme en Tchéco-Slovaquie ou en Croatie soit républicaine et que l'état de choses instable qui règne dans ces pays ait été voulu et créé par le peuple. Ce serait un des plus grands mensonges qui soient. Lors du démembrement de la monarchie, le peuple n'a été consulté nulle part. A Prague, c'était le *Narodni vybor* (conseil national) issu on ne sait au juste d'où, mais certainement pas du corps électoral, qui décida de l'avenir de la Bohême, de la Moravie, de la Silésie et de la Slovaquie, laquelle faisait alors partie de la Hongrie. A Vienne, ce furent d'abord les membres de l'ancien Parlement autrichien, élu en 1911, puis l'Assemblée dite nationale, dont les élections avaient eu lieu sous la terreur des socialistes, élections auxquelles, en outre, participèrent les Allemands de l'Empire séjournant en Autriche. Quant aux autres pays de l'ancienne monarchie, la Hongrie est monarchiste dans sa grande majorité. En Croatie, les choses se sont passées comme en Bohême, la Diète d'Agram, élue longtemps avant la guerre, elle aussi, ayant décidé du sort, non seulement des pays qu'elle représentait, mais même de celui de la ville libre de Fiume et de la Dalmatie autrichienne. Nulle part n'ont eu lieu des plébiscites. Le Tyrol méridional, les villes de Trieste et de Goritz et le littoral dalmate ont été annexés par l'Italie sans que personne y fût consulté.

Dans l'état déplorable où sont tombés les différents pays qui ont formé jadis la monarchie austro-hongroise, on ne peut s'étonner que l'esprit public soit devenu indifférent à toute question étrangère aux soucis quotidiens. Comme ceux-ci n'ont trait qu'aux vivres et aux moyens de s'en procurer, l'intérêt pour tout ce qui concerne la politique a disparu.

Triste état de choses, dont — cela se comprend — les politiciens savent tirer profit en dirigeant, seuls, la politique à leur gré. Découragé de tant d'échecs que les gouvernements ont essuyés, le peuple commence à se méfier de ses chefs politiques, fussent-ils conservateurs ou socialistes, monarchistes ou républicains, sans avoir toutefois la force de vouloir s'en débarrasser.

Désespérant que le salut leur vienne par eux-mêmes, les peuples attendent le secours de l'étranger. Un avis venu de la part de l'Entente et leur indiquant une ligne de conduite à suivre serait, sans aucun doute, accueilli avec autant de joie que de reconnaissance et ne manquerait pas d'effet.

Si on veut sauver les pays et les peuples réunis jadis dans l'empire des Habsbourg, il faut *les réunir de nouveau.* Séparés comme ils le sont aujourd'hui, affamés et désespérés, se méfiant les uns des autres, ils ne peuvent se protéger contre la ruine qui les menace de tous côtés ; apathiques et las de tout, ils n'ont plus la force physique ni la force morale de se rapprocher. On a, par les traités de Versailles et de Saint-Germain, défendu à l'Autriche de se joindre à l'Allemagne. On ne lui a pas indiqué avec qui se réunir. Cependant, elle ne peut exister dans la solitude et réduite à elle-même. C'est l'Entente seule qui peut consommer cette réunion. Ce serait agir tout autant dans l'intérêt des différents peuples de l'ancienne monarchie que dans le sien et dans celui de l'Europe entière. L'Allemagne ne pense qu'à la revanche. Pour la préparer, elle veut avant tout annexer l'Autriche et trouver de communes frontières avec l'Italie. Une fois l'Autriche englobée dans l'Allemagne, la Hongrie, entourée d'ennemis, subirait, sans doute, le même sort. Les autres États surgis sur le sol de l'ancienne monarchie ainsi que les Balkans devraient s'y joindre également, de sorte que rien ne s'opposerait à la réalisation du projet Naumann, connu sous le nom de « Mittel-Europa ». *La résurrection de l'empire des Habsbourg, sous la forme d'une Confédération danubienne, peut parer à ce danger.* Elle formerait le pont de l'ouest à l'est, tout en séparant l'Allemagne de l'Italie. Grâce à elle, l'Entente arriverait à ramener l'ordre dans les Balkans qui, sans elle, deviendront des espèces de colonies allemandes, sans pour cela cesser de propager le « balkanisme » au delà de ses frontières géographiques.

Quant à la structure de la confédération danubienne, les

différents États qui la composeraient y devraient jouir de la plus large autonomie, se développant chacun selon son caractère national. Ils ne seraient liés entre eux que par leurs intérêts commerciaux communs, de sorte qu'ils représenteraient une unité économique, commerciale et monétaire, à la tête de laquelle se trouverait la dynastie des Habsbourg. Il nous reste à examiner les éléments politiques et moraux qui pourraient être mis en œuvre pour cette reconstruction.

II

L'AVENIR DE L'AUTRICHE

Le 11 novembre 1918, Sa Majesté l'empereur avait signé un manifeste par lequel le monarque annonçait qu'il se retirait de la gestion des affaires gouvernementales en Autriche. Les adversaires de la monarchie veulent voir dans ce document un acte d'abdication. Une telle interprétation n'est pas exacte. Le fût-elle, la déclaration manquerait quand même de validité, le manifeste n'ayant été rendu que sous la pression de démagogues qui menaçaient le pays d'une révolution sanglante. La protestation solennelle que Sa Majesté a lancée, lors de son entrée en Suisse, le 24 mars 1919, contre les décisions prises par les assemblées provisoire et nationale, violant ses droits de souverain, protestation que Sa Majesté a portée à la connaissance du Saint-Père et du roi d'Espagne, prouve suffisamment que l'empereur n'a jamais renoncé au trône et n'a jamais reconnu le gouvernement qui s'était établi à Vienne. Par le manifeste du 11 novembre 1918, Sa Majesté avait déclaré vouloir reconnaître la décision que le peuple autrichien prendrait dans la question de la constitution politique de l'Autriche. Les proclamations de la République du 12 novembre 1918 et du 16 février 1919 ne peuvent être considérées comme telles. Le 12 novembre 1918, ce furent des députés de l'ancien Parlement autrichien, élu en 1911, qui la votèrent ; le 16 février 1919, ce furent les membres d'une Assemblée dite constituante dont l'élection avait eu lieu sous la terreur et les menaces d'une garde du parti socialiste, appelée garde du peuple, bande indisciplinée de fainéants et de malfaiteurs qui dépendait des conseils de soldats au mépris des ordres de

ses officiers. De plus, les Autrichiens habitant les parties allemandes du Tyrol, de la Bohême, de la Carinthe, etc., — territoires que le gouvernement de Vienne réclamait comme parties intégrantes de l'Autriche — ne pouvaient participer à ces élections, tandis que des étrangers — les Allemands de l'Empire habitant l'Autriche — y étaient admis. L'Assemblée nationale constituante ne peut pas être considérée comme représentant la volonté du peuple autrichien. On sait en outre, aujourd'hui, pourquoi les socialistes ont hâté la convocation de l'assemblée dite constituante. Il fallait, pendant le temps qui s'est écoulé entre le 12 novembre, jour de la proclamation de la République, et le terme des élections, empêcher les électeurs, encore bouleversés par la défaite, de se rendre compte que les socialistes ne voulaient et ne pouvaient tenir tout ce qu'ils promettaient. Plus court serait ce délai, plus facile devenait leur tâche.

L'Autriche avait beaucoup souffert de la guerre, elle devait souffrir davantage de la révolution et de ses suites. L'illusion qu'un gouvernement républicain parviendrait à mettre fin à la disette et aux privations en général, illusion répandue aussi parmi les bourgeois et qui en engagea même beaucoup à voter pour les socialistes, devait tôt ou tard s'évanouir devant la plus triste réalité. Aujourd'hui, l'Autriche est plongée dans la misère. On manque de tout. Les prix ont augmenté d'une façon inouïe ; il faut être richissime pour avoir juste de quoi vivre. Les basses classes se tirent d'affaire avec les salaires démesurément élevés que le gouvernement fait obtenir aux ouvriers et les subventions onéreuses pour le budget qu'il octroie aux sans-travail. Mais la bourgeoisie, les grandes masses de la classe moyenne, les prêtres, les officiers, les employés, réduits à leurs appointements, dont l'augmentation ne correspond nullement à la hausse des prix, ou à des pensions minimes, sont réellement menacés de mourir de faim. Un exemple : le général Nowak, brave officier de l'ancien régime, est contraint de se nourrir dans une cuisine populaire où on lui donne une assiette de soupe et trois cuillerées de haricots par jour. A la nuit tombante, il regagne son lit sans avoir de quoi acheter une bougie pour éclairer sa chambre ; il n'est pas moins privé de combustible, de sorte qu'il a dû passer l'hiver sans feu. Un autre fait : la plupart des prêtres en Autriche sont revêtus aujourd'hui de costumes civils, bleus ou bruns, raccommodés et

reprisés, faute d'être à même de se procurer du drap noir pour des soutanes.

Cet état de choses explique le mécontentement qui se manifeste aujourd'hui parmi toutes les classes du peuple autrichien. On blâme le gouvernement, on peste contre le chef du parti socialiste tout-puissant, mais on est trop affaibli par la lutte pour la vie, pour se débarrasser d'une clique par la faute de laquelle la situation n'a fait qu'empirer et devient plus désespérante de jour en jour.

Quoique trois partis, les socialistes, les chrétiens-sociaux et les bourgeois allemands, soient représentés dans l'Assemblée nationale et que le gouvernement se compose de chrétiens-sociaux et de socialistes, le pouvoir n'est exercé, en fait, que par ces derniers. Ils ont à leur côté les fameux conseils d'ouvriers et de soldats, organisations copiées d'après le modèle russe et plus puissantes que le gouvernement lui-même, qui s'incline devant elles. Grâce à leur influence, elles peuvent mobiliser la canaille et entraver le vote de chaque loi qui leur déplaît et exercent, souvent avec succès, cette menace vis-à-vis des chrétiens-sociaux. La place de l'ancienne armée a été prise par la garde du peuple (*Volkswehr*), garde du parti socialiste, et qui lui donne un appui considérable, étant le seul corps armé, à l'exception de la police de Vienne. Celle-ci est restée fidèle à ses vieilles traditions et se trouve aujourd'hui encore placée sous les ordres de son ancien chef, M. Shober. Mais beaucoup moins nombreuse que la garde du peuple, qui est bien armée et munie de canons et de mitrailleuses, la police aurait sans doute le dessous, le jour où toutes deux se trouveraient aux prises.

Dans les rangs de la garde du peuple, on trouve un certain nombre d'officiers autrichiens. Le triste sort qu'ils ont subi les a forcés, s'ils ne voulaient pas mourir de faim ou devenir accapareurs, à choisir entre la garde du peuple et la propagande pangermaniste. C'est à celle-ci qu'un bon nombre d'entre eux — par exemple le général Krauss — se sont voués, séduits par l'espoir qu'une grande Allemagne disposerait un jour d'une armée nombreuse où ils trouveraient un refuge. Ce sont ces officiers dont on se sert à Berlin pour la propagande pangermaniste en Autriche. Le *Schutzbund* les emploie comme agents à Vienne, dans les villes de la province et à la campagne, où ils lui rendent de grands services. C'est ainsi que le journal pangermaniste d'Inns-

brück, l'*Alpenland*, fondé par les Allemands de l'Empire avec des capitaux allemands, réunit dans sa rédaction nombre d'officiers autrichiens.

Les bourgeois, toujours des bourgeois allemands (Grossdeutsche), qui préconisent l'union de l'Allemagne avec l'Autriche, le font pour les mêmes raisons que les officiers. Eux aussi s'attendent à la résurrection d'une grande Allemagne, militariste et conservatrice, gouvernée par les Hohenzollern.

D'autres motifs entraînent les socialistes sur la voie du pangermanisme. Ceux-ci espèrent voir triompher en Allemagne, grâce à la coopération avec leurs camarades de l'empire, leurs idées révolutionnaires, pour ne pas dire bolchevistes. Car il ne faut pas oublier que les socialistes autrichiens, au moins leur aile gauche, dirigée par Adler et Bauer, s'approchent beaucoup plus des socialistes indépendants que des socialistes majoritaires d'Allemagne. Leurs aspirations ne sont dépassées que par celles des communistes qui se divisent en deux groupes, dont l'un est modéré et l'autre radical.

Les chrétiens-sociaux, qui sont sans doute les meilleurs éléments de l'Autriche, monarchistes et légitimistes pour la plupart, ne sont pas partisans de la réunion avec l'Allemagne. Mais représentant les producteurs en même temps que les consommateurs et dépendant des uns et des autres, sans programme approfondi et dépourvu d'un chef énergique, leur parti manque de grandes lignes de conduite et parfois d'accord, de sorte que parmi eux aussi, çà et là, des voix s'élevèrent en faveur du rattachement à l'Allemagne. Le désappointement des chrétiens-sociaux, devant l'échec d'une confédération danubienne, en est la vraie cause ; c'est lui seul qui fit adopter à quelques-uns d'entre eux une attitude pangermaniste, quoiqu'ils fussent de vrais patriotes autrichiens.

Ce désaccord dans le parti chrétien-social explique jusqu'à un certain point l'hostilité de la campagne contre Vienne et les sympathies qu'on rencontre dans les villes de province pour la réunion de l'Autriche à l'Allemagne. Sans doute, il y a aussi dans ces dernières comme parmi les bourgeois pangermanistes de Vienne des exaltés hypernationaux, mais le motif essentiel du succès du pangermanisme en dehors de Vienne est la haine que le paysan conservateur éprouve

pour le gouvernement socialiste. Craignant une dictature prolétarienne, ils cherchent, faute de mieux, le rattachement à l'Allemagne, qu'ils croient moins menacée de ce danger.

La plus grande opposition au rattachement se manifeste dans les cercles commerciaux et industriels où l'on ne méconnaît pas les suites fatales que cette union aurait pour le pays en général et pour la ville de Vienne en particulier. Grâce à sa situation géographique au bord du Danube et au centre d'une monarchie séculaire, Vienne était devenue un des plus grands centres du commerce. Seule une confédération des États qui ont surgi sur le sol de l'ancien empire des Habsbourg rendrait à Vienne son importance de jadis. Une fois l'Autriche ralliée à l'Allemagne, au contraire, elle ne serait plus un centre ; située à la périphérie de l'empire, à quelques kilomètres des frontières du nord, du sud et de l'est, Vienne serait réduite à une ville de province sans aucun rôle commercial. Et pour les industriels la réunion de l'Autriche à l'Allemagne signifierait la ruine, car elle ne pourrait, une fois les frontières ouvertes, résister à la concurrence allemande.

III

LE MÉCONTENTEMENT DES POPULATIONS RATTACHÉES A LA YOUGO-SLAVIE

Les territoires qui jadis faisaient partie de la monarchie austro-hongroise et qui se sont réunis aujourd'hui avec la Yougo-Slavie sont : la Carniole, l'Istrie, la Croatie et l'Esclavonie, la Dalmatie, une partie du Banat et la Bosnie-Herzégovine. Ces pays sont habités par des Croates, des Slovènes, des Esclavons, des Serbes, des Italiens et des Turcs. Parmi ces peuples, seuls les Croates formaient dans l'ancienne monarchie un État, tout en se rangeant toujours parmi les plus fidèles sujets de la dynastie. Ils n'ont pas changé. Aujourd'hui encore, 90 pour 100 du peuple croate sont dévoués au monarque les paysans sans exception. Vis-à-vis du nouveau régime, ces derniers observent une résistance passive, refusant de se laisser enrôler dans l'armée comme de payer les impôts. Mais bâillonnés par l'armée serbe qui, en dépit du gouvernement d'Agram, exerce le

pouvoir en Croatie, ils ne peuvent dire ce qu'ils pensent ni exprimer ce qu'ils désirent. Le chef du parti paysan et le recteur de l'université d'Agram, Mgr Pazman, sont en prison depuis plus d'un an.

Les Slovènes n'ont jamais formé d'État. Sans doute est-ce la raison pour laquelle ils s'entendent beaucoup moins entre eux que les Croates. Ils manquent d'organisation. Et c'est aussi pourquoi les idées socialistes ont trouvé accès chez eux. Las de porter le joug de Belgrade et ne trouvant d'autre puissance qui les puisse accueillir, ils se jettent, faute de mieux, dans les bras des socialistes. Aussi les Slovènes d'Istrie sont-ils contaminés par le socialisme. Mécontents de l'annexion de Trieste par l'Italie et dédaignant de s'unir à la Yougo-Slavie, ils ne savent, eux non plus, vers qui se tourner et embrassent également le socialisme bon gré mal gré.

Pour en revenir à la Croatie, nous avons dit que la grande majorité du peuple y méprisait sa réunion à la Yougo-Slavie. On ne peut nier que cet état d'esprit ne contraste avec le vote de la diète d'Agram du 29 octobre 1918 qui prononçait la séparation de la Croatie, de l'Esclavonie, de la Dalmatie et de la ville de Fiume d'avec la monarchie austro-hongroise et leur réunion à la Yougo-Slavie. Il se peut bien que parmi les députés, quelques-uns de ceux qui, sous l'impression du trouble vertigineux dont le pays était saisi, avaient appuyé cette décision, s'en repentent aujourd'hui. Peu importe. On ne peut, sous aucun rapport, attribuer de validité à ce vote. La Diète s'est arrogé des droits qu'elle n'avait pas. Les élections dont elle était issue dataient d'avant la guerre. Ses membres ne pouvaient plus, en 1918, être considérés comme les porte-parole du peuple, et d'autant moins que le gouvernement hongrois, afin de favoriser le parti magyarophile, avait, au détriment des intérêts du pays, exercé une influence illicite sur ces élections en corrompant les électeurs. Ce parti magyarophile, et magyarophile par opportunité, se tournait tout de suite du côté serbe. Eût-on recouru au plébiscite, le sort de la Croatie aurait sans doute été tout autre. Entre Serbes et Croates, il y a un abîme. Si déjà leur écriture différente — les Croates se servent des caractères latins, tandis que les Serbes ont adopté l'alphabet cyrillien — les empêche de se rapprocher, la culture, plus développée chez les Croates que chez les

Serbes, y contribue davantage. Surtout, la religion les sépare à jamais, les Croates étant catholiques, les Serbes orthodoxes.

Agriculteurs et produisant les mêmes denrées agricoles, — blé, maïs et prunes, — les uns et les autres sont réunis dans un État, forcés de se faire concurrence au lieu de se compléter mutuellement. La réunion de la Croatie, de l'Esclavonie, de la Dalmatie, de la Bosnie et de l'Herzégovine, tous pays agricoles, à la Serbie, pays agricole elle-même, doit à la longue être défavorable aux agriculteurs de ces différents pays. On s'en aperçoit déjà aujourd'hui : même les Serbes qui habitent le Banat commencent à se dégriser de leur enthousiasme pour Belgrade et reconnaissent que leur situation économique était meilleure avant qu'ils fissent partie de la Yougo-Slavie.

Les conséquences de l'attribution des Croates et des Slovènes à la Yougo-Slavie démontrent l'erreur qu'il y a à jeter des peuples plus cultivés sous le joug d'un peuple à moitié balkanique.

IV

LA FRAGILITÉ DE LA TCHÉCO-SLOVAQUIE

Personne n'ignore que les choses vont mal en Autriche et mal dans la plupart des pays qui, faisant jadis partie de la monarchie, forment aujourd'hui des États indépendants ou sont englobés dans d'autres. On croit généralement que la Tchéco-Slovaquie, puissance associée de l'Entente, a mieux su se tirer d'affaire. C'est de l'optimisme. On n'y est pas plus avancé qu'ailleurs.

Quand l'État tchéco-slovaque fut formé, il y avait deux principes d'où l'on pouvait partir. On pouvait édifier le nouvel État sur une base historico-géographique, en réunissant la Bohême, la Moravie et la Silésie, qui, en effet, représentent une unité, ou une base ethnographique, en formant un État habité seulement par des Slaves : Tchèques et Slovaques. Dans le premier cas, il fallait renoncer à la Slovaquie ; dans le second, aux parties de la Bohême, de la Moravie, de la Silésie et de la Hongrie habitées par des Allemands ou des Magyars. On ne voulut renoncer ni à l'une ni aux autres. On adopta les deux principes à la fois, de sorte

que la Tchéco-Slovaquie ne représente aujourd'hui ni une unité ethnographique, ni une unité historique, géographique ou économique. Du fait de ce compromis entre deux principes hétérogènes, l'État tchéco-slovaque, de l'avis de vrais patriotes tchèques, est appelé à s'écrouler tôt ou tard. D'autres raisons l'empêchent d'être viable. On compare souvent, et non sans raison, la Tchéco-Slovaquie à l'ancienne monarchie : comme celle-ci jadis, celle-là aujourd'hui réunit en elle plusieurs nations qui sont incapables de s'entendre et dont aucune n'a la majorité sur l'ensemble des autres. Si la monarchie devait en être réduite au démembrement, la Tchéco-Slovaquie est contrainte de subir le même sort : les Tchèques y veulent dominer les autres nations exactement comme les Allemands le voulurent en Autriche et les Magyars en Hongrie. Et l'ancienne monarchie disposait, pour rallier les différents peuples, de liens tels que la dynastie, l'armée et la religion. La république tchéco-slovaque en est privée. Son armée est haïe des Allemands et des Slovaques. La religion à elle seule n'a pas assez de poids en face des forces centrifuges. D'ailleurs, l'indifférence religieuse et le hussitisme, qui règne en Bohême, sont en train d'aliéner les Slovaques et les Moraves, quoique ces derniers eux-mêmes soient Tchèques.

Non seulement les Allemands, mais les Slovaques aussi, sont en lutte avec les Tchèques. Les Slovaques veulent leur indépendance tout en cherchant un appui économique en Hongrie. C'est naturel. La Slovaquie est trop petite et trop faible pour former un État complètement indépendant, et sa situation géographique la force à s'orienter vers la Hongrie et non vers la Bohême. C'est à la Hongrie que des liens séculaires la rattachent, puisqu'elle est séparée de la Moravie et de la Bohême par une crête de montagnes, tandis que maints fleuves conduisent de ses plateaux dans la plaine hongroise, à travers des vallées fertiles. Le rattachement de la Slovaquie à la Bohême et sa séparation d'avec la Hongrie doivent mener ce pays à la ruine et il n'est pas exagéré de dire qu'on y est à la veille d'une catastrophe.

Quant aux Allemands de Bohême, quoique ennemis acharnés des Tchèques, la situation géographique et économique des territoires qu'ils habitent devrait les contraindre à s'entendre avec leurs rivaux. On ne peut tracer une frontière à travers la Bohême entre Tchèques et Allemands.

Ce n'est pas par hasard que la Bohême, la Moravie et la Silésie ont été réunies sous la couronne de Venceslas. Ces trois provinces forment une unité.

Le gouvernement de Prague représente une chapelle, la chapelle Masarik, Benes et consorts. Après que l'Entente eut reconnu la Tchéco-Slovaquie comme puissance associée, le conseil national (*Narodni vybor*) promulgua le 28 octobre 1918 son indépendance comme république. Aujourd'hui encore, on ne sait pas au juste d'où ce conseil national est issu. Certainement pas d'élections. La diète de Bohême ayant été dissoute, le parti national tchèque a formé durant la guerre un conseil national composé uniquement de ses partisans. C'est ce conseil national, représentant un parti, mais non le peuple, qui a décidé de l'avenir des territoires englobés dans la Tchéco-Slovaquie. Plus tard, après la proclamation de la République, la Moravie et la Silésie ont envoyé également des délégués au conseil national, tout aussi peu élus que le reste de ses membres, tandis que les représentants de la Slovaquie furent nommés par le conseil lui-même. Et on prétend que la Slovaquie adhère à la Tchéco-Slovaquie par sa propre volonté, elle qui n'a jamais eu les moyens de décider librement de son sort. Ce conseil national est resté en fonctions jusqu'aux élections du mois de mai 1920. Comme ces dernières ont eu lieu sous la menace des baïonnettes et qu'on y a eu recours à la force pour se débarrasser de l'opposition (surtout en Slovaquie, où les prisons, et spécialement celle de Presbourg, étaient bondées de « personnes suspectes et dangereuses pour la sécurité de l'État »), le Parlement tchéco-slovaque actuel ne vaut pas mieux que le *narodni vybor* qui le précéda.

L'état de choses n'est pas meilleur en Tchéco-Slovaquie qu'en Autriche. Là-bas aussi, on rencontre un corps armé équivalent à la garde du peuple de Vienne. Ce sont les légionnaires. S'étant battus et étant reconnus de tous comme hardis et braves, ils sont peut-être plus dangereux encore que leurs camarades autrichiens qui, à quelques exceptions près, n'ont jamais été sous le feu de l'ennemi et ignorent les vertus guerrières.

Grâce à ces légionnaires, au désaccord des différentes nations entre elles, à la triste situation économique, au mécontentement général et aux menées de certains agents, comme Mna et le comte Carolyi, le danger bolcheviste ne

menace pas moins la République tchéco-slovaque que mainte autre puissance.

V

LA HONGRIE ENCORE DANGEREUSE

Parmi les États surgis sur le sol de l'ancienne monarchie, la Hongrie est sans doute, aujourd'hui, le seul qui promette une évolution. Après avoir passé par toutes les terreurs : les malheurs de la guerre, le fléau du bolchevisme et l'invasion roumaine, elle se trouve dans un état de convalescence. L'ordre y règne, grâce à l'armée bien disciplinée et équipée et le danger du bolchevisme paraît banni. Mais tout péril n'est point encore écarté. Quoique, après de graves erreurs, on commence à comprendre que la Hongrie ne peut exister à elle seule, qu'il lui faut, au contraire, la collaboration et l'alliance avec d'autres puissances, les grandes masses sont saisies d'un chauvinisme qui apparaît sous une forme assez inquiétante. Étant monarchistes presque sans exception et légitimistes dans leur grande majorité, les Hongrois, qui aspirent à un royaume national, coquettent avec l'idée de lier le retour du roi à la condition que Sa Majesté n'accepte d'autres couronnes qu'avec le consentement du Parlement. C'est trop demander. En satisfaisant à cette demande, Sa Majesté entrerait en désaccord avec les stipulations de la Pragmatique Sanction. En outre, les gouvernements de Vienne, de Prague, etc., hostiles à la restauration en Hongrie et craignant, non sans raison, qu'on ne suivît chez eux l'exemple de leurs voisins, s'empresseraient avec joie de répandre que Sa Majesté, en acceptant avec cette condition le trône de Hongrie, a résigné ses droits de souverain dans tous les autres pays, réunis jadis sous le sceptre des Habsbourg.

Il faut que l'Entente fasse savoir aux Hongrois qu'elle désire une réunion économique des États issus de la double monarchie ; en adoptant ce point de vue, elle détruira les illusions des chauvinistes magyars qui veulent s'isoler sur le globe hongrois. Par « globe hongrois », ils entendent la grande Hongrie d'avant-guerre et ce sont justement ces ultra-nationaux qui représentent les plus grands dangers pour la paix du monde entier.

Si la Hongrie promet une évolution, il faut ajouter que, quoique les perspectives d'avenir y soient assez bonnes, la misère y est encore très grande. La vie y est extrêmement chère et on y souffre, dans les villes surtout, de la disette. Les basses classes, et aussi la bourgeoisie, manquent de vêtements, de chaussures et de linge. Dans les hôpitaux et dans les pharmacies, les médicaments sont rares, les malades nombreux et la mortalité n'a pas encore décru.

VI

CONCLUSION : NÉCESSITÉ DE LA CONFÉDÉRATION DANUBIENNE

Il reste un mot à dire de la Galicie. Les Polonais étaient toujours contents de leur sort et, chose connue, enviés par leurs frères de la Pologne allemande et de la Pologne russe qui étaient loin de jouir des mêmes libertés que les habitants de la Galicie. Aussi jouaient-ils un rôle important en Autriche et l'attitude du Club polonais était souvent décisive. Plusieurs hommes d'État de l'ancienne monarchie étaient Polonais, tels que les comtes Goluchowski, Tarnowski et Badeni, dont le dernier a essayé, comme premier ministre en 1897, de transformer la monarchie dualiste en monarchie confédérée. On a peine à croire que les choses aillent mieux en Galicie depuis qu'elle est rentrée dans l'État national polonais. Située entre l'Allemagne et la Russie, menacée par là d'une guerre sur deux fronts, la Pologne promet, à elle seule, un aussi médiocre développement que la Hongrie. La Pologne représente une unité ethnique, elle est un État national et personne ne peut exiger des Polonais galiciens de retourner à l'Autriche : ce serait commettre une seconde fois la faute de partager la Pologne. Ce qui serait plus avantageux pour la Pologne serait sa réunion avec l'Autriche, la Hongrie, la Tchéco-Slovaquie, etc., dans une *Confédération danubienne*. Après avoir examiné le problème sous ses divers aspects, nous sommes encore conduits à cette conclusion.

LE « VETO » CONTRE LES HABSBOURG

Le 2 février 1920, la Conférence des ambassadeurs, siégeant à Paris sous la présidence de M. Millerand, avait adopté une résolution qui fut notifiée aux six États héritiers de la monarchie austro-hongroise et par laquelle les Alliés déclaraient s'opposer au rétablissement de la dynastie des Habsbourg sur le trône de Hongrie. Cette résolution contenait, en particulier, les considérants suivants :

Les principales puissances alliées estiment que la restauration d'une dynastie qui personnifiait, aux yeux de ses sujets, un système d'oppression et de domination des autres races, avec l'alliance de l'Allemagne, ne serait compatible ni avec les principes pour lesquels on s'est battu, ni avec les résultats que la guerre a permis d'obtenir pour la libération des peuples jusqu'alors asservis.

A cette déclaration de la Conférence des ambassadeurs, il fut répondu par une protestation dont le mémoire que nous avons publié ci-dessus est pour ainsi dire une annexe justificative :

L'argument d'après lequel une restauration de la maison Habsbourg ne ferait que ressusciter l'ancienne alliance avec l'Allemagne n'est pas conforme à la vérité. C'est juste le contraire. La personne de l'empereur Charles est la meilleure et même la seule garantie contre toute reprise de relations trop intimes avec l'Allemagne. C'est justement sous les auspices de l'empereur Charles qu'un rapprochement ou une union à l'Allemagne serait impossible. Je suis profondément convaincu que le *veto* contre l'empereur ne fera que réveiller tôt ou tard l'influence allemande dans l'ancienne monarchie danubienne et mènera fatalement à l'union avec l'Allemagne.

Il est contraire à la vérité de vouloir imputer à la dynastie l'asservissement des populations ou des nationalités. La dynastie et notamment l'empereur Charles furent inlassablement préoccupés de remédier aux discordes des nationalités et d'adoucir les duretés. Les populations furent-elles opprimées? La situation des Polonais-Autrichiens était-elle celle d'un peuple assujetti?

En Hongrie, les différentes nationalités pouvaient se

plaindre ; mais c'est encore là que la dynastie tendait sans cesse vers la réconciliation. Vu la réserve imposée au monarque par la constitution hongroise, la besogne lui fut rendue plus difficile.

Cette préoccupation, cette activité conciliatrice et adoucissante de la couronne se trouve être reconnue par une note envoyée par les Hongrois à l'Entente et contenant le reproche que c'est au détriment de l'État hongrois que la couronne protégeait les Roumains en Hongrie.

Quoique l'empereur Charles ne pût durant la guerre changer essentiellement la structure constitutionnelle de la double monarchie, soit à cause de l'incapacité du Parlement autrichien, soit à cause de l'intransigeance du *gentry parlement* hongrois, ni par la voie constitutionnelle ni par un coup d'État, aussi longtemps que l'armée fut au front, l'empereur Charles fit néanmoins tout le possible pour les nationalités.

C'est à l'empereur qu'on doit l'amnistie en Autriche dont profitaient, d'une manière spéciale, les chefs tchèques. C'est lui qui adoucit ou abolit les procès contre les Roumains en Transylvanie, ce qui fut extrêmement audacieux à ce moment.

A peine monté sur le trône, l'empereur était disposé en 1917 à accorder à la Hongrie le suffrage universel afin de faciliter aux nationalités une juste représentation, mais ses bonnes intentions se brisèrent contre l'opposition de la majorité du Parlement hongrois.

C'est encore lui qui rendit impossible en 1917 un octroi qui, selon l'intention absurde qui régnait dans des milieux fort influents, devait procurer et assurer aux Allemands en Autriche une situation prépondérante.

Toute cette œuvre entreprise par l'empereur, malgré tant de difficultés, fut brisée en 1918 par la main de Czernin et de Clemenceau.

Au moment des victoires allemandes sur le front français, l'empereur fut décrié par la population et, par les milieux non allemands et par les milieux aristocratiques, accusé d'avoir trahi l'alliance avec l'Allemagne. Les Allemands eux-mêmes considéraient l'empereur comme l'ami des Slaves et l'en blâmèrent, ce qui équivalait à la haute trahison.

La réaction fut le « courant allemand » en Autriche que

l'empereur tâcha de rendre inefficace. Or, même ce mouvement fut assez inoffensif au fond, car, au milieu de tout ce grand tapage, il s'agissait simplement du tribunal d'arrondissement de Trautenau, qui représentait un ancien privilège des Allemands et du sectionnement de la diète « bohémienne » en divisions tchèque et allemande et de l'interdiction de quelques assemblées sud-slaves où l'on intriguait contre l'État. Ce n'étaient pas des questions qui pouvaient remuer l'univers.

A peine l'excitation provoquée par l'affaire Clemenceau-Czernin fut-elle passée, que l'empereur Charles promulgua « le manifeste » du mois d'octobre dont le but était, d'accord du reste avec le gouvernement autrichien, « l'établissement de nationalités sous son sceptre ».

Si ce manifeste tant critiqué manqua de venir à son heure, ce ne fut pas par la faute de l'empereur. Pourtant il eut un résultat fort important pour l'avenir : il facilitait et préparait la scission des nationalités sans que le sang fût versé. C'est à l'empereur seul qu'on doit qu'à ce moment-là, malgré l'état chaotique des choses en 1918, la guerre de tous contre tous n'ait pas éclaté.

Le manifeste du mois d'octobre ne put avoir son effet pour la Hongrie à cause des dispositions trop contraires de la constitution hongroise. Quoi qu'il en soit, il n'y aurait pas eu impossibilité absolue pour les nationalités de Hongrie de s'associer aux organismes d'État autrichien de la même nationalité.

Réconciliation des peuples, telle fut l'idée noble et généreuse de l'empereur. La vérité et la justice se trouvent cruellement altérées, lorsque la Conférence des ambassadeurs à Paris ne recule pas devant l'erreur de porter contre lui des reproches et des accusations.

Nous arrêtons ici la publication de ces documents. La hauteur des vues y égale la noblesse de la pensée. Pour l'avenir et la tranquillité de l'Europe, il y a là des avertissements. Pour la reconstruction d'un ordre et d'un équilibre européen, il y a aussi des conseils.

JACQUES BAINVILLE.

Pour la réorganisation scientifique de la France

J'ai reçu des communications importantes à la suite des pages que la Revue universelle *a publiées sur* la Réorganisation intellectuelle de la France. *Léon Bérard, hier ministre de l'Instruction publique, aujourd'hui président de la commission de l'enseignement, dans un bel article de* la Petite Gironde *du 17 septembre, nous a dit que cette commission se propose de soumettre au Parlement « un inventaire exact des ressources de nos universités et de nos établissements scientifiques, un inventaire de leurs ressources en matériel et outillage, avec l'estimation de ce qui est nécessaire pour que la science française puisse pourvoir selon toutes les exigences des temps nouveaux à un double objet d'enseignement et de recherche ». Cette enquête fait grand honneur à la commission de l'enseignement. Je suis bien heureux d'entendre Bérard nous dire que nous sommes absolument d'accord pour admirer l'œuvre de nos savants et pour vouloir leur donner l'organisation qu'ils réclament. Les frères Marius et Ary Leblond (dans* Paris-Midi *du 26 septembre), Camille Le Senne (dans* la France *du 24 septembre) ont apporté leur précieuse collaboration à la même thèse en faveur de nos laboratoires...*

Ce dossier « pour la recherche scientifique », Denys Cochin l'a enrichi d'une communication extrêmement frappante.

M'ayant fait l'honneur de me lire, il m'a écrit une lettre. « Je ne veux pas la garder pour moi, lui ai-je dit; laissez-moi la mettre sous les yeux du public. — Mais non, me répondait-il, j'ai simplement voulu causer avec vous, comme j'aurais fait si nous nous étions rencontrés. — Permettez! C'est une enquête publique que j'ouvre. Je n'ai pas le droit d'étouffer aucun des faits instructifs qui viennent à ma connaissance. Qu'est-ce que je fais? Je groupe des éléments pour rendre le problème intelligible. Si je ferme la main sur une partie de mes renseignements, je fausse les données du problème, je trahis mon devoir... »

Denys Cochin s'est rendu au désir et aux raisons que je lui exposais. Je me joins aux remerciements que les lecteurs de la Revue universelle *lui expriment. Il est nécessaire que tous ceux qui* savent *éclairent ce grand problème de l'utilisation des sciences pour le développement de la puissance française.*

Mes articles de la Revue universelle *étaient le développement des observations que j'avais présentées à la Chambre quand je demandais au gouvernement et à nos collègues qu'ils prissent en considération la plainte de nos savants et la grande pitié de nos laboratoires. « Il est juste, il est équitable, disais-je, il est utile que l'on s'occupe de la reconstruction agricole, commerciale, industrielle; mais à l'origine de toutes ces réalisations, il y a toujours une pensée issue des laboratoires et le premier travail que nous devons faire, à mon avis, c'est de favoriser la fabrication de la pensée. »*

Voilà mon point de départ et M. Denys Cochin est là-dessus tout à fait d'accord avec moi.

Tout en posant le principe du désintéressement absolu de l'observation scientifique, M. Cochin déplore avec nous que tant de recherches de laboratoires n'aient pas été exploitées chez nous comme elles auraient pu l'être; il expose, en homme qui a vu, qui a su, qui a touché du doigt, l'immense gaspillage de forces dont il a été le témoin. Qu'est-ce à dire sinon l'essentiel de nos vœux? « L'inorganisation présente, ai-je écrit, se traduit par un gaspillage d'intelligence intolérable dans un pays qui a perdu sur les champs de bataille des multitudes de talents et de jeunes génies et qui se trouve en présence d'un énorme travail de reconstruction à accomplir. » Ce qui importe c'est d'être en possession d'un système, d'une méthode qui nous permette de produire, de créer, de réparer nos pertes.

L'Allemagne vaincue va-t-elle nous précéder dans cette voie? Au début du mois d'août dernier, l'Université et les écoles supérieures de Berlin lançaient un appel : « La science et l'art allemands sont en danger! La reconstitution de notre industrie et de notre vie économique est aussi irréalisable sans le concours de la science que le serait la reprise de notre civilisation sans le facteur de l'art... » Voilà qui nous confirme dans notre campagne.

Et M. Walther Rathenau, dans la Vossische Zeitung *du 15 septembre, où il développe ses idées sur l'organisation de l'industrie allemande, sur la nécessité pour l'Allemagne d'avoir une politique de la production, écrit : « D'une industrie organisée, l'Allemagne pourra attendre des résultats analogues à ceux obtenus par l'agriculture qui, grâce à une exploitation scientifique, a quintuplé son rendement au cours du dernier siècle... » Il montre de quelle manière les industriels allemands pourront coordonner, unifier, concentrer leurs efforts. Un des avantages qu'il y voit, ce serait de favoriser les recherches scientifiques, car alors chaque usine pourrait avoir son laboratoire, perfectionner son outillage et communiquer aux autres les inventions nouvelles. Ce sont des vues du même ordre que nous expose M. Denys Cochin. Recueillons son témoignage.*

Maurice Barrès,
de l'Académie française.

Cher ami,

Je viens de lire votre très bel article — article d'un chimiste — dans la *Revue universelle*. Me permettez-vous de vous faire connaître quelques souvenirs, et de jadis, et du temps présent de la guerre?

J'ai entendu Pasteur s'irriter contre un professeur de physique qui, ayant imaginé une lampe électrique, l'avait vendue : quoi de plus légitime? « Cela est indigne d'un savant, disait Pasteur. Encore si X... était sans fortune, on l'excuserait. Mais X... est un homme qui a bien 20 000 livres de rente !... »

J'ai entendu Würtz dire : « Des inventions? Mais faites-en donc, jeunes gens, des inventions... Moi, je n'ai pas le temps ! »

Et voilà l'esprit qui animait la noble, la sublime science française. Elle a tout créé. Soyez sûr que sans Würtz et la

théorie atomique, les Allemands n'auraient pas fait de matières colorantes. Le fil conducteur étant découvert, mille petits esprits pouvaient tenter des essais divers et prendre des brevets : affaire de chance et de patience. Moi, je n'ai pas le temps, disait Würtz, qui ne prenait pas de brevets.

Quand le professeur Ostwald déclarait pompeusement : « C'est la société allemande qui m'a fait ce que je suis » ; on pouvait lui répondre : « C'est surtout la science française ! »

Quelques mots maintenant de la science pendant la guerre. En fait de chimie (je ne parle que de ce que j'ai vu, les poudres), peu de science nouvelle, mais beaucoup d'activité.

Nitration du coton et délayage dans le mélange d'alcool et d'éther. Cela était connu. Il faut ici rendre hommage à M. Vielle : nos canons ont pu tirer un nombre invraisemblable de coups, leur âme n'étant pas dévorée comme elle l'eût été par la poudre anglaise à la nitroglycérine, qui dégage plus de chaleur. M. Vielle, dans la victoire de la France, a une grande part.

Nitration du toluène pour la tolite. Nitration du phénol pour la mélinite... Ici, un point intéressant : la synthèse du phénol, la transformation du benzol en phénol, opération délicate, faite en très grand, avec succès, par l'industrie privée, surtout les Usines du Rhône. Puis les explosifs chloratés, les cheddites. Mais tout cela était bien connu.

Beaucoup d'activité, disais-je. Le corps des poudres, très honnête, très militaire. Mais fait-on beaucoup de chimie à l'École polytechnique? Un de nos confrères des sciences s'est amusé à relever, dans un récent *Manuel des explosifs*, des séries d'erreurs à vous faire refuser au bachot.

Jusqu'à juillet 1915, il y eut un peu de timidité et de lenteur. Puis tout à coup, programmes de plus en plus gigantesques. Le général Joffre, en juillet 1915, demandait par jour 200 tonnes de poudre, 400 d'explosifs. Les usines furent construites pour 600 tonnes de poudre et 1 200 d'explosifs.

Usines monstres ! Divisées, elles auraient été plus aisément employées plus tard. Mais il eût fallu chercher des directeurs hors du corps des poudres, ce que l'esprit de corps ne permettait pas. Usines bâties à la hâte, non sans quelques erreurs grossières dans le détail desquelles il serait trop long d'entrer.

Ce n'est pas tout. En avril 1917, on dit : « Le fret va manquer : il faut importer 12 tonnes de matière première (c'était fort exagéré) pour une tonne de poudre : achetons donc la poudre toute faite. » Et on lance d'énormes commandes en Amérique.

Aussi la surproduction devient énorme. 1917 est la seule année où les usines aient travaillé, non à plein, mais aux trois quarts de leur capacité de production : et en cette année 1917, la fourniture française et américaine *a été double* de ce que fut la dépense de l'armée. Les stocks de réserve à la fin de l'année étaient si considérables qu'il fallut arrêter les usines, *les réduire à moins du quart de leur production pendant toute l'année* 1918, malgré la prodigieuse dépense faite par l'artillerie en la même année. En 1918, les arrivages américains augmentaient considérablement.

En septembre 1918, dans la mission que m'avait confiée M. Clemenceau, j'ai vu partout des usines arrêtées, ou à peu près ; partout les magasins encombrés de produits. A Saint-Chamas, j'ai dit au directeur : « La paix a-t-elle donc été signée pendant que je courais sur les routes? Vous ne travaillez plus? » A Vonge (qui a sauté récemment), l'excellent directeur, M. Charteron, m'a dit : « Mes magasins débordent. Vous voyez partout des ballots entassés. Le ministère me défend d'en recevoir davantage. Je désobéis. Si cela doit sauter, ne vaut-il pas mieux que cela arrive chez nous — dont c'est le métier — que sur les quais de Saint-Nazaire? »

Preuve de cette surproduction : les monceaux de *cheddite* jetée dans l'Arve après l'armistice, et la poudre noyée dans l'eau froide des montagnes : André Lefèvre l'a annoncé à la Chambre. On est en train de déposer, en réserve, dans le lac Bleu de la vallée de Cambasque, au-dessus de Cauterets, plus de cent mille tonnes de poudre à huit francs le kilo.

Cela étant, je vous demande la permission : 1° de rappeler une question que j'ai posée, en 1919, devant la Chambre ; 2° de suggérer un remède partiel.

1° Vous allez penser sans doute que dans les conditions que j'ai indiquées (usines arrêtées pour surproduction manifeste) on a arrêté aussi, fin 1917, les constructions d'usines nouvelles? Nullement. Les constructeurs n'entendaient pas de cette oreille. On leur en a donné encore fin 1917, pour

400 millions de commandes, sous prétexte d'acide nitrique à fabriquer par voie de synthèse.

Nous allons manquer de nitrates ! Cherchons l'azote et l'oxygène dans l'atmosphère pour notre poudre : tel fut le cri d'alarme, vrai chez les Allemands bloqués, faux chez nous ; car au plus fort de la guerre sous-marine, plus d'un million de tonnes de marchandises diverses étaient encore débarquées, par mois, dans nos ports, et il ne fallait apporter que 25 ou 30 000 tonnes de nitrates, si on eût travaillé en France — ce qu'on ne faisait plus, en raison et des stocks accumulés et des arrivages américains. On possédait donc moins de nitrate en réserve au 1er janvier 1918 qu'au 1er janvier 1917. C'est vrai, mais on possédait tellement plus de poudre, qu'au total on était beaucoup plus riche en acide nitrique, qu'un an avant.

C'est ce que l'Armement négligeait de faire observer à la Chambre. A propos d'acide nitrique, il ne parlait que de la baisse de la réserve de nitrate, et non de l'augmentation débordante de la réserve de poudre et d'explosifs. On faisait pis encore. On apportait, sur les besoins en acide nitrique, des chiffres nettement inexacts, fournis à M. Renaudel, pour ses rapports à la Commission de l'armée, et à M. Marin, pour le Budget. Cela est aisé à démontrer.

Quatre cents millions furent ainsi dépensés pour des usines que la guerre ne demandait pas, et qui n'étaient pas achevées lors de la paix. Cela, tandis que les usines déjà construites étaient en chômage et les magasins encombrés. Ici se place une remarque. Aucun reproche n'est à adresser au très honorable corps des poudres qui n'a fait qu'exécuter les ordres donnés et l'a fait avec intelligence et dévouement. Aucun reproche non plus pour les exagérations du début, empreintes de mégalomanie : savait-on jusqu'où l'on serait entraîné? Mais après trois ans et demi de guerre, on savait très bien à quoi s'en tenir, et les gaspillages n'ont plus d'excuse.

2° *Remède partiel.* — On a employé, pour l'acide nitrique synthétique, le procédé allemand d'Ostwald ; procédé, soit dit en passant, démodé et abandonné partout dès ce temps-là. La fabrication comporte plusieurs stades que voici :

a) Carbure de calcium ;

b) Carbure de calcium azoté ou cyanamide ;

c) Cyanamide transformée en ammoniaque ;

d) Ammoniaque transformée en acide nitrique.

Les usines *c* et *d* sont inutilisables ; elles ont été et restent sans emploi. On aurait vingt fois trop d'acide nitrique ! Et il y a de bien meilleurs moyens de se procurer l'ammoniaque, notamment le procédé Haber que M. Claude s'occupe d'améliorer.

Reste *b* : cyanamide. C'est un engrais. M. Loucheur a espéré le substituer au nitrate, et c'est avec cette vue, sans doute, qu'il a fait adopter le procédé Ostwald.

Après la guerre, un traité avantageux a été offert par le gouvernement chilien, inquiet de voir cesser les achats. Aucune réponse n'est venue de Paris. Bientôt Londres s'est emparé du marché, et la même quantité de nitrate coûterait maintenant à Londres vingt fois plus, environ, que suivant le traité proposé par le Chili au début de 1919.

La cyanamide, pulvérulente et corrosive, déplaisait à nos agriculteurs. On essaie de la rendre *globulaire* : succès douteux encore. Et en tout cas, grande perte de charbon, semé sur la terre en pure perte. Mauvaise marchandise dans un pays pauvre en charbon !

Alors que faire? Car les usines *a*, pour lesquelles de nombreuses chutes d'eau ont été aménagées, vont fournir beaucoup trop de carbure de calcium. On peut, on devrait, à mon avis, faire de l'alcool.

Carbure de calcium — acétylène — acide acétique et par hydrogénation, alcool ! Voilà la marche à suivre : elle avait fourni, il y a cinquante ans, à Berthelot un litre d'alcool au prix de 10 000 francs. La société La Lonza en fabrique maintenant pour le gouvernement suisse au prix de quatre centimes le litre.

L'État français prendrait le monopole. Je n'aime pas les monopoles d'État, mais ces temps sont exceptionnels. L'alcool pourrait coûter à l'État 50 francs l'hectolitre au lieu de 40, car il fabrique plus chèrement que l'industrie privée. Mais il le vendrait 12 ou 1 500 francs. Ce serait le même alcool, C^2H^6O. Si les buveurs ne veulent pas nous croire et se dégoûtent, tant mieux !

L'État dirait aux agriculteurs : « Faites des betteraves à sucre ou fourragères ; ne faites plus de betteraves de distillerie. » Cela supprime la principale difficulté du monopole qui réside dans la limitation des terres à emblaver. Et, de

fait, la distillerie est une mauvaise pratique : de cent parties de sucre, vous tirez cinquante et une parties d'alcool, et laissez le reste, la moitié de votre produit, s'envoler à l'état de gaz acide carbonique.

Si je reviens maintenant à l'emploi des poudreries, je vois : matières colorantes, superphosphates et papier.

Matières colorantes avec une partie (faible partie) des appareils de nitration ; à Blampignon près Bayonne et à Oyssel, par exemple.

Superphosphates avec le trop plein d'acide sulfurique : les appareils du moins ne doivent pas manquer. On était passé, pour l'acide monohydraté, de 5 000 à 100 000 tonnes par mois.

Enfin le papier. A Bergerac, à Angoulême, à Toulouse, avec les appareils à préparer le coton-poudre : ce sont les mêmes appareils. Matière première? L'alfa. Cinq millions d'hectares en Algérie en donnent 500 kilos par hectare et par an. Et les peupliers du Gabon... Vous savez de quel désastre le manque de papier menace le travail français, l'intelligence française?

Pardonnez-moi cette trop longue lettre. Trop longue bien qu'en langage télégraphique. Donnez-nous :

1° Des ressources pour la science pure, pour les gens qui découvrent, mais n'inventent pas ;

2° Des écoles d'applications.

Quant aux usines de guerre :

1° Glissez quelques bons chimistes dans le très honorable corps des poudres ;

2° Revoyez les comptes et les marchés.

Nous avons tiré 600 millions d'obus, comptés en « 75 », soit pour 4 milliards de poudre et explosifs, environ. A combien s'élève la note présentée de ce chef au pays?

3° Utilisez les usines. Je suis sûr que l'herbe pousse et que le matériel se détruit à Bergerac, Toulouse, Saint-Chamas, Saint-Fons, etc., etc. Lannemezan, 40 millions, splendide construction et outillage ! nul emploi, dans un désert ! Il faudrait faire faire une visite et une enquête parlementaire.

Il est *absurde*, possédant tout ceci, que nous manquions de superphosphates, de sulfate d'ammoniaque, de colorants, de papier !

Si ces réflexions d'un retraité vous paraissent dignes d'at-

tention, je pourrais les développer. C'est votre très bel article qui m'a incité à vous les envoyer...

Et croyez-moi votre bien dévoué confrère et ami.

Denys Cochin,
de l'Académie française.

P.-S. — Vous parlez de l'acide sulfurique chez les Allemands. Ils ont peu de pyrites. Ils faisaient venir régulièrement 900 000 tonnes par an d'Espagne : ils en ont importé plus de 1 300 000 en 1913 ! Preuve matérielle de leur préméditation. Ils ont aussi employé des blendes, et surtout des pyrites cuivreuses d'Orkla en Norvège. Chargé du blocus, mon premier mot a été de supplier l'armement d'acheter les pyrites de Norvège. Longues suppliques sans effet. Et j'ai fini par obtenir cela des Anglais, à la fin de 1916. Vous rappelez-vous que les Allemands, furieux, voulaient alors déclarer la guerre à la Norvège?

La Flèche dans l'œil

Il faut savoir souffrir pour ses amis. J'en avais un, appelé Pierre. Je l'aimais tendrement. Il était mon aîné de cinq ans et tirait sur moi de ce privilège une forte supériorité. Je lui servais à la fois d'enclume et de petit frère, selon qu'il me tapait dessus ou me dictait ses volontés et prenait de l'importance à ses propres yeux par les conseils qu'il me donnait. Il professait que l'amitié est le plus beau des sentiments et qu'un ami véritable doit supporter, le sourire aux lèvres, mort et passion pour ce qu'il aime, le secourir dans les périls, l'aider dans les situations difficiles, lui faire des cadeaux, et par-dessus tout, savoir se taire. Ses leçons m'avaient profité : on m'aurait coupé en morceaux plutôt que de m'entendre avouer qu'il avait fait une sottise. C'est ainsi qu'aujourd'hui encore je ne puis me résoudre à juger des êtres qui m'ont une fois plu ; ce que j'ai aimé un jour m'est à jamais sacré. La raison peut s'être égarée, mais le cœur ne se trompe pas. L'indignité de ce qu'on aime n'est pas la faute de l'amour, et tant pis pour ceux qui l'inspirent sans le valoir et le mériter.

Bien avant Tite-Live et Corneille, Pierre m'a enseigné l'héroïsme. Plus tard, j'ai appris de M. Maurice Barrès qu'il y en a de superflus ; mais alors, c'était pour moi le temps où, par stoïcisme, je découvrais la beauté que c'est d'opposer une âme forte à la souffrance. J'allais au collège

le manteau ouvert afin d'avoir froid et quand la bise était la plus aiguë, je laissais mes gants dans ma poche, pour m'endurcir les mains à ses morsures. J'apprenais mes leçons pendant la récréation, bien que je fusse paresseux, et je me privais de dessert bien que je fusse très gourmand. De quoi l'on s'étonnait sans rien comprendre à ma vertu. On me disait : « Tu n'as donc pas faim? » ou bien que j'allais m'enrhumer, et : « Qu'a donc ce petit? Il n'aime pas jouer. » Je laissais dire, trouvant à n'être pas compris une volupté excitante, une singulière amertume ; et je regrettais de n'avoir encore jamais eu l'occasion de voler un renard, pour m'en faire ronger le ventre en le cachant sous mon manteau comme l'enfant de Lacédémone. Ainsi j'apprenais à m'être à moi-même sévère. On s'aperçoit plus tard que cela n'a servi de rien.

Il n'y a jamais de bonne discipline que celle qu'on s'impose tout seul. On aime à souffrir, étant jeune, et c'est par les mélancolies de l'automne que l'on commence. Mais avec l'âge, on en vient à n'aimer plus que les plaisirs souriants et faciles, qui ne demandent pas d'effort. Mon petit Spartiate qui se laisse manger par une bête a pour pendant le vieil Anacréon couronné de roses. Voilà le départ et l'arrivée, toute l'image de la vie entre la vertu inhumaine et la sage philosophie. Des personnes à courte vue voudraient que les jeunes gens profitassent de la leçon de leurs aînés. Ah ! que la vie serait morose ! Mais, par bonheur, l'expérience est personnelle, et l'amusant n'est pas de la posséder, c'est de l'acquérir. Il n'y a que les enfants pour faire des héros. Tant que l'on croit ses jours illimités, que vous importe le bonheur ! On y songe quand le temps vous presse, et dès lors tout devient inutile à part lui.

... Mon ami Pierre avait l'âme guerrière. C'est lui qui m'a donné le goût de ces soldats de plomb aux rangs innombrables que j'ai passé les plus beaux moments de mon enfance à sortir de leurs boîtes légères de copeaux, à disposer sur une table où des traits à la craie figuraient des rivières, des plaines, où des petits tas de sciure constituaient des montagnes, où des fragments de miroir étaient des étangs ; et quand c'était fini, à coucher de nouveau dans leurs boîtes, en rêvant de gloire militaire. Je me croyais Napoléon, César, Annibal, Alexandre. Et cependant j'étais plus fait pour obéir. Lorsque las de figurer des combats à l'aide de

petits soldats d'étain bariolé, nous devenions nous-mêmes les acteurs de l'Histoire, Pierre était chaque fois le chef, et moi chaque fois le soldat ; lui le voleur, et moi le gendarme ; lui le cocher et moi le cheval ; lui Robinson, moi Vendredi. La nature d'ailleurs le voulait ainsi : il était le plus grand et moi le plus petit.

C'est ainsi que lorsque ses amis venaient voir Pierre, les dimanches, il sortait une collection de très beaux uniformes couverts d'or, de galons et de croix, que ces messieurs se partageaient, selon leur taille et leurs penchants. Ils les revêtaient magnifiquement. Ils représentaient Oudinot, Junot, Murat, Lassalle et Masséna. Murat surtout était charmant, avec ses fines bottes écarlates, son énorme panache, sa peau de panthère et son sabre arabe. Les autres reluisaient aussi, dans leurs costumes chamarrés. Pour moi, plus modestement, j'enfilais une vieille capote bleu marine ornée de deux rangs de boutons de cuivre, un mouchoir à carreaux me sortant de la poche ; je me coiffais d'une casquette sans galon, et ainsi accoutré, boitillant, sans gloire, humble sous ma défroque usée, je représentais l'Invalide à la jambe de bois au milieu du groupe étincelant des maréchaux de l'empereur. Mes glorieux amis me mettaient au port d'armes, appuyé sur un vieux bâton. Ils s'éloignaient, prenaient du champ, donnaient des ordres, parlaient haut, en chefs, en rois, en maîtres. Ils découpaient le monde en vastes royaumes, qu'ils s'attribuaient. « A toi, Ney, la Russie ! — Tiens, Murat, voilà Naples ! — Je prends l'Espagne, affirmait Lassalle ou Junot. — A moi le duché d'Oldenbourg ! » hurlait un autre. Moi, le cœur gros peut-être, je faisais semblant de renifler une prise de tabac imaginaire puisé dans une tabatière vide. Et les rois, s'élançant, me revenaient dessus. Ils commandaient, tous à la fois ; ils me faisaient faire demi-tour, mettre à genoux, à plat ventre, marcher au pas, charger, pivoter. Puis ils me passaient en revue, et quand c'était fini, régulièrement, m'envoyaient à la salle de police, qui était un étroit passage entre deux portes, dans le noir, où ils m'oubliaient. Après quoi ils allaient goûter, et des brioches, des biscuits, des kouglofs, des babas, des éclairs, du chocolat, des fruits succulents et nombreux que nos mères avaient apportés pour notre collation, ils ne laissaient rien.

*
* *

— Ces histoires font mal au cœur, me disait un jour une amie sensible à qui j'en faisait le récit. Elle ne comprenait pas que j'en pusse rire, elle trouvait affreux ces souvenirs.

Hé quoi ! du tout. Je n'étais pas malheureux dans mon humble emploi d'invalide ; et d'aller sagement à la salle de police, d'y rester, de m'y morfondre tandis que les autres goûtaient, sauf les gâteaux que je regrettais, cela ne me faisait rien. Mais que ma mère m'envoyât dans le coin, ou élevât la voix pour me punir d'une peccadille, je versais des larmes de sang et il me fallait aller cacher sous une table, ou dans le réduit le plus obscur, ma honte cruelle et dévorer en secret ces pleurs humiliants. Avec mes amis, au contraire, il ne s'agissait que d'un pacte, d'une convention : je mettais mon point d'honneur à bien exécuter la règle du jeu. J'avais un sentiment très vif de l'ordre : et je savais très bien que si nous avions eu un camarade plus petit, c'est lui qui eût fait l'invalide à ma place, c'est lui qui eût été à la salle de police ; et moi j'aurais été maréchal comme les autres.

Les enfants s'entendent beaucoup mieux que les grandes personnes à la distribution de la justice. Ils ne la compliquent d'aucun alliage de sensibilité déplacée, et ils sont logiques. C'est aux forts qu'appartient l'univers, et les petits viennent après : il faut avoir lu Rousseau pour s'en indigner. Nous pensions bien à cette époque : aucun de nous ne connaissait encore Jean-Jacques. C'est d'ailleurs à partir du jour où le monde a cessé de penser comme un enfant que tout s'est gâté, et que la révolution a commencé.

Ainsi, tout était bien réglé dans notre microcosme. Les plus hardis imposaient au plus faible. J'acceptais la règle du jeu. Je n'ai jamais rien dit, je ne me suis jamais plaint. J'aimais mon ami plus fort, je l'admirais, je le trouvais intelligent, savant, audacieux. Puissance admirable du sentiment et de la foi ! Tant que l'âme seule a parlé en moi, je fus son féal. Mais lorsque la raison s'est réveillée, je l'ai jugé — et j'ai pensé qu'il a peut-être abusé de sa force, et que la force n'est pas tout. Quelle belle histoire que celle du malin petit David et du gros Goliath ! Elle montre que la supériorité de la taille et du muscle a ses limites, et qu'une pensée hardie dans un corps chétif l'emportera toujours sur

elle. Le jour où, cessant de jouer, et qu'à l'amusement du corps nous avons préféré celui de la parole, Pierre a senti que son empire était fini, il a commencé de me craindre et il s'est détourné de moi. Il est demeuré mon ami, mais je n'ai plus été le sien.

* * *

Je lui dois beaucoup. Car sans peut-être le vouloir, il m'a appris à me taire. Il y avait un pacte entre nous : on ne devait pas rapporter. Il me dit un jour :

— Viens, nous allons jouer à Guillaume Tell.

J'ignorais ce Suisse hardi. En quatre mots Pierre me conte son histoire et me met au fait. L'héroïsme m'enflamme, je veux aussitôt l'imiter.

Pierre me dit :

— Prends cette pomme et mets-la sur ta tête. Je vais l'abattre d'un seul coup.

Il me pose une pomme en équilibre sur le crâne, il se recule de quatre pas ; il n'avait point d'arbalète, mais un petit fusil à ressort, dit Eurêka, qui lançait de courtes flèches munies à leur extrémité d'une rondelle de caoutchouc légèrement évidée en son milieu, de sorte qu'elle pût adhérer sur la cible, par une espèce de succion. Pierre épaule avec soin l'Euréka. Bien que frémissant d'enthousiasme à la pensée de reproduire une action si haute, je ne bougeais pas plus que le jeune Tell sous le regard de l'infâme Gessner devant son père malheureux. Mon ami vise lentement, assure exactement son coup ; il presse la gâchette, et je reçois la flèche dans l'œil. Ce n'était pas dans le programme : mais j'en vis trente-six chandelles. Voilà Pierre affolé et moi bien davantage, car la fléchette s'était collée à mon orbite, et, étant neuve, elle adhérait parfaitement. Je la détache, me frotte l'œil, qui pleure un peu. Pierre l'examine, souffle dessus, et, pour se rassurer lui-même, il me rassure.

— Ce ne sera rien, dit-il.

La journée s'acheva tristement. J'avais assez mal, et vaguement peur du pire. Mais je devais me taire ; et dans les tourments, on ne m'aurait rien fait avouer. Telle était la règle du jeu.

Mais quand je fus rentré chez moi, ma mère qui, si j'avais perdu un cheveu, s'en serait aussitôt aperçue, me considéra et poussa un cri en pâlissant.

— Regarde-moi ! Qu'est-ce que tu as à l'œil?
— Moi? Rien, fais-je bravement.
— Tu as l'œil plein de sang !

D'une main, ma pauvre maman me ferme l'œil valide, et de l'autre, elle montre deux doigts.

— Combien vois-tu de doigts?

Je ne voyais rien. Je dis au hasard :

— Quatre !

On fit chercher le médecin. Il lava doucement ma blessure, dont je ne souffrais d'ailleurs plus ; et il tranquillisa ma mère qui me croyait déjà l'œil crevé. Ce n'était rien.

Il fallut alors conter l'accident. Je mentis délibérément, mais non pas sans peine, car c'était la première fois. Je dis être, en jouant, tombé sur le canon de mon fusil. Comme il n'y avait pas grand mal, on n'insista pas — et chacun me crut. Hormis que j'avais la conscience bien troublée de n'avoir pas dit la vérité, — j'étais, au fond, assez flatté de l'aventure. J'avais couru un grand péril et sauvegardé l'honneur en n'accusant pas mon ami. Et lorsque, à quelque temps de là, j'appris l'histoire de Régulus, la grandeur d'âme de ce Romain ne m'en imposa pas : nous étions à égalité. Quant à mon pauvre Pierre, qui avait manqué de me crever un œil, je crois qu'il m'en a très longtemps voulu.

ÉMILE HENRIOT.

L'impérialisme du Pétrole

Le débat qui s'ouvrit devant la Chambre, à la fin de la dernière session, a mis au premier plan de l'actualité la question du pétrole et en révéla à l'opinion publique l'importance mondiale et l'intérêt national, jusqu'alors connus des seuls initiés. L'exposé qui suit contribuera, nous l'espérons, à attirer davantage encore l'attention sur un problème à la fois économique et patriotique dont les données se résument ainsi : la production, l'industrie et le transport du naphte et de ses dérivés se trouvant « trustés » par l'Amérique et l'Angleterre, la France se décidera-t-elle à pratiquer résolument une politique du pétrole ; ou bien demeurera-t-elle non seulement tributaire, mais serve de l'étranger?

I. — La production du pétrole

Si l'industrie pétrolière s'est développée à une date assez récente, la découverte des gisements de naphte remonte à la plus haute antiquité. Bien avant l'ère chrétienne, les sources de Bakou étaient connues. C'est dans la presqu'île d'Apchéron, où elles sont situées, qu'est né le culte de Zoroastre et des adorateurs du feu. Hérodote a mentionné les nappes de Zacynthe (Zantea) ; Pline a parlé de celles d'Agrigente, en Sicile, et Plutarque de celles d'Ecbatane

et de Babylone. Le retour d'Alexandre le Grand dans cette dernière ville ne fut-il pas fêté par l'embrasement de deux ruisseaux parallèles courant dans les rues? La Chine, dès les temps les plus reculés, employait pour l'éclairage le gaz naturel, dont l'usage n'est apparu en Europe qu'au quatorzième siècle. Enfin le pétrole fut trouvé en Amérique par les premiers émigrants.

Mais c'est seulement au milieu du dix-neuvième siècle qu'a commencé véritablement à être soupçonnée l'importance des lacs souterrains et des « champs » de pétrole disséminés sur tout le globe. Tandis que vers 1840 en France et vers 1850 en Écosse, la vieille Europe se bornait à de timides essais de traitement des huiles de schiste, l'esprit hardi et inventif de la jeune Amérique s'acharnait, sans se laisser rebuter par une série de recherches infructueuses, à faire jaillir en Pensylvanie les premières fontaines du précieux liquide.

Il y a, dans la comparaison des efforts accomplis et des résultats obtenus dans les débuts sur l'une et l'autre rive de l'Atlantique, un symbole d'histoire. Lorsque après bien des échecs le colonel Drake réussit à forer le premier puits à Tytusville, ce succès fut surtout celui d'une admirable prescience et d'un peuple entreprenant qui allait comprendre immédiatement la richesse d'avenir des plus magnifiques sources : sources de lumière, de chaleur, d'énergie et de progrès.

S'il était d'ailleurs nécessaire de confirmer par d'autres exemples la divination des précurseurs américains, il suffirait de mettre en regard du développement gigantesque des exploitations pétrolifères des États-Unis l'extension — si grande qu'elle soit devenue — des entreprises russes de Bakou. De même les pays de grosse production tels que la Galicie, la Roumanie, les îles de la Sonde, Sumatra, Bornéo, la Birmanie, le Caucase, la Perse, le Mexique, le Venezuela n'ont été mis en valeur que sous l'irrésistible poussée de la force d'exemple des initiateurs du Nouveau Monde.

D'ailleurs l'Amérique ne s'est pas contentée d'être le premier en date et le principal des fournisseurs du monde en pétrole ; les statistiques de l'accroissement de la production démontrent qu'elle n'a cessé de distancer davantage d'année en année la Russie, qui arrive en deuxième ligne, *proxima sed longo intervallo*. Mieux encore : loin de s'aban-

donner au trompeux orgueil de ses formidables avantages, elle s'est inquiétée par avance de la fâcheuse éventualité qui les lui ferait perdre. Les sources de pétrole ne sont pas intarissables. Il en est qui s'épuisent brusquement, sans qu'on sache pourquoi. Il en est d'autres dont le débit s'abaisse avec la même soudaineté. L'Amérique a donc envisagé la redoutable possibilité d'asséchement de ses puits et sa politique s'est inspirée des précautions les plus minutieuses pour parer à un tel danger. Selon les calculs du *Smithsonian Institute*, si la progression de la consommation mondiale de pétrole se poursuit suivant le rythme des dernières années, les réserves de pétrole des États-Unis, calculées sur le chiffre de la population actuelle et sur la base présente de soixante-dix barils par tête d'habitant, seraient susceptibles de toucher à leur fin vers 1927. C'est pourquoi, avec une prévoyance digne encore d'être retenue, la marine américaine, songeant au traitement par distillation des schistes bitumineux, s'est assuré la propriété d'immenses gisements, notamment dans le Colorado et l'Utah. C'est pourquoi encore les États-Unis s'efforcent, diplomatiquement et financièrement, d'être présents dans tous les grands centres où des concessions pétrolifères s'offrent aux convoitises des compétiteurs.

Tenant la première place parmi les producteurs, l'Amérique ne vient qu'après l'Angleterre parmi les transporteurs de pétrole.

Ici il convient de constater une fois de plus combien le génie britannique déploie de souplesse à compenser l'infériorité de la Grande-Bretagne dans certains domaines par sa supériorité maritime. Ayant à son tour acquis la conviction que le pétrole est destiné à jouer dans le monde le même rôle que le charbon, le coton ou l'acier, l'Angleterre, qui avait laissé prendre le sceptre à l'Amérique, s'est employée à le lui arracher en se réservant la maîtrise des flottes pétrolières. Les chiffres, en l'occurrence, sont saisissants dans leur aridité : le tonnage mondial des navires-citernes s'élevait au 30 juin 1919 à 2 616 000 tonnes, sur lesquelles 1 300 000 tonnes sous pavillon anglais et un million de tonnes sous registre américain.

Mais le programme maritime de l'Amérique vise d'une façon générale à enlever à l'Angleterre l'hégémonie des mers. Les États-Unis, en ce qui concerne plus spécialement les *tanksteamers*, déploient une activité extraordinaire afin

de rattraper et même de dépasser leur concurrente européenne. Et cette lutte qui se poursuit sur les chantiers de constructions navales dans l'un et l'autre pays n'est pas l'un des épisodes les moins émouvants d'une rivalité de plus en plus violente.

II. — Les « trusts » d'Amérique et d'Angleterre

Comment s'étonner, après ce diptyque tracé à larges traits, que l'industrie pétrolifère soit accaparée en fait par les deux grandes nations anglo-saxonnes, dont l'une détient 60 pour 100 de la production du naphte et dont l'autre possède la moitié des *tanksteamers* en service dans le monde? Toutes deux se disputent l'empire et la France se trouve à leur merci. Voilà la dure réalité.

Il arrive que les États-Unis et l'Angleterre s'affrontent directement, comme en Pologne, en Roumanie et au Caucase. Mais plus généralement, dans la lutte pour le pétrole, les deux gouvernements se dissimulent derrière les *trusts*, dont les principaux sont : la *Standard Oil* pour l'Amérique et la *Royal Dutch Shell* pour la Grande-Bretagne.

Il existe aux États-Unis de nombreuses entreprises pétrolières dont la puissance n'est pas négligeable, telles que la *Texas* ou encore la *Sinclair Oil*, dont le capital social n'est pas évalué à moins de 500 millions de dollars. Mais tous ces « Independent producers » doivent s'incliner devant la royauté incontestée de la *Standard Oil*. L'histoire de la *Standard Oil*, qui date de 1870 et qui est liée au nom de John D. Rockfeller, tient du prodige, comme celle de tous les *trusts* américains. Six ans après sa fondation, elle acquérait déjà la plus grande partie du pétrole brut recueilli aux États-Unis ; au bout de dix ans, elle transportait et distribuait 95 pour 100 de la production américaine. Deux lustres encore s'écoulaient et elle « fusionnait » trente-neuf compagnies pétrolières.

Le premier cycle de sa croissance était accompli : suivant la méthode constante et rigoureuse qu'elle a observée depuis ses débuts, elle s'était gardée de rechercher l'huile brute, abandonnant ce soin aux producteurs. Mais à la sortie des puits, le pétrole devenait son bien presque exclusif partout où on le captait. Elle l'amenait directement par des canaux

à ses innombrables raffineries. Et le jour où, maîtresse déjà du marché américain, elle achevait la pose de sa première *pipe-line* vers l'Atlantique, c'est sur l'Europe qu'elle allait jeter son dévolu.

En vain, par deux fois, en 1892 et en 1911, sa constitution fut-elle jugée illégale et sa dissolution prononcée. Après chaque condamnation, elle reparaissait sans même prendre la peine de changer sa dénomination et ses ramifications s'étendaient rapidement en Allemagne, en Angleterre, en Italie, en France, en Espagne et en Roumanie. Elle ne bornait d'ailleurs pas son activité aux affaires de pétrole. Elle était en relations d'intérêts de plus en plus étroites avec les grandes banques américaines, avec les rois de l'acier et des chemins de fer. Elle pliait docilement à ses volontés les gouvernements, à commencer par celui des États-Unis. Elle étendait ses tentacules sur le Mexique, le Venezuela, la Colombie. Comment résister à cette puissance d'argent dont la capacité, estimée pour le moins à 12 milliards, dépasse deux fois celle du budget d'avant-guerre d'une nation comme la France?

Et pourtant, en face de la *Standard Oil* se dresse, sur la rive européenne, la *Royal Dutch Shell*, qui défie le *trust* américain à la façon du souverain regardant, selon le mot de Lloyd George, le dollar « dans le blanc des yeux ».

D'origine et de nationalité hollandaise, par nécessité légale, cette petite société, au capital modeste de 1 400 000 florins et aux débuts plus humbles encore (1890), est devenue, entre les mains des capitalistes anglais, et plus particulièrement grâce à MM. Deterding et Gulbenkian (le Napoléon et le Talleyrand du pétrole), un levier d'une force extraordinaire pour la politique britannique d'expansion et de domination. Avec une rapidité foudroyante, elle a rattrapé la *Standard* et engagé avec le *trust* américain un duel dont l'issue est encore incertaine, mais dont les péripéties sont passionnantes pour l'historien.

La *Royal Dutch* a pris le contrepied des directives de la *Standard Oil*. Elle s'applique à « produire le plus possible, dans le plus grand nombre d'endroits possible ». C'est un spectacle de haut intérêt que celui de deux puissances commerciales, financières et politiques, se développant avec un égal succès par deux méthodes absolument opposées. Les hommes, il est vrai, qui ont suivi des chemins divergents,

se rejoignent par la même volonté, la même énergie et les mêmes dévorantes ambitions.

En quatre ans, la *Royal Dutch* s'était rendue maîtresse des plus riches gisements des Indes néerlandaises. Son association avec la *Shell Transport* lui donnait ensuite le contrôle de tout l'Extrême-Orient. Après quoi, par ses quarante filiales établies dans toutes les contrées productrices des cinq continents, par l'aménagement, tout autour du globe, d'un réseau de ports de ravitaillement pétrolier que dessert sa flotte gigantesque, par l'établissement de ses innombrables raffineries et de ses *pipe-lines*, elle s'est placée partout à proximité des marchés de pétrole en même temps qu'elle les alimente tous. Enfin, avec l'audace qui caractérise les Britanniques, elle a défié la *Standard Oil* jusque sur son propre fief ; elle s'est installée aux États-Unis et, alliée à la *Mexican Eagle*, elle a déjà pris la prépondérance au Mexique.

Mais cette colossale « affaire », avec ses 6 milliards de capitaux investis, ne suffit pas aux appétits anglais en matière pétrolifère. La Grande-Bretagne a tenu à fonder une société d'État dirigée par ses fonctionnaires, l'*Anglo-Persan Oil*, à laquelle elle a assigné, comme rayon d'activité, la Perse et la Mésopotamie. Elle a d'autre part officiellement chargé de tenir tête à la *Standard Oil* la *British Controlled Oilfields*, qui est entièrement aussi entre les mains du gouvernement par le système du *voting trust*, qui est la deuxième puissance financière du pétrole avec ses 10 milliards de capital et qui a pour mission de s'emparer des champs pétrolifères de l'Amérique centrale.

Ces trois grandes Compagnies, sous la protection du ministre du pétrole sir Hamar Greenwood, ont été les auxiliaires précieuses du *Foreign Office* tout comme le commerce allemand jadis était l'instrument des visées de la Wilhelm strasse et l'informateur dévoué du grand état-major prussien. Elles préparent les voies à l'influence anglaise ; et elles reçoivent en retour l'appui constant et le concours fidèle de la diplomatie britannique. Il suffit, pour juger les résultats de cette continuelle et mutuelle collaboration, de prendre connaissance du traité turc. Le partage de l'héritage de « l'Homme malade » dénote à la fois la préoccupation d'accaparement du pétrole en Asie par l'Angleterre et le souci d'évincer l'Amérique, tous les gisements de quelque impor-

tance laissés à la France lui étant surtout accordés avec l'arrière-pensée d'une participation britannique. Le gouvernement de M. Lloyd George est même si jaloux de sa souveraineté en Mésopotamie qu'il ne tolère seulement pas les prospections américaines dans cette région et que des incidents se sont produits dont les *Yankees* éconduits ont chargé le département d'État de Washington de demander raison.

III. — L'impérialisme des « trusts »

Mais l'antagonisme anglo-américain s'exerce surtout en France, qui est son champ de prédilection, et où la faiblesse de notre politique lui ouvre pour l'instant de séduisantes perspectives.

Si les *trusts* étaient puissants avant la guerre, combien plus encore le sont-ils devenus depuis la fin du grand conflit, favorisés qu'ils ont été par la rareté des frets, par la hausse fantastique du dollar et de la livre en même temps que par cette sorte d'agenouillement économique qui avait été pour nous l'obligation même de la victoire. Entre deux impérialismes pétroliers, entre l'Amérique et l'Angleterre, maîtresses absolues de notre ravitaillement en huiles minérales, que devient la France? Cédera-t-elle au chantage brutal de la *Standard* ou à la pression, masquée sous des protestations aimables, de la *Royal Dutch?* D'une part, la *Standard* nous offre des approvisionnements illimités, *mais nous refuse tous crédits à long terme;* d'autre part, la *Royal Dutch* nous consent les crédits, *mais ne nous garantit pas les quantités qui nous sont strictement indispensables.*

L'attitude de la *Standard* n'est pas pour nous surprendre. Elle ne fut pas toujours amicale pendant la guerre. Elle est devenue franchement malveillante à notre égard depuis la fin de 1919. A telle enseigne que, sur l'injonction de M. Klotz, ministre des Finances, dont la trésorerie était de plus en plus embarrassée, M. Henry Bérenger, Commissaire aux Essences, devait, le 22 novembre 1919, câbler à la mission française à New-York de cesser tous achats de pétrole au *trust*, qui n'acceptait que des paiements au comptant.

Les conditions léonines de la *Standard Oil* ne se sont point modifiées. Elles visent à provoquer dans notre pays une crise de ravitaillement et à forcer l'État français à renoncer

à son projet de monopole d'achats et d'importations. C'est-à-dire que la *Standard Oil* entend nous imposer son propre monopole. Cette grande dame étrangère ne souffre point de volontés qui contrarient la sienne. Partout et toujours elle a combattu les monopoles d'État et s'est opposée même au contrôle de ses agissements. Par l'intermédiaire de la *Deutsche Amerikanische Petroleum*, elle a fait la loi — la sienne — en Allemagne. En Italie, elle a empêché qu'on appliquât celle dont elle ne s'accommodait pas. Fidèle à sa politique traditionnelle d'intervention dans le gouvernement des États, elle se montre intransigeante et abuse vis-à-vis de nous de l'intimidation. Elle *exige* la complète liberté du commerce qui ne serait en définitive que sa propre prépondérance et l'exercice de son bon — ou de son mauvais — plaisir. La plupart des raffineurs français sont déjà ses agents ; elle possède chez nous trois grandes filiales, la *Bedford Petroleum*, la *Vacuum Oil* et l'*Atlantic Refining*. Mais elle vient encore de fonder « l'Économique » et la « Compagnie commerciale des produits pétrolifères », sociétés anonymes au capital de 20 et de 35 millions de francs, installées avenue des Champs-Élysées, dans un hôtel digne des plus longs espoirs et des plus vastes pensers.

Ce qu'il y a de plus grave dans les manœuvres poursuivies par la *Standard Oil*, non seulement pour faire de la France son fief commercial, mais encore pour nous exproprier de nos droits d'État, c'est qu'elle représente, par un détour inattendu au lendemain de la commune victoire française et américaine, le danger allemand prêt à reparaître chez nous. Il ne faut pas oublier en effet qu'elle compte, dans les conseils de sa direction, au moins autant de germanophiles que de francophiles. Tandis que ces germanophiles font échec à nos demandes de crédit, elle offre ouvertement au gouvernement allemand des délais quasi illimités pour le ravitailler en pétrole ; et les relations germano-américaines, qui assuraient jadis l'exclusivité quasi absolue de la *Standard Oil* dans les fournitures d'essence et de pétrole à l'empire germanique, sont, à l'heure actuelle, renouées plus fortement que jamais. Faut-il rappeler que le *trust* américain ne cesse de faire pression jusque sur la Commission des réparations, après avoir influencé le Conseil maritime interallié, pour qu'on lui attribue, outre les dix-sept navires pétroliers allemands retenus dans les ports américains, les onze autres

tanksteamers qu'elle réussit à maintenir immobilisés dans le Firth of Forth?

Il n'y a pas trois mois, M. Le Trocquer, en réponse à une question de M. de Monzie, était obligé d'avouer, par la voie de l'*Officiel*, que, *malgré l'intervention du ministre des Finances, malgré les notes du service des essences et combustibles, malgré l'insistance du sous-secrétaire d'Etat à la marine marchande*, aucune solution définitive de la question n'est encore intervenue. Est-il démonstration plus directe de la force de ce *trust* (qui tient en échec une trinité de ministres) et de la politique antifrançaise qu'il poursuit?

La *Royal Dutch* est-elle moins à craindre parce que plus « arrangeante »? Oui, si l'on se fie aux apparences. Non, si l'on va au fond des choses.

Elle nous a, le 25 novembre 1919 (au lendemain de la cessation de nos achats à la *Standard*), consenti un premier crédit de deux millions de livres sterling et elle nous livre très exactement les quantités mensuelles de pétrole et d'essence prévues à ce contrat. Elle a accepté le 6 janvier 1920 de porter le crédit à cinq millions de livres. Mais le « Nouvel arrangement » arrêté sur la proposition même de son délégué général à l'étranger, et selon lequel elle aurait accru sa fourniture à la France de manière à nous assurer l'avenir, n'a pas été ratifié par elle sous prétexte de la difficulté où elle serait de transformer brusquement ses programmes mondiaux de ravitaillement.

Si bien qu'on est en droit de se demander si la *Royal Dutch* ne se livre point au jeu qui consiste à donner d'une main et à retenir de l'autre et si les embarras qu'elle invoque ne dissimulent point une défaite courtoise, mais tout aussi intéressée que le refus brutal de la *Standard Oil*. L'achat récent de l'hôtel Coislin n'est-il pas, au surplus, une indication que, sous les apparences de sa cordialité, elle poursuit, elle aussi, des visées ambitieuses en France?

L'attitude même de la diplomatie anglaise nous incite à quelque méfiance. Nous ne parlons pas des dissentiments violents qui nous ont conduits de Londres à San Remo et à Hythe en attendant de nous mener à Spa. Il ne s'agit que des négociations poursuivies avec le gouvernement britannique en vue d'une entente sur les questions pétrolifères. Elles ne sont point pour nous encourager à nous en rap-

porter aux objections par lesquelles la *Royal Dutch* s'efforce de justifier sa carence.

L'accord franco-britannique Walter Long-Bérenger, en date des 6 et 7 mars 1919, établissait le principe d'une politique commune dans le monde entier et notamment en Orient, dans le bassin de la Méditerranée, en Roumanie, en Asie Mineure, dans les colonies françaises et pays de protectorat ainsi que dans les colonies britanniques de la couronne. Il était prévu qu'il pouvait s'étendre à la Galicie et à la Russie. Or il ne fut point ratifié en septembre 1919 par MM. Lloyd George et Clemenceau. Un autre essai d'entente avec la Roumanie se borna à la signature d'un aide-mémoire entre sir John Cadman, MM. H. Bérenger et Jean de Bratiano.

En novembre 1919, la reprise des pourparlers aboutit à un nouvel accord entre sir Hamar Greenwood et M. H. Bérenger. Mais il fut, lui aussi, rejeté par M. Lloyd George aux conférences de Londres, malgré l'insistance de M. Berthelot. Si bien que toutes les affaires de pétrole sont remises en cause entre la France et l'Angleterre, principalement en ce qui concerne la région de Mossoul, en dépit de l'accord Cambon-Grey qui semblait avoir fourni une base solide d'entente.

L'histoire diplomatique des négociations franco-anglaises à propos de Mossoul, lorsqu'elle sera connue, constituera le document le plus éloquent de la politique anglaise à notre égard. Selon les accords de 1916, Mossoul était dans notre zone d'influence arabe. L'Angleterre a commencé par obtenir de nous que nous lui cédions nos droits territoriaux reconnus par ce traité. Quand nous avons demandé, en compensation, que 50 pour 100 du pétrole de Mossoul fût réservé à la France, M. Lloyd George, suivant sa tactique continuelle, s'est déclaré prêt à résoudre la question dans un esprit « très amical » à notre égard et à donner satisfaction à nos prétentions, en ce qu'elles auraient de « raisonnable ». Puis il a renvoyé M. Berthelot à sir Hamar Greenwood. Le ministre du pétrole, à son tour, a protesté de son grand désir d'être équitable vis-à-vis des demandes françaises. Après quoi il nous a renvoyés à M. Lloyd George... En attendant, l'Angleterre garde Mossoul. Une fois servie, il ne s'agit plus pour elle que de faire échec à nos légitimes réclamations et de réduire aux plus infimes proportions notre part dans les entreprises pétrolifères.

Il en est de même à Batoum, où elle s'est installée en maîtresse, où elle dispose du pétrole et du mazout selon son bon plaisir, n'acceptant aucun contrôle de ses achats et réduisant par l'intrigue ou même par des actes d'autorité les approvisionnements français. Elle *prend* d'abord tout ce qu'elle peut de la production du naphte ; ensuite elle nous fait la grâce de nous laisser nous ravitailler à notre tour, s'il y a encore du pétrole disponible.

En revanche, si elle ne tient aucun compte de l'accord Walter Long-Bérenger à l'étranger, elle sait en réclamer le bénéfice dans nos propres colonies. C'est ainsi que nous trouvons la *Royal Dutch* derrière une société soi-disant française qui se propose de rechercher et d'exploiter des sources de pétrole... à Madagascar ! Il convient d'ajouter que — comme par hasard — des prospecteurs américains opèrent déjà dans notre colonie africaine...

IV. — Et la France?

Serrée ainsi dans l'étau dont les deux branches sont constituées par les *trusts* d'Amérique et d'Angleterre, la France a-t-elle essayé de se dégager? Est-elle obligée de subir les exigences draconiennes de la *Standard Oil* ou de se plier aux volontés anglaises qui se manifestent par des amabilités purement verbales et une tenace opposition de fait?

La France, si son gouvernement se décidait à avoir la claire notion d'une politique pétrolifère adaptée à ses besoins et digne de sa position dans le monde, n'en serait point réduite à l'humiliation présente et pourrait, elle aussi, rapidement, conquérir une autonomie dont elle ne s'est pas suffisamment souciée jusqu'ici.

D'abord l'Allemagne est à terre et l'heure est propice pour nous de prendre sa place dans les pays européens où, à la veille de la guerre, elle était en train de *truster*, elle aussi, les entreprises pétrolières. La France devrait, par une entente avec le gouvernement polonais, s'assurer, pour une longue durée, tout le pétrole disponible en Galicie. Elle pourrait, de la même façon, obtenir une part importante, au moins le quart, peut-être le tiers, de la production roumaine. La même opération serait à faire à Grosnyi et au Caucase, où nous n'avons même pas su envoyer une mission *permanente*.

Seulement il ne faudrait point que notre diplomatie fût défaillante ; il serait indispensable que, nous trouvant en face de l'Angleterre, ou de l'Amérique notre langage fût celui d'un associé traitant d'*égal à égal;* il serait nécessaire que des moyens financiers puissants fussent mis en œuvre pour soutenir les efforts de notre diplomatie et pour recueillir les bénéfices des accords qu'elle mènerait à bien. Où sont les capitaux français à l'heure actuelle? Ils participent surtout, sans y exercer la moindre influence, aux affaires anglaises (*Royal Dutch, Shell, Mexican Eagle*). Mais on ne voit pas encore surgir un groupe du pétrole *entièrement français*, disposant de sommes formidables, et capable, avec les encouragements du quai d'Orsay, de suivre l'exemple de la *Standard Oil* et de la *Dutch*, et de servir notre influence à l'étranger avec le même succès.

Aussi bien il s'agirait d'exploiter le pétrole sur notre propre sol et dans nos colonies, principalement en Alsace, en Auvergne, en Algérie, en Tunisie, au Maroc, à Madagascar, et de renoncer à cette erreur trop répandue en France « que le plus grand malheur qui puisse arriver à un pétrolier est de découvrir une source de pétrole ».

Mais notre programme comporterait encore la création d'une flotte pétrolière, actuellement inexistante, le développement de nos installations dans les ports, l'aménagement de nos transports, la construction de *pipes-lines*, l'institution d'une école pratique du pétrole, etc., etc. Pour l'étudier et le réaliser, on souhaiterait des hommes de haute culture, d'intelligence pénétrante, d'esprit fin, souple et prudent, mais n'hésitant pas à prendre leurs responsabilités, possédant le prestige et l'autorité voulus pour parler au nom de la France aux rois du pétrole, aux ministres alliés ou ennemis, animés d'un patriotisme ardent enfin qui n'abdique point, même devant les associés d'hier, redevenus les *businessmen* d'aujourd'hui.

V. — Le régime des pétroles en France. — L'article 135.

Or, nous n'avons ni les hommes ni le programme. Alors que l'on souhaiterait aux conseils du pouvoir le génie d'un Colbert, nous en sommes réduits aux conceptions étriquées d'un « haut fonctionnaire ». A l'heure même où s'imposait

l'élaboration d'un vaste plan d'action extérieure et intérieure, la question pétrolière était ramenée aux dimensions les plus mesquines. Au moment où, nous débattant entre la *Standard Oil* et la *Royal Dutch*, nous devions organiser la résistance et nous pourvoir d'énergie, notre gouvernement, oublieux de la terrible leçon de la guerre, s'apprêtait à la capitulation.

Le premier stade de cette défection fut la suppression du Commissariat aux Essences.

Quand le ministère Clemenceau disparut, M. Henry Bérenger se retira. L'heure pouvait paraître bien choisie pour suivre l'exemple de l'Angleterre et créer soit un sous-secrétariat d'État, soit même un ministère du pétrole. Or, le fait est à peine croyable, lors de la constitution du ministère Millerand, le Commissariat aux Essences, complètement oublié, demeura « en l'air », sans même être attribué à aucun département.

Le ministère de l'Agriculture, auquel l'avait rattaché le décret du 21 août 1918 à sa création, le jugeait « indésirable ». Un communiqué du Conseil des ministres annonça donc qu'on allait absorber le commissariat dans les Finances. M. François-Marsal, administrateur de la *Société maritime des pétroles*, avait jadis représenté M. Clemenceau au sein du Comité général du pétrole et semblait qualifié pour prendre une succession dont — chose inouïe — personne ne voulait. Il reçut le « consortium pétrolier », écouta ses propositions, s'inquiéta à juste titre des *tanksteamers* allemands et écrivit à leur sujet à la Commission des réparations une lettre qui fut remarquée.

Mais bientôt un deuxième communiqué du Conseil des ministres apprit que M. François-Marsal passait la main : les Essences, de plus en plus vagabondes, étaient affectées aux Travaux publics. M. Borel, surchargé par les mines, les forces hydrauliques, l'office national du tourisme, refusa d'abord le cadeau. Il consentit à l'accepter quand un décret (21 février) remplaça le commissariat par une « direction générale » du pétrole.

Il ne restait... qu'à nommer le directeur. Ce fut... un conseiller référendaire à la Cour des comptes qui se vit confier l'emploi nouveau et que l'on assista d'un directeur adjoint en la personne d'un ingénieur en chef qui avait dirigé jadis une entreprise pétrolifère en Roumanie.

Pendant tout un long mois et demi qu'avaient duré ces tergiversations, les anciens cadres du Commissariat général aux Essences étaient demeurés sans directives et s'étaient contentés « d'expédier les affaires courantes ». Cet état d'anarchie — au sens littéral du mot — se traduisait aussitôt par une aggravation de la crise du ravitaillement provoquée peu auparavant par la *Standard Oil*. Nos approvisionnements, qui avaient été jusque-là prévus pour quatre mois de consommation, descendaient, le 15 mars dernier, au niveau de la « danger-line », qui commence pour notre pays lorsque les stocks s'abaissent, pour le pétrole et pour l'essence, au-dessous de 75 000 tonnes.

Tandis que le gouvernement témoignait d'une insouciance inexplicable, la question d'ailleurs se posait de savoir quel serait le futur régime des pétroles en France. Le consortium pétrolier allait prendre fin légalement le 23 avril. Serait-il prorogé et l'État continuerait-il, comme pendant la guerre, à être le seul importateur, le consortium restant le distributeur des pétroles? Ou reviendrait-on à la liberté complète du commerce?

Sans que le Comité général du pétrole eût été consulté, la direction générale s'arrêta à une solution bâtarde qui trahissait toujours l'imprécision des vues gouvernementales. Cette décision se trouvait formulée incidemment à l'article 135 du projet relatif à la création de nouvelles ressources fiscales :

1° Le monopole d'achat et d'importations en France et en Algérie des huiles minérales brutes et raffinées, essences, huiles lourdes, huiles combustibles, résidus et autres dérivés du pétrole était remplacé par « l'autorisation d'importation » ;

2° Cette autorisation d'importation devait être accordée par le ministre des Finances, sur avis du ministre des Travaux publics. La direction des pétroles « chevaucherait » ainsi deux ministères !

3° Le Comité général du pétrole était en fait supprimé, puis ressuscité sous forme d'une Commission spéciale exactement composée de même façon, sauf que les parlementaires en étaient exclus ;

4° Tout en laissant au commerce le soin de se tirer d'affaire, l'État aurait quand même la faculté d'acheter et d'importer, concurremment avec les raffineurs. Dans quelles propor-

tions? Comment opérerait-il? La direction des pétroles semblait bien envisager un compromis obscur entre le monopole ancien et la liberté nouvelle. Mais la Commission des Finances elle-même, tout en se ralliant d'abord aux suggestions que nous venons d'énumérer, était obligée d'avouer que les modalités de ce compromis « étaient encore à chercher ».

Telle était, en définitive, la pauvreté des solutions d'un organisme qui se perdait dans le dédale du formalisme administratif au lieu de voir les choses de haut — et de loin.

Pas un instant il n'est apparu qu'on se soit posé cette question essentielle qui dépasse les initiatives du fonctionnaire le plus distingué et qui est proprement affaire de gouvernement :

Dans les conjonctures présentes, qui rendent la paix si précaire, comme dans l'avenir, qui demeure incertain, l'État peut-il et doit-il, sans manquer aux précautions les plus élémentaires, rendre au commerce des pétroles sa pleine et entière liberté? Ou bien est-il utile, est-il indispensable, pour sa sauvegarde extérieure comme intérieure, qu'il soit le seul acheteur et le seul importateur, sans qu'il s'agisse d'ailleurs d'un privilège de vente analogue à celui du tabac ou des allumettes? Tout le problème est là.

Un spécialiste de finance, M. Bouilloux-Lafont, qui est en même temps un parlementaire de sentiments très français, a démontré à la Chambre qu'on ne saurait le résoudre d'un trait de plume et à la légère. Par une curieuse rencontre, sa vigilance s'est trouvée renforcée par la passion « étatiste » de M. Barthe. *Habent sua fata...*

Nous pensons, nous aussi, que l'État ne saurait, sans se trahir, et sans trahir la nation, renoncer à son devoir qui est de ne rien négliger qui intéresse le salut du pays. Ici le « droit de regard » ne suffit pas, qui consiste trop souvent... à fermer les yeux.

Il faut que l'État s'assure l'exclusivité du ravitaillement du pays en pétrole, parce que ce produit est indispensable à la vie nationale ; parce que cette exclusivité est la condition même de notre indépendance économique, de notre sécurité territoriale et de notre tranquillité intérieure ; parce que le régime de la liberté commerciale aboutirait tout simplement à remettre le sort de la France aux mains de l'étran-

ger ; parce qu'abolir le monopole d'État équivaudrait en dernière analyse à le transférer à la *Standard Oil*, ou à la *Royal Dutch*, ou à ces deux compagnies à la fois. N'aurons-nous, en fin de compte, échappé à l'hégémonie allemande — on sait au prix de quels sacrifices ! — que pour subir l'emprise anglaise ou retomber dans les griffes de pseudo-Germains?

VI. — La leçon de la guerre

Non seulement l'essor économique de notre pays (ravitaillé en charbon avec les difficultés que l'on connaît) et le relèvement de nos ruines sont en jeu ; mais encore, sans pétrole, *qu'il nous faut à tout prix trouver par nous-mêmes*, nous n'aurons ni transports, ni flotte marchande, ni aviation civile, ni tracteurs agricoles suppléant à une main-d'œuvre déficitaire, *ni surtout marine de guerre, ni armées dotées de tous leurs moyens de combat.*

Revenir, comme on a failli le faire, au régime d'avant 1914, serait tout simplement un retour aux *méthodes d'imprévoyance* dont l'expérience de la guerre devrait nous détourner à jamais.

Lorsque la guerre éclata, l'État français n'avait aucune réserve de pétrole ou d'essence lui appartenant en propre. Quant aux entrepôts particuliers, ils disposaient tout juste d'un stock insignifiant. La France n'avait pas de flotte pétrolière. Les bateaux-citernes utilisés par notre commerce naviguaient, à deux ou trois exceptions près, sous des pavillons étrangers. Si ces pavillons, au lieu d'être ceux de nos alliés, avaient été ceux d'ennemis ou de neutres hostiles, que fût-il advenu?

Aucun produit n'a joué dans la conduite des opérations, surtout à mesure que se développait et se perfectionnait notre matériel de guerre, un rôle plus important que le pétrole. Les maréchaux Foch et Pétain l'ont reconnu formellement. Si leur témoignage avait besoin d'être confirmé, celui de Ludendorff viendrait le corroborer. Le « quartier-maître général » allemand ne met-il pas, dans ses *Mémoires*, pour partie tout au moins, la défaite de son pays au compte des difficultés croissantes qu'il a éprouvées à se ravitailler en essence?

Le pétrole, a-t-on dit, c'est l'empire. C'est en tout cas un

élément de victoire, l'aliment indispensable des *tanks*, des avions, des navires, en même temps que la condition de la mobilité des armées. L'Angleterre le sait bien. Dans les conflits possibles de demain, elle tient non seulement à mettre, par le pétrole, toutes les chances de succès de son côté, mais encore à enlever à ses rivaux éventuels, fussent-ils ses amis d'aujourd'hui, ces mêmes chances de triomphe. C'est de cette doctrine que s'inspire sa politique extérieure, de même qu'à l'intérieur elle lui a permis, grâce à ses camions, grâce à ses approvisionnements d'État, de briser la grève générale des chemins de fer.

Ne nous y trompons pas : ou nous serons des « vassaux » ou nous échapperons à l'étreinte étrangère en pratiquant, nous aussi, une politique nationale du pétrole. Il nous faut choisir : ou nous mettre à la discrétion d'industriels dont la bonne volonté ou le patriotisme ne sont pas en cause, mais qui ne sont que les serviteurs forcément dociles des *trusts* d'Angleterre et d'Amérique ; ou bien exiger que l'État prenne en main lui-même sa cause, la nôtre. Dans les conjonctures actuelles, sa tâche est autant de diplomatie que de commerce. Mais s'il ne se décide pas à son propre monopole, limité comme nous l'avons dit au ravitaillement du pays, il devra subir celui de la *Standard Oil* et de la *Royal Dutch*, c'est-à-dire, en dernière analyse, abandonner à l'Amérique et à l'Angleterre le souci de ses propres destinées.

LOUIS LE PAGE.

La Sphère et la Croix

CHAPITRE VIII

Un intermède.

Le matin se levait, baignant d'une lumière argentée et froide la plaine grise au moment où Turnbull et Mac Ian débouchaient d'un petit bois aux arbres rabougris, devant cette étendue désolée et vide. Ils avaient marché toute la nuit.

Ils avaient aussi parlé toute la nuit et si le sujet de leur entretien n'avait été inépuisable, ils l'auraient épuisé. Leur longue et changeante discussion les avait menés par des coins et des paysages également changeants. Ils avaient discuté de Hæckel sur des collines si hautes et si escarpées que, malgré le froid de la nuit, on eût dit qu'ils allaient se brûler aux étoiles. Ils avaient ressassé des explications contradictoires sur la Saint-Barthélemy en marchant au milieu de petites venelles que bordaient comme un mur d'or des épis levés. Ils avaient parlé de M. Kensit sous l'hallucinante et monotone obscurité des pins. Et ce fut à la fin d'un long discours de Mac Ian, défendant passionnément les exploits dans le domaine pratique et la prospérité solide de la tradition catholique, qu'ils débouchèrent dans la plaine.

Mac Ian avait beaucoup appris et pensé davantage depuis qu'il avait quitté les collines brumeuses d'Arisaig. Il avait rencontré bien des personnages représentatifs en des circonstances âpre-

ment symboliques. De plus, il avait respiré l'atmosphère vraiment moderne, par le seul fait de la présence de Turnbull et en l'écoutant, comme cela se passe toujours quand on entre en contact avec un homme d'une grande activité mentale. Il voyait enfin sur quelles bases s'appuie la masse du monde moderne pour combattre sa foi et il se jetait à la réplique avec une chaude jouissance intellectuelle.

— Je commence à comprendre un ou deux de vos dogmes, monsieur Turnbull, avait-il dit énergiquement, alors qu'ils gravissaient avec peine une colline boisée. Et je m'inscris en faux contre chacun de ces dogmes à mesure que je les comprends. Celui-ci, par exemple : vous prétendez que vos hérétiques et vos sceptiques ont aidé le monde à marcher de l'avant et tenu bien haut le flambeau du progrès. Je le nie. Rien n'est plus évident, d'après la véritable histoire, que chacun de vos hérétiques a bâti un cosmos de son invention et que l'hérétique venu après lui a pulvérisé ce cosmos. Qui donc aujourd'hui sait exactement ce qu'enseigna Nestorius? Qui s'en soucie? Nous ne sommes, sur ce sujet, certains que de deux choses. La première est que Nestorius, en tant qu'hérétique, eut une doctrine tout à fait opposée à celle d'Arius, l'hérétique qui le précéda, et sans aucun intérêt pour James Turnbull, l'hérétique venu après lui. Je vous défie de revenir aux libres penseurs du passé et de trouver un asile auprès d'eux. Je vous défie de lire Godwin ou Shelley ou les déistes du dix-huitième siècle ou les humanistes adorateurs de la nature, à l'époque de la Renaissance, sans découvrir que votre pensée est éloignée de la leur deux fois plus qu'elle ne diffère de celle du pape. Vous êtes un sceptique du dix-neuvième siècle et ne cessez de me répéter que j'ignore la cruauté de la nature. Au dix-huitième siècle, vous m'auriez reproché d'ignorer sa bonté et sa bienveillance. Vous êtes athée et vous glorifiez les déistes du dix-huitième. Lisez-les au lieu d'en faire l'éloge et vous découvrirez que leur univers ne subsiste ou n'est détruit que par l'idée de divinité. Vous êtes matérialiste et vous tenez Bruno pour un héros de la science. Voyez ce qu'il a dit et vous le prendrez pour un aliéné mystique. Non, le grand libre penseur, quelles que soient son habileté et sa bonne foi, ne détruit pas pratiquement le christianisme. Ce qu'il détruit, c'est le libre penseur venu avant lui. La libre pensée peut être suggestive, elle peut être excitante, posséder autant qu'il vous plaira ces mérites qui viennent de la vivacité et de la variété. Mais il est une qualité que la libre pensée ne peut jamais revendiquer... la libre pensée ne peut jamais

être un élément de progrès. Elle ne le peut pas, parce qu'elle n'accepte rien du passé ; elle recommence chaque fois au commencement, et, chaque fois, s'en va dans une nouvelle direction. Tous les philosophes rationalistes sont partis sur des routes différentes, si bien qu'il est impossible de dire lequel a été le plus loin. Qui peut discuter sur le point de savoir si Emerson fut optimiste à un degré supérieur au degré où Schopenhauer fut pessimiste? C'est comme si l'on demandait si ce blé est aussi jaune que cette colline est escarpée. Non, il n'y a que deux choses qui progressent réellement, et toutes les deux acceptent des accumulations d'autorité. On peut progresser en haut ou en bas ; on peut croître régulièrement dans le sens du mieux ou du pire, mais deux choses ont eu une croissance régulière dans un domaine bien déterminé et ont avancé régulièrement dans une certaine direction bien précise et ce sont elles seules, il me semble, qui peuvent progresser. La première est la science strictement physique. La seconde est l'Église catholique.

— La science physique et l'Église catholique ! fit Turnbull d'un ton sarcastique, et sans doute que la première doit beaucoup à la seconde.

— Si vous insistez sur ce point, je puis vous répondre que la chose est très probable, répondit Mac Ian avec calme. Je songe souvent que vos généralisations historiques reposent fréquemment sur des exemples discutables ; je ne serais pas surpris que vos vagues notions d'une Église persécutant la science soient une généralisation d'après Galilée. Je ne serais pas du tout surpris si, faisant le recensement des recherches et des découvertes scientifiques depuis la chute de Rome, vous trouviez qu'un très grand nombre d'entre elles sont dues à des moines. Mais c'est un sujet sans rapport avec ce qui m'occupe en ce moment. Je dis que si vous voulez un exemple d'une chose ayant progressé dans le monde moral par la même méthode que la science dans le monde matériel, par des additions constantes ne détruisant rien de ce qui a précédé, alors je dis qu'il n'en *est* qu'une. Et c'est *nous*.

— Avec cette différence énorme, répondit Turnbull, que si compliqués que soient les calculs de la science physique, leur résultat précis peut se vérifier. En admettant qu'il ait fallu des millions de livres que je n'ai jamais lus et des millions d'hommes dont je n'ai jamais entendu parler pour découvrir la lumière électrique, il n'en est pas moins vrai que je puis voir cette lumière. Mais je ne puis pas

voir la vertu suprême qui résulte de toutes vos théologies et de tous vos sacrements.

— La vertu catholique est souvent invisible, répliqua Mac Ian, parce qu'elle est la vertu normale. Le christianisme est toujours démodé parce qu'il est toujours sain et toutes les modes sont des insanités. Quand l'Italie a la folie de l'art, l'Église semble trop puritaine ; quand l'Angleterre a la folie du puritanisme, l'Église passe pour trop artiste. Quand vous vous disputez avec nous, vous nous classez avec la royauté et le despotisme ; mais notre première querelle est née parce que nous n'avons pas voulu subir le despotisme divin d'Henri VIII. L'Église semble toujours en arrière de son temps quand, en réalité, elle est au delà ; elle attend que la dernière marotte ait vu son dernier été. Elle tient la clef d'une vertu permanente.

— Oh ! j'ai déjà entendu tout cela, fit Turnbull avec une gaîté méprisante. J'ai entendu dire que le christianisme a la clef de la vertu et que si vous lisez Tom Paine vous vous couperez la gorge à Monte-Carlo. C'est tellement stupide que je ne m'en émeus pas. Vous dites que le christianisme est le soutien des mœurs, mais que faites-vous de cette affirmation dans la pratique? Quand un médecin vous soigne et qu'il peut vous empoisonner avec une pincée de poudre, demandez-vous s'il est chrétien? Vous demandez s'il est gentleman, s'il a ses diplômes, rien d'autre. Quand un soldat s'enrôle pour défendre son pays, demandez-vous s'il est chrétien? Il est plus probable que vous vous inquiéterez de savoir s'il est champion d'Oxford ou de Cambridge pour le yachting. Si vous tenez votre croyance pour essentielle aux mœurs, pourquoi ne la prenez-vous pas comme critérium de ces mœurs?

— Nous l'avons fait autrefois, dit en souriant MacIan, et vous nous avez dit que nous imposions par la force une foi qui n'était pas démontrée. Il est plutôt pénible d'avoir tout d'abord entendu dire que notre croyance doit être fausse parce que nous usions de preuves et d'entendre aujourd'hui le reproche de ne pas nous en servir. Mais je remarque que les arguments les plus antichrétiens sont aussi peu conséquents.

— Voilà une réponse tout à fait dans le style d'une conférence contradictoire, répondit Turnbull, jovial, mais la question demeure : Pourquoi vos rapports ne se restreignent-ils pas aux chrétiens, si les chrétiens sont les seuls hommes vraiment moraux?

— Qui a jamais dit de telles folies? demanda MacIan avec dédain.

Supposez-vous que l'Église catholique ait jamais prétendu que les chrétiens étaient les seuls à suivre la morale? Quoi, les catholiques du catholique moyen âge ont parlé de tous les païens vertueux jusqu'à en fatiguer l'humanité. Non, si vous voulez vraiment savoir ce que nous entendons quand nous disons que le christianisme a une puissance particulière de vertu, je vais vous le dire. L'Église est la seule chose sur la terre qui puisse perpétuer un type de vertu et en faire quelque chose de plus qu'une mode. C'est tellement évident et si parfaitement historique que je ne puis imaginer que vous le niiez jamais. Vous ne pouvez nier qu'il est parfaitement possible que, demain matin, en Irlande ou en Italie, puisse paraître un homme non seulement aussi bon, mais bon exactement de la même façon que saint François d'Assise. Très bien, prenons maintenant d'autres types de vertu humaine ; beaucoup sont splendides. Le gentilhomme anglais du temps d'Élisabeth était chevaleresque et idéaliste. Mais pouvez-vous vous arrêter ici dans cette prairie et être un gentilhomme anglais du temps d'Élisabeth? L'austère républicain du dix-huitième siècle avec son patriotisme rigide et sa vie simple fut un beau type d'homme. Mais l'avez-vous jamais rencontré? Avez-vous jamais vu un républicain austère? Un siècle seulement a passé et ce volcan de vérité et de courage révolutionnaire est aussi glacé que les montagnes de la lune. Et il en est ainsi et il en sera ainsi des notions éthiques qui bourdonnent dans Fleet Street au moment où je parle. Quelles phrases seraient aujourd'hui inspiratrices pour un employé ou un ouvrier de Londres? Peut-être celles-ci : qu'il est fils de cet empire britannique où le soleil ne se couche jamais, qu'il est un soutien de ses Trades-Unions, un prolétaire conscient ou autre chose dans ce genre, peut-être simplement qu'il est un gentleman quand évidemment il ne l'est pas. Ces noms et ces notions sont tous honorables, mais combien de temps dureront-ils? Les empires s'écroulent ; les conditions industrielles changent. Qu'est-ce qui restera? Je vais vous le dire. Ce qui restera, c'est le saint catholique.

— Et supposez que je ne l'aime pas, dit Turnbull.

— D'après ma théorie, la question est plutôt de savoir s'il vous aime, ou, plus probablement, s'il a jamais entendu parler de vous. Mais je veux bien admettre que votre question soit raisonnable. Vous avez le droit, si vous parlez en homme ordinaire, de demander si vous aimerez le saint. Mais comme homme ordinaire, vous l'aimez.

Vous vous réjouissez de son existence. Si vous le détestez, ce n'est pas parce que vous êtes un brave homme ordinaire, mais parce que vous êtes (pardonnez-moi l'expression) un monsieur de Fleet Street, un esprit sophistiqué. C'est justement ce qu'il y a de drôle. La race humaine a toujours admiré les vertus catholiques, bien qu'elle les pratique peu, et, chose assez étrange, les vertus les plus admirées par elle sont celles que le monde moderne discute le plus âprement. Vous vous plaignez que le catholicisme dresse un idéal de virginité. Les Grecs d'Athènes, les Romains, avec les vestales, ont dressé un idéal de virginité. Quel est donc le vrai sujet de votre querelle avec le catholicisme? Ce ne peut être, ce n'est pas autre chose que ceci : le catholicisme a *réalisé* un idéal de virginité ; cet idéal n'est plus simplement un sujet de poésie nébuleuse. Mais si vous, et quelques hommes fiévreux, en chapeaux haut de forme, flânant dans les rues de Londres, choisissez de différer quant à l'idéal lui-même, non seulement de l'Église mais du Parthénon, dont le nom signifie : virginité, de l'empire romain qui sortit d'un feu vierge, de toutes les légendes et traditions de l'Europe, du lion qui ne touchait pas aux vierges, de la licorne qui leur obéissait, — ces deux fauves qui, conjugués, sont les supports héraldiques de notre écusson national, — de vos poètes, les plus vivants et les plus passionnés, de Massinger qui écrivit la *Vierge martyre*, de Shakespeare qui écrivit *Mesure pour mesure*, si vous, les hommes de Fleet Street, différez de toute cette expérience humaine, est-ce que cette idée ne vous frappe pas, que c'est peut-être Fleet Street qui a tort?

— Non, répondit Turnbull, je crois avoir l'esprit assez large pour concevoir et discuter cette idée, mais l'ayant examinée, je crois que Fleet Street a raison... oui, même si le Parthénon a tort. Je crois qu'à mesure que le monde marche, de nouvelles atmosphères psychologiques se créent et qu'il est possible d'y découvrir des délicatesses et des combinaisons qu'on aurait, à d'autres époques, représentées par un symbole plus grossier. Tout homme sent le besoin d'un élément de pureté dans la sexualité ; peut-être ne peut-on représenter cette pureté que par l'absence de sexualité. Vous ririez si je suggérais cette pensée que nous avons créé dans Fleet Street une atmosphère où un homme peut être aussi passionné que sire Lancelot et aussi pur que Galahad. Mais, après tout, nous avons dans le monde moderne créé plus d'une atmosphère de cette nature. Nous avons, par exemple, une façon d'apprécier l'enfance, neuve et imaginative.

— C'est tout à fait vrai, répliqua MacIan avec un singulier sourire. C'est ce qu'a tout à fait mis en lumière un des plus brillants parmi vos jeunes auteurs quand il a dit : « Si vous ne devenez comme des petits enfants, vous n'entrerez pas dans le royaume des cieux. » Mais vous avez tout à fait raison : il y a un culte moderne de l'enfance, et, je vous le demande, qu'est-ce que ce culte? Qu'est-ce, au nom de tous les anges et de tous les démons, sinon le culte de la virginité? Qui songerait à vénérer une chose uniquement parce qu'elle est petite et n'est pas mûre? Non, vous avez essayé d'échapper à un idéal et celui que vous montrez comme le but vers lequel vous tendez, c'est l'idéal unique qui se dresse encore devant vous. Ai-je tort quand je dis que tout cela est éternel?

Ce fut au moment où ces derniers mots venaient d'être prononcés qu'ils arrivèrent en vue des grandes plaines. Ils marchèrent quelques instants en silence, puis Turnbull prononça tout à coup : « Mais *je ne puis pas* croire à cet idéal. » Mac Ian ne répondit rien à cette exclamation ; peut-être ne peut-on rien y répondre. Et, ce jour-là, c'est à peine s'ils prononcèrent un seul mot.

CHAPITRE X

Une passe d'armes.

. . . . . .

Turnbull marcha d'un pas ferme jusqu'au bord de la falaise, inspectant du regard les alentours. Son compagnon le suivit.

— Si c'est votre idée, prononça-t-il, et je ne dis pas que vous ayez tort, je crois connaître l'endroit où nous serons tout à fait en sûreté pour nous battre. Il se trouve que cette partie de la côte sud m'est très familière. Et, si je ne me trompe, il y a, tout près d'ici, un sentier qui descend la falaise et qui nous conduira dans une petite crique de sable où personne vraisemblablement ne pourra nous suivre.

MacIan eut un geste d'assentiment et vint, lui aussi, tout au bord du précipice. L'aurore qui s'élargissait au-dessus de la mer et du rivage était l'une de ces rares et splendides aurores où il semble n'y avoir ni brume ni doute, mais rien qu'un envahissement de plus en plus complet de toutes choses par la clarté. Toutes les couleurs étaient transparentes. On eût dit une triomphante pro-

phétie d'un monde parfait où toute chose étant innocente sera intelligible, un monde où nos corps eux-mêmes pourraient être, semble-t-il, de cristal flamboyant. Et ce monde est figuré d'une manière imparfaite, bien que violente, dans les vitraux coloriés de l'architecture chrétienne. La mer étalée devant eux ressemblait à un pavé d'émeraude brillant et fragile ; le ciel où s'appuyait son étroit horizon était presque d'une blancheur absolue, mais, cernant cette blancheur, comme des lacets écarlates à l'ourlet d'un vêtement, des enfilades de nuées floconneuses s'étendaient, d'un rouge si lumineux et si magnifique qu'elles semblaient découpées dans un étrange métal céleste couleur de sang, dont l'or de la terre n'est qu'une imitation d'un jaune sordide.

« La main du ciel nous fait signe encore, dit le mystique se parlant à lui-même, et cette main est couleur de sang. »

Turnbull, qui se trouvait déjà à une certaine distance, interrompit son monologue en l'appelant pour lui dire qu'il avait trouvé le point d'où l'on pouvait descendre. Cela commençait par un sentier assez raide et quelque peu glissant qui aboutissait, vingt ou trente pieds plus bas, à un éboulement de roches formant une suite de degrés. Ces marches se terminaient brusquement au-dessus d'une saillie dans le roc qu'il fallait atteindre en sautant et le voyage devenait alors facile et même agréable, car on arrivait enfin à ce qui restait d'un escalier monumental ayant appartenu à une station balnéaire depuis longtemps délaissée. Tout le temps que dura leur rapide descente, les deux hommes virent, pour ainsi dire à chaque pas, se refermer sur leurs têtes des sortes de cavernes faites des feuillages les plus variés, qui devenaient d'un vert plus intense, ou pourpres ou dorés, à mesure que le soleil montait sur l'horizon. Et la vie, elle aussi, devenait de plus en plus animée tout autour d'eux. Des oiseaux bruissaient et voltigeaient sous les taillis, comme emprisonnés dans des cages vertes. D'autres s'envolaient par nuées du sommet des arbres, pareils à des fleurs détachées que le vent chasse vers le ciel. Des animaux que Turnbull, trop Londonien, et MacIan, trop homme du Nord, ne pouvaient connaître, se glissaient dans les broussailles et grimpaient aux troncs des arbres. Les deux hommes, chacun d'accord avec sa croyance, entendaient gronder la voix puissante du psaume de la vie comme ils ne l'avaient jamais entendue. MacIan sentait Dieu le Père, si doux au milieu de toutes Ses énergies, et Turnbull cette anonyme force suprême, cette *Natura naturans* qui

est tout le thème de Lucrèce. C'était au bas de cette tumultueuse échelle de vie qu'ils descendaient pour mourir.

Ils mirent enfin le pied sur un hémicycle de sable brun, vierge de toute empreinte humaine, comme l'avait annoncé Turnbull. Ils y firent quelques pas, y plantèrent leurs épées et restèrent un long moment muets et immobiles. Turnbull regardait la côte avec curiosité, sentant s'éveiller en lui des souvenirs d'enfance, puis il dit tout à coup, comme un homme qui retrouve subitement un nom oublié :

— Mais, bien entendu, nous serons encore mieux au coin de Cragness Point ; jamais personne ne s'aventure de ce côté.

Et reprenant son épée, il se dirigea d'un pas rapide vers un grand rocher qui se dressait à leur gauche. MacIan le suivit et trouva en ontournant avec lui cet obstacle un vaste carré de sable ferme sous les pas et bien aplani, fermé sur trois côtés par des murailles blanches faites de rocs énormes et sur le quatrième par la barrière verte de la mer montante.

— Nous sommes ici tout à fait en sûreté, dit Turnbull et, à la grande surprise de son compagnon, il se laissa choir sur le sable où il s'assit tranquillement.

— Voyez-vous, expliqua-t-il, j'ai été élevé dans cette région. On m'a envoyé dans ce pays chez une tante, alors que j'étais tout enfant, et il est très possible que j'y revienne pour mourir. Me permettez-vous d'allumer une pipe?

— Bien entendu, faites ce qu'il vous plaît, dit MacIan d'une voix étouffée et il s'en alla se promener seul sur le sable humide et brillant.

Dix minutes après, il revint, pâle encore de toutes les pensées qui l'avaient emporté comme dans un tourbillon ; Turnbull était de la meilleure humeur et secouait les cendres de sa pipe.

— Vous voyez, il faut nous battre, dit MacIan.

— C'est évident, mon cher, fit l'autre, et il se mit d'un bond sur ses pieds, agile comme un singe.

Gravement, ils prirent position au centre du grand carré de sable, comme s'ils avaient été devant un millier de spectateurs. Avant de saluer son adversaire, MacIan, dont l'âme mystique était un peu plus proche de la nature, promena ses yeux sur le décor au milieu duquel allait s'accomplir leur héroïque folie. Les trois murailles rocheuses semblaient se pencher un peu en avant, formant des angles

divers, et cette impression s'exagérait incroyablement par la vue du lourd fardeau d'arbres et de buissons que chacune de ces murailles portait sur sa tête comme une énorme chevelure. Le victorieux soleil levant frappait ce cimier vivant et magnifique, le couvrant tout entier d'une patine d'or et chaque oiseau qui se levait emportait avec lui un rayon comme une étoile, pareil à la colombe de l'Esprit saint. La vie imaginative n'avait jamais possédé MacIan à ce point. Il lui semblait qu'il aurait pu écrire des livres entiers sur les sensations d'un seul oiseau. Il avait l'impression que pendant deux siècles il ne se serait pas fatigué d'être un lièvre. Il était dans le Paradis de la vie dont les tapisseries mêmes et les rideaux étaient vivants. Puis il se ressaisit. Les deux hommes se saluèrent de l'épée et le fer sonna le fer. A ce moment, MacIan s'aperçut que la cheville gauche de son adversaire était encerclée par l'eau qu'il avait déjà sentie lui-même monter jusqu'à ses pieds.

— Qu'y a-t-il, dit Turnbull, s'arrêtant tout à coup, car il commençait à connaître tous les changements de visage de son extraordinaire compagnon.

MacIan jeta un nouveau regard sur l'eau qui entourait la cheville de Turnbull et sur le promontoire voisin autour duquel bondissaient les vagues. Puis il se retourna et vit jaillir des flots d'écume sur les rochers de Cragness Point.

— La mer nous a coupés, dit-il d'une voix laconique.

— Je l'ai remarqué, répondit Turnbull d'un ton aussi bref. Que pensez-vous du dénouement?

Evan jeta son épée et, suivant son habitude, prit sa grosse tête dans ses mains. Puis ses bras tombèrent et il dit :

— Oui, je sais ce que cela veut dire ; et je trouve cela parfait. C'est le doigt de Dieu — pourpre comme le sang — qui nous fait signe encore, mais cette fois il nous montre deux tombeaux.

Il y eut un silence pendant lequel on n'entendait plus que le bruit de la mer, puis MacIan reprit la parole avec une émotion profonde et contenue :

— Vous le voyez, il ne serait pas juste que l'un de nous tombât, tandis que l'autre...

— Vous voulez dire, fit Turnbull d'une voix étonnamment douce et aimable, que c'est une belle chose de se battre dans un lieu où le vainqueur lui-même devra mourir?

— Oh ! c'est tout à fait cela, vous avez dit la vérité ! s'écria Evan

en proie à une sorte d'extase enfantine. Oh ! je suis sûr que vous croyez en Dieu !

Turnbull ne répondit pas un mot et ramassa son épée.

Pour la troisième fois, Evan MacIan regarda les trois côtés de la falaise qui se dressaient au-dessus d'eux, chargés de leur pesant fardeau de vie. Il avait failli ne pas comprendre la magnificence presque ironique de toutes ces créatures fourmillantes, de ces couleurs tropicales et de ces parfums qui montaient joyeusement vers le ciel. Mais maintenant il savait qu'il était dans la cour fermée de la mort et que toutes les portes en étaient scellées.

Il but dans cette fête suprême de couleurs, dans le vert, dans le rouge et dans l'or, ces dons de Dieu, uniques et indescriptibles, comme un homme vide jusqu'au fond son verre plein d'un vin généreux. Puis il se retourna, salua de nouveau son adversaire, et tous les deux se jetèrent au combat avec acharnement. Mais l'écume mouillait déjà leurs genoux. C'est alors que MacIan, se rejetant brusquement en arrière, leva la main :

— Turnbull ! cria-t-il, voilà une chose que je ne puis supporter... Ceci n'est pas un combat loyal.

— Que diable voulez-vous dire? demanda l'autre avec un regard étonné.

— Je viens seulement d'y penser, dit Evan d'une voix entrecoupée, nous sommes très bien assortis en temps normal, cela peut aller un moment encore... mais la marée monte... et j'ai un pied et demi de plus que vous. Vous serez balayé par le flot avant qu'il soit au-dessus de ma ceinture. Je ne veux pas me battre dans de telles conditions.

— Voulez-vous me rendre le service, dit Turnbull sur un ton de froide politesse, de vous occuper de vos affaires? Mettez-vous en garde et continuons et nous verrons celui que la mer emportera. Vous avez voulu finir ce duel et vous le finirez, ou je croirai que vous êtes un lâche.

Evan semblait encore en proie au doute et son épée restait hésitante, mais il fut très vite rappelé à lui-même par la pointe de son adversaire qui brusquement venait de frôler son épaule. Les vagues maintenant atteignaient les cuisses de Turnbull, et, chose pire, commençaient à déferler et à s'abattre lourdement autour d'eux.

MacIan avait paré cette première botte dans la perfection ; il para un peu moins bien la suivante, et selon toute probabilité il

n'eût pas du tout paré la troisième ; le champion chrétien aurait été transpercé comme un papillon et le champion athée noyé comme un rat, n'ayant d'autre consolation finale que ses idées sur le cosmos. Mais au moment même où Turnbull allait porter un coup décisif, la mer qui lui montait maintenant jusqu'aux hanches lui en asséna un plus violent. Une vague énorme qui vint se briser par-dessus les autres s'écrasa lourdement sur lui. Il perdit pied, tournoya un instant et fut emporté par la mer, la main encore crispée sur son arme.

MacIan mit son épée entre ses dents et plongea pour venir à son secours. Il lui semblait, sous le fracas et le poids des lames furieuses, que l'univers entier tombait sur lui. C'était comme un cataclysme cosmique, la chute des sept cieux s'écroulant l'un après l'autre sur sa tête. Mais il avait pu saisir la jambe gauche de l'athée et ne la lâchait plus.

Après quelques minutes d'angoisse au milieu de l'écume et de la rage des flots, pendant lesquelles il crut que tous ses sens lui manquaient à la fois, Evan comprit qu'il nageait avec effort sur des vagues un peu moins agitées, tenant toujours entre ses dents son épée et, sous un bras, le directeur de l'*Athée*. De ce qu'il allait faire, il n'avait pas la plus lointaine idée, mais nageait d'une main, ne songeant qu'à ne pas desserrer son étreinte.

Une vague noire, plus haute que toutes, lui fit baisser instinctivement la tête. Puis il vit que la forme de cette vague avait quelque chose d'insolite et comprit que cette forme était celle d'un bateau de pêche. Dans un grand effort, il put se cramponner à la proue. Le bateau tangua, la poupe soulevée un instant, juste assez pour montrer que personne ne s'y trouvait. Après quelques secondes de labeur désespéré, deux personnes étaient dans cette barque, M. Evan MacIan, tout pantelant de fatigue, et M. James Turnbull, évanoui, à demi asphyxié. Couché au fond du bateau, il roula de côté et d'autre pendant quelques minutes, tout à fait inconscient, puis parut se ranimer un peu, s'agita, étendit les bras et promena sur la mer démontée les regards d'un homme qui s'éveille. Alors, sans songer aux flots d'eau salée qui découlaient de ses cheveux, de sa barbe et de ses vêtements, il se mit à essuyer soigneusement la lame de son épée.

Quant à MacIan, il avait trouvé deux rames au fond de la barque abandonnée et, tout mélancolique, s'était mis à ramer.

. . . . . .

Tout à coup, Evan parut redoubler d'efforts, ramant avec une

énergie nouvelle et Turnbull mit sa tête rousse et toute ruisselante au-dessus du bord pour voir ce qui causait cette hâte. Le but vers quoi tendait Evan n'avait rien de particulièrement engageant ; si loin que l'œil portât, ce n'était rien qu'une grève escarpée toute en galets amoncelés et formant des talus plus hauts qu'une maison. Sur une digue avancée dans la mer on voyait s'ériger le squelette noirci d'une sorte de brise-lames. Ce brise-lames qui se dressait dans la lumière grise de l'aube semblait dire à nos aventuriers philosophes qu'ils étaient enfin arrivés à l'autre bout de nulle part.

Contraint par la nécessité de se donner tout entier à son labeur MacIan sut manier le lourd bateau avec une réelle force et une grande habileté et quand il put enfin le faire aborder sur un point à peu près accessible de la côte, ils purent débarquer n'ayant de l'eau que jusqu'aux genoux. Ils trouvèrent, un ou deux pas plus loin, la terre ferme et quelques moments après ils pouvaient s'étendre sur le brise-lames en ruines et regarder la mer à laquelle ils venaient d'échapper.

Ils durent s'avancer ensuite péniblement à travers un désert de galets, avant de découvrir des champs ou des routes humaines, et ce qu'étaient ces routes ils n'auraient pu le dire. Leurs chaussures commençaient à se percer et la marche sur les pierres les fatiguait cruellement, si bien qu'ils durent s'appuyer sur leurs épées comme sur des bâtons de pèlerin. MacIan pensait vaguement à une étrange ballade de son pays décrivant l'âme du purgatoire s'en allant par une plaine toute semée de pierres tranchantes et que sauvent seulement les charités qu'elle a faites sur la terre.

Turnbull ne faisait pas de méditations aussi lyriques et se trouvait au contraire de fort méchante humeur.

Ils finirent par trouver un pâle ruban de route que bordait un talus d'herbe sèche et décolorée. A quelques pieds au-dessus du talus se dressait, toute grise et souillée par les intempéries, une de ces grandes croix que l'on ne voit guère que dans les pays catholiques.

MacIan porta la main à son front et s'aperçut alors qu'il était nu-tête. Turnbull jeta un regard sur le crucifix, un regard à la fois sympathique et railleur. Puis laissant MacIan dans son attitude recueillie, il se mit à regarder à droite et à gauche, ayant l'air de chercher quelque chose. Et tout à coup il poussa une exclamation, il venait d'apercevoir quelques pas plus loin un morceau de papier sale et déchiré, accroché à une haie. Il alla le cueillir et s'aperçut

que c'était un fragment de page imprimée assez grossièrement, où l'on pouvait déchiffrer encore ces quelques mots en français : *Et c'est elle qui...*

— Hourrah ! s'écria-t-il en agitant son papier, nous sommes à l'abri. Nous sommes libres enfin. Il fait meilleur ici qu'en Angleterre ou au Paradis. MacIan, nous sommes au Pays du Duel !

— Où cela, dites-vous? fit l'autre, le regardant d'un air morne, les sourcils froncés, comme perdu dans la mélancolie du paysage.

— Nous sommes en France ! s'écria Turnbull avec une voix de clairon, au pays où les choses arrivent... *Tout arrive en France.* Regardez, et il lui tendit le morceau de papier. Il y a là un présage pour vous, homme superstitieux. *C'est elle qui... mais oui, mais oui, c'est elle qui sauvera encore le monde.*

— La France ! répéta MacIan, et ses yeux retrouvèrent leur éclat.

— Oui, la France ! dit Turnbull et toute sa rhétorique se déchaîna, tandis que son visage devenait aussi rouge que ses cheveux. La France qui fut toujours en révolte pour la liberté et la raison, qui a toujours attaqué la superstition avec le bâton de Rabelais ou la rapière de Voltaire, le pays où un homme prononçait, il y a peu de jours, ces mots splendides et sans réplique, — et il eut un geste superbe : « Nous avons éteint dans le ciel des étoiles qui ne se rallumeront jamais plus. »

— Non, dit MacIan d'une voix qui tremblait de passion contenue, mais la France qui fut instruite par saint Bernard et conduite à la guerre par Jeanne d'Arc, la France qui fit les Croisades, qui sauva l'Église, dissipa les hérésies par la bouche des Bossuet et des Massillon, et qui montre encore aujourd'hui la marche conquérante du catholicisme, alors que des intelligences se soumettent à lui l'une après l'autre, Brunetière, Coppée, Huysmans, Barrès, Bourget, Lemaître.

— La France, proclama Turnbull pris d'une sorte de lyrisme comique, tranchant avec son ton habituel, la France qui n'est qu'un torrent de scepticisme splendide depuis Abélard jusqu'à Anatole France.

— La France, dit MacIan, qui n'est qu'une cataracte de foi lumineuse depuis saint Louis jusqu'aux foules de Lourdes.

— La France du moins, s'écria Turnbull, brandissant son arme avec l'exubérance d'un écolier, où l'on pense toutes ces choses et où l'on se bat à cause d'elles. La France où la raison et la religion se heurtent en un perpétuel tournoi, la France, surtout, où l'on com-

prend l'orgueil et la passion qui ont fait sortir nos épées de leurs fourreaux. Ici du moins nous ne serons pas poursuivis et espionnés par de maigres clergymen et des policiers gras parce que nous faisons de notre vie l'enjeu de notre querelle. Courage, mon ami, nous voici au pays de l'honneur.

MacIan ne remarqua même pas ce mot déplacé : « mon ami », mais tout en hochant la tête, il tira, lui aussi, son épée dont il jeta le fourreau loin derrière lui sur la route.

— Oui, cria-t-il d'une voix de tonnerre, nous nous battrons ici et Il regardera notre combat.

Turnbull répondit, avec une sorte de bonne humeur méprisante, en se tournant vers le crucifix :

— Il peut regarder, il verra la défaite de sa croix.

— La croix ne peut connaître la défaite, dit Mac Ian, car elle est la Défaite.

Une seconde après, les deux lames claires, dans une horrible parodie, formaient en se heurtant le signe de la croix. Elles venaient à peine de se croiser ainsi, à deux reprises, quand, sur la colline, au-dessus du crucifix, apparut une autre parodie de l'image sacrée, la figure d'un homme agitant ses deux bras étendus. Cet homme disparut aussitôt, mais Mac Ian, dont le visage était tourné de ce côté, l'avait aperçu. Et cette réplique grotesque de la croix était, elle aussi, en ce lieu et à cette heure, quelque chose de presque incroyable. L'apparition avait été instantanée, mais s'était fixée sur sa rétine avec une précision photographique et, à moins que ses yeux et son cerveau ne fussent en proie aux hallucinations de la folie, l'image, indubitablement, était celle d'un policeman de Londres.

Il essaya de ramener ses sens au jeu mortel qui l'occupait, mais la moitié de son cerveau luttait contre l'énigme offerte : l'apparition apocalyptique et presque séraphique d'un gros constable échappé de Clapham sur le sommet triste et désert d'une colline de France. Il n'eut pas à chercher longtemps. Avant que les deux duellistes eussent échangé une demi-douzaine de passes, le gros policier bleu, monstruosité palpable sous l'œil des cieux, réapparut au sommet de la colline. Il n'agitait plus maintenant qu'un seul bras et semblait crier des ordres. Au même moment une masse bleue se dressa, barrant la route derrière Turnbull ; un petit peloton de policemen en uniforme anglais arrivait au pas de gymnastique.

Turnbull, s'apercevant enfin de l'air consterné de son adversaire,

se retourna pour en découvrir la cause et, malgré son sang-froid, il faillit tomber quand il eut compris.

— Que diable faites-vous ici? cria-t-il d'une voix impérieuse, comme un homme qui trouve un rôdeur dans sa maison.

— Mais, monsieur, dit le sergent qui commandait le peloton, avec cette sorte de politesse un peu lourde que l'on emploie avec les coupables, il me semble que ce serait à nous de vous demander ce que vous faites ici.

— Nous avons une affaire d'honneur, dit Turnbull, comme s'il parlait de la chose la plus raisonnable du monde. Si la police française veut s'interposer, qu'elle le fasse. Mais pourquoi vous mêlez-vous de la chose, triple andouille?

— J'ai peur, monsieur, dit le sergent qui se contint, j'ai peur de ne pas tout à fait vous comprendre.

— Je veux dire : pourquoi la police française ne s'occupe-t-elle pas de cette affaire, si toutefois celle-ci mérite qu'on s'en occupe? J'ai toujours entendu dire qu'elle était assez débrouillarde.

— Eh bien, monsieur, dit le sergent d'un air réfléchi, vous le voyez, monsieur, la police française ne s'occupe pas de votre affaire... parce que, vous le voyez, monsieur, nous ne sommes pas en France. Nous sommes ici sur les terres de Sa Majesté, tout comme à 'Ampstead 'eath.

— Pas en France? répéta Turnbull, presque stupide.

— Non, monsieur, dit le sergent, bien que beaucoup de gens ici parlent français. Ce pays est une île nommée Saint-Loup, monsieur, une île du détroit. Nous avons été envoyés spécialement de Londres, parce que vous êtes des criminels particulièrement distingués, si vous me permettez de m'exprimer ainsi. Et je vous engage à mesurer vos paroles dont on pourrait se servir contre vous au moment de votre procès.

— Vous avez raison, dit Turnbull, et se ruant sur le sergent il l'envoya s'aplatir sur les galets de l'autre côté de la route. Puis, laissant MacIan et les policiers instantanément cloués sur place par une égale stupeur, il prit sa course par la route jusqu'à ce qu'il ait atteint un coin de la berge qu'il avait trouvée, en passant, plus ferme sous les pas, et put ainsi filer à toutes jambes. Ce calcul rapide lui fut favorable ; les policiers, n'ayant pas l'habitude du terrain, très mauvais, par endroits, essayèrent de couper court et, plutôt corpulents, s'empêtrèrent dans des trous et glissèrent sur des tas croulants

de galets. Il y en eut deux cependant qui, moins agiles de corps mais de pensée plus rapide, s'aperçurent de la ruse Turnbull et s'élancèrent par le même chemin. Alors MacIan finit par s'éveiller et laissant la moitié de sa manche dans la main du policier resté pour le garder, arriva près des deux poursuivants, les saisit à la ceinture et les envoya rouler sur les pierres. Puis il se mit à courir sur les traces de son compagnon de révolte contre les lois.

Tous deux étant de bons coureurs, l'avance qu'ils avaient prise fut décisive. Ils escaladèrent un brise-lames situé plus loin que le premier sur la grève, firent un détour, grimpèrent par-dessus des rochers que surmontait un fourré, se glissèrent au travers de ce fourré en s'écorchant les mains et la figure et tombèrent sur une autre route. Arrivés là, ils comprirent qu'ils pouvaient changer d'allure et se contenter d'un pas très rapide, mais pendant cette fuite échevelée au milieu de tant d'obstacles, les deux hommes n'avaient pas lâché leurs épées nues. On eût dit, pour employer le mot énergique de Bunyan, qu'elles avaient pris racine dans leurs mains.

...Peu à peu, ils s'étaient faits à cette idée que la route était libre. Ce fut donc une incroyable surprise pour MacIan, qui avait pris sur Turnbull une certaine avance, quand il se heurta tout à coup à un autre gentleman. Comment il sut reconnaître un homme de son rang en se cognant à lui, c'est ce qui demeure un mystère. MacIan était un gentleman écossais, très pauvre et très sobre. L'autre était un Anglais de la même classe, très ivre et très riche. Mais il y eut, dans leurs excuses hésitantes et manifestement embarrassées, quelque chose qui les fit se reconnaître aussi promptement que deux hommes parlant français au milieu de la Chine. Le trait particulier de ce type d'hommes, c'est qu'ils donnent un coup de poing ou font des excuses et, dans le cas présent, tous deux firent des excuses.

— Vous avez l'air vraiment pressé, dit l'Anglais inconnu, reculant d'un ou deux pas pour rire à gorge déployée. Qu'est-ce qu'il y a, hein?

Et avant que MacIan ait pu le dépasser, l'homme se mit à courir avec lui et lui dit dans une sorte de chuchotement entrecoupé :

— Voilà, mon nom est Wilkinson. Vous savez... Wilkinson... Pouvez pas boire de la bière avec moi? »

Et il secouait la tête d'un air entendu.

— Nous sommes en effet très pressés, comme vous dites, fit

MacIan essayant d'esquisser un sourire aimable, et si vous voulez nous laisser passer...

— Je vais vous dire, mes bons amis, reprit le gentleman d'un ton de confidence, tandis qu'Evan, à l'agonie, entendait derrière lui le bruit plus rapproché de la poursuite, si vous êtes vraiment pressé, comme vous le dites... je sais ce que c'est que d'être pressé... Si vraiment vous êtes... et il parut donner à sa voix un ton solennel..., si vous êtes pressé, il n'y a rien de pareil à un bon yacht pour un homme qui est pressé.

— Vous avez tout à fait raison, dit MacIan et, s'écartant un peu, il prit un élan désespéré. Les têtes des policiers venaient d'apparaître au sommet de la colline toute proche. Turnbull avait déjà dépassé le gentilhomme ivre et fuyait bride abattue.

— Non, mais écoutez-moi, dit M. Wilkinson qui courut enthousiasmé derrière MacIan et saisit le pan de son habit, si vous voulez aller vite, vous devriez prendre un yacht et... ajouta-t-il, sautant dans un éclair de raison jusqu'à la conclusion d'un raisonnement logique... Si vous voulez un yacht... vous pouvez prendre le mien.

Evan, brusquement, se retourna vers lui :

— Nous sommes follement pressés, dit-il, et si vraiment vous avez un yacht, vous nous sauvez la vie.

— Vous le trouverez au port, dit Wilkinson, cherchant ses mots. Côté gauche du port... Le *Gibson-Girl*... peux pas comprendre, mon vieux, pourquoi je ne vous l'ai pas prêté plus tôt.

En disant ces mots, le bienveillant M. Wilkinson s'étala de tout son long sur la route, et continuant de rire doucement, il leva vers son compagnon qui se sauvait un visage empreint de paix et de bénignité. Tout en courant, Evan se sentit subitement en proie à une crise de casuistique et peut-être sa décision fut-elle une faute, mais son biographe ne peut avoir sur cette décision aucune sorte de doute. Deux minutes après, il avait rejoint Turnbull et lui contait l'histoire ; dix autres minutes s'étaient à peine écoulées que lui et Turnbull sautaient dans le yacht *Gibson-Girl* et cinglaient au large de l'île Saint-Loup.

G. K. CHESTERTON.

(A suivre.)

(Traduit par CH. GROLLEAU, avec l'autorisation des éditeurs Wells Gardner, Darton and Co.)

les idées & les faits

LA VIE A L'ÉTRANGER

LA FRANCE DEVANT L'EUROPE

L'élection de M. Millerand à la présidence de la République, la part considérable qu'il a prise depuis peu à la conduite des affaires mondiales, la carrière qui s'ouvre devant ses idées, nous invitent à jeter un regard autour de nous, pour examiner le fort et le faible des grandes puissances, évaluer leurs chances de réussite dans le monde nouveau créé par la guerre et spécialement estimer quel rôle notre pays peut jouer dans l'Europe de demain.

Ce qui frappe dans l'univers politique, c'est d'abord et avant tout le désordre, le désordre en tout et partout.

Désordre en Allemagne. Pour le moment, réactionnaires et spartaciens cachent leurs glaives, mais ni les uns ni les autres n'ont abdiqué. L'esprit fédéraliste se réveille, oh ! bien faiblement encore, mais assez pour inquiéter les unitaires de Berlin. Tour à tour, la Rhénanie, la Bavière, le Hanovre même manifestent leur personnalité fondamentale. Sauf quelques chrétiens-sociaux, l'Autriche tout entière penche à vrai dire vers le Nord, mais ce mouvement reste encore à interpréter : est-ce vers Berlin ou vers Munich que l'on regarde à Vienne? Enfin l'Allemagne vaincue, c'est un peu l'Allemagne désillusionnée, tronçonnée, endettée, soumise à une tutelle vague, mais du côté français, polonais, tutelle opérante.

Désordre en Russie, ou plutôt le mot est trop faible, c'est dislocaon, écrasement, paralysie qu'il faut dire. La guerre des classes y

rejoint la guerre politique, toutes les deux aiguës et sans pardon. Depuis 1916, la Russie collectionne défaites sur défaites, amputations sur amputations. A tous égards, c'est une puissance qui régresse dans le temps et dans l'espace, vers l'Asie et les conceptions asiatiques. C'est bien aussi du côté de l'Asie qu'elle espère trouver une revanche éclatante à ses déboires européens, mais au prix de révolutions nouvelles.

Désordres en Italie. L'aventure de Fiume, le soulèvement prolétarien sont l'annonce d'une maladie aussi bien sociale que politique. Sur un plan comme sur l'autre, la portée d'action du pouvoir central s'affaiblit, que l'on interprète comme on voudra l'attitude de M. Giolitti.

Désordres dans l'Empire britannique. Là encore ils sont de toute espèce et atteignent leur apogée. Qu'il s'agisse des Irlandais, des Canadiens, des Hindous, des Boërs, des Égyptiens, ou qu'il s'agisse des mineurs ou des cheminots, un détraquement considérable se manifeste dans la machine gouvernementale ou alimentaire.

Désordres dans l'Europe centrale et méridionale, où les Tchèques, auteurs responsables du désastre de Koltchak et non contents de ressusciter, au profit de l'Allemagne et contre les résidus de l'Autriche-Hongrie, la politique d'hégémonie bismarckienne, sont sur le point de tourner au bolchevisme ; où les Serbo-Croates s'épuisent en dissensions, où les Grecs ne se rassasient pas de complots, où les Autrichiens meurent de faim et les Hongrois de convoitises, où les Roumains regardent vers leur passé par-dessus leurs alliances de guerre, où la Pologne manque tous les mois de périr.

Si nous sortons d'Europe, le spectacle n'est guère plus consolateur. La Chine retourne au brigandage, l'Amérique est secouée de convulsions ouvrières ou nègres.

S'il fallait toutefois trouver des spécimens d'États relativement stables, équilibrés, réacteurs, nous pourrions nous adresser aux Pays scandinaves, qui de jour en jour manifestent une horreur croissante du bolchevisme, au Japon qui veut se développer dans l'autorité, aux États-Unis que la prospérité financière comble d'orgueil et de bien-être.

Aucun d'eux cependant n'exhibe une maîtrise de soi comparable à celle dont la France fait preuve. L'agitation révolutionnaire n'est même pas arrivée à submerger de sa vague d'incohérence et de paresse les transports de Paris le jour du 1er mai. La bourgeoisie française

s'ouvre de plus en plus, par de forts salaires, aux désirs légitimes du travail, élargit ses rangs, dispense à tous les bienfaits du capitalisme, mais aussi se rebiffe avec une énergie imprévue contre les prétentions des malandrins affublés en doctrinaires.

Étant ce qu'elle est, dans un pareil milieu, la France peut espérer valablement exercer une influence de tout premier ordre sur les événements en formation.

L'Angleterre pliera-t-elle sous le poids de ses multiples charges? L'Allemagne — peut-être moins fatiguée que l'Angleterre — perdra-t-elle les atouts qui lui restent, dans un moment de folie impérialiste? L'Italie s'effondrera-t-elle dans le feu et dans le sang? La Russie multipliera-t-elle ses déchirures?

A mettre les choses au mieux, la grande politique, celle des initiatives, des longs calculs, établis avec une pleine liberté d'esprit, ne saurait plus être le fait ni de l'Allemagne, ni de l'Angleterre, ni de l'Italie, ni de la Russie. Trop de problèmes intérieurs absorberont les hommes de Londres, de Berlin, de Rome ou de Moscou. Les centres distributeurs de conceptions politiques vont se trouver désormais à Paris en premier lieu, à Washington, à Tokio.

Dans le laps d'histoire qui va s'ouvrir, les collections d'idées et d'images qui peuvent remplir les cerveaux de nos hommes d'État vont avoir une suprême importance. Une expérience de huit mois, durant lesquels M. Millerand a pu faire remonter le plateau français dans la balance mondiale, n'est pas pour nous faire regretter l'élection du 24 septembre, à condition que le Millerand de l'Élysée continue les meilleures traditions du Millerand du quai d'Orsay. Aussi bien le choix particulier de M. Leygues, tout dévoué aux intérêts de la France catholique en Orient, rentre-t-il, à de multiples égards, dans cette politique d'expansion lente et soutenue, de consolidation surtout, qui doit primer chez nous toute autre politique.

Le traité de Versailles, pris comme base et comme point d'appui, peut nous servir dans toutes les directions de notre activité. L'Angleterre laisse entendre qu'elle en préfère l'esprit à la lettre. Soit! Mais il y aura lieu, dès lors, à chaque interprétation de cet esprit, à un marchandage très utilitaire, où la France devra, coûte que coûte, négocier pour elle de meilleures positions, un traitement plus avantageux, une liberté d'allures plus grande.

Notre avenir est en Allemagne, sur le Rhin, à Munich, en Posnanie, sur les frontières polonaises, autour de Beyrouth, d'Alep

de Constantinople. L'Angleterre connaît d'avance la monnaie dont elle paiera nos concessions à ses besoins mercantilistes. Donnant, donnant. La France, qui peut grandir sans l'Angleterre, ne refuse pas de grandir avec l'Angleterre.

René Johannet.

Les étudiants allemands et leurs maîtres.

Les étudiants allemands viennent de tenir, à Gœttingue, leur Congrès général annuel. Deux cents délégués y représentaient les 115 000 étudiants du nouvel Empire, et leurs amis de langue allemande d'Autriche et de Tchéquo-Slovaquie.

A en croire un des guides les plus marquants de la jeunesse catholique allemande, le docteur Karl Sonnenschein, un esprit nouveau, déjà sensible l'an dernier au Congrès de Würzbourg, animerait les jeunes intellectuels allemands. Il semble, en effet, qu'il y ait quelque chose de changé : on n'eût point vu, avant la guerre, des étudiants, venus des quatre coins de l'Empire, passer toutes leurs journées à discuter des rapports et formuler des résolutions, jusqu'à en perdre le boire et le manger. A Gœttingue, on a travaillé douze heures le dimanche, et les repas, servis par des dames de la Croix-Rouge, dans des baraquements peints à la chaux, ont dû faire regretter à certains les interminables « Kommers » de jadis.

Le docteur Sonnenschein souhaite aux assemblées politiques de son pays de voir leurs débats menés avec autant d'autorité, suivis avec autant de gravité et d'ardeur que ces délibérations de jeunes gens mûris par la guerre. Il voit déjà ses amis sur les bancs du Reichstag, régénérant la vie parlementaire et donnant au pays les chefs qui, pour le moment, lui font si complètement défaut.

Le gouvernement du Reich leur fait d'ailleurs confiance : il reconnaît, comme un membre agissant de l'organisme universitaire, la grande corporation qui groupe toutes les associations d'étudiants de nationalité ou de langue allemande et qui dispose déjà d'un budget de 500 000 marks. Il se vante même d'être le premier gouvernement européen qui considère les étudiants, non plus en collégiens, mais en citoyens et en collaborateurs.

Les débats de Gœttingue n'ont pas dû lui faire regretter cette initiative : les anciens combattants, qui donnaient le ton aux réunions, se sont posés en mainteneurs de l'influence allemande dans les pays occupés, contestés ou séparés du Reich, tandis que les

délégués venus de Prague ou de Vienne affirmaient à nouveau leur fidélité à la grande patrie et leurs espérances. Le secrétaire d'État Becker, en exprimant sa joie de voir enfin réalisée l'union des étudiants dans l'Empire inquiet et divisé, songeait peut-être au rôle joué dans la formation de l'unité allemande par les *Burschenschaften* du siècle dernier. L'attitude du gouvernement est, en tout cas, conforme à sa politique générale : favoriser tout ce qui peut unir les forces allemandes dans les divers pays de l'Empire ou hors de ses frontières.

Au surplus, le gouvernement allemand ne pouvait voir d'un mauvais œil une assemblée d'étudiants établir des juridictions corporatives pour le règlement à l'amiable de leurs conflits d'honneur, accorder aux juifs les mêmes droits qu'aux autres Allemands, souhaiter la réconciliation et la collaboration des travailleurs manuels et des intellectuels, enfin réclamer tout à la fois la mise au programme de cours sur le traité de Versailles et l'obligation pour tout étudiant de pratiquer, au moins pendant deux ans, la culture physique et les sports.

Malgré son optimisme, le docteur Sonnenschein reconnaît cependant que beaucoup d'étudiants ne prennent encore aucun intérêt aux travaux de l'élite qui les dirige. A Gœttingue, les tribunes n'étaient pas bondées d'assistants ! Et la *Gazette de Francfort* — sans méconnaître que les congressistes ont une conception de l'existence, de leurs devoirs politiques et sociaux, autrement sérieuse que celle de leurs aînés — met ses lecteurs en garde contre toute illusion : les idées généreuses exprimées à Gœttingue auront de la peine à conquérir la masse des étudiants, indifférente ou embrigadée dans les partis politiques extrêmes.

Les journaux des partis moyens se lamentent, en effet, depuis plusieurs mois, sur le peu d'enthousiasme que mettent les étudiants à adopter leurs programmes politiques et à s'en faire les propagandistes. Des professeurs, des étudiants ont donné de ce désintéressement diverses explications qui semblent toutes contenir une part de vérité : esprit d'indépendance favorisé par la guerre et le bouleversement politique et social qui l'a suivie, aversion d'intellectuels, rendus éclectiques par leurs études, pour les cadres étroits imposés par l'organisation bureaucratique et doctrinaire des partis, pudeur, chez certaines âmes délicates, de profaner en quelque manière leurs convictions religieuses ou leur mysticisme au contact des réalités de la vie politique, nécessité pour la plupart de rattraper les semestres perdus et d'obtenir au plus vite une situation, dans les carrières libérales, le commerce ou l'industrie.

La situation matérielle des étudiants est, en effet, pitoyable. Les

trois quarts d'entre eux ne disposent en moyenne que de 4 000 marks par an, de quoi vivre, sans folies, pendant quatre ou cinq mois. Aussi leur menu se compose souvent d'une tranche de pain brun, humectée de marmelade, et plus d'un, les vacances venues, s'est embauché dans une usine pour gagner ce que ne peuvent lui donner ses parents, « rentiers de deux sous », *Zehnpfennigrentner*, — petits bourgeois réduits à la misère par la vie chère. Le Congrès de Gœttingue a fait appel à l'intérêt bien entendu des commerçants et des industriels en faveur de leurs futurs ingénieurs ou chefs de bureau. Il sera curieux de voir si les *Schieber*, les nouveaux riches de 1920, seront aussi perspicaces que les maîtres de forges, métallurgistes et chimistes auxquels les universités étaient redevables, en 1914, de leur bel outillage industriel. On peut en douter, car les techniciens ne leur manquent pas et l'encombrement des hautes écoles n'en est que plus inquiétant.

Les vingt et une universités d'Allemagne comptent actuellement 89 000 étudiants (au lieu de 55 000 en 1914) et ses onze écoles techniques supérieures, 19 000 (au lieu de 10 000). Or, certaines carrières administratives sont fermées pour plusieurs années, à la suite de ces nominations hâtives qui commencent à faire connaître à nos voisins la camaraderie parlementaire ; d'autres vont l'être par la réduction de l'armée, et les étudiants se pressent vers les professions qui leur paraissent les plus rapidement accessibles et rémunératrices. Que de juristes, d'économistes, de médecins et de dentistes l'Allemagne ne va-t-elle pas avoir à placer dans le monde !

On comprend que beaucoup d'étudiants, aigris par les difficultés de l'existence et par l'indifférence du gouvernement à leur égard, se soient jetés dans l'opposition d'extrême droite. Les sentiments et les idées, qu'ils tenaient de leur milieu et que le spectacle des désordres et gabegies révolutionnaires renforçait chaque jour, les entraînaient d'ailleurs dans cette voie.

Les écrivains démocrates doivent bien reconnaître que là, dans des associations comme le *Deutsch-Nationaler Jugendbund*, qui comptait l'an dernier 50 000 adhérants, et qui reconnaît pour protecteurs un colonel Reinhard, porte-parole des officiers prussiens, et un pasteur Traub, auxiliaire de Kapp, la majeure partie des étudiants qui veulent avoir une action politique se sont groupés, et, pour dire le mot, enrégimentés. A côté de ces ligues pangermanistes, monarchistes, réactionnaires, plus ou moins inféodées aux deux partis de droite, les groupements d'étudiants démocrates, socialistes ou libres-Allemands font piètre figure. Les réactionnaires le savent bien, ils parlent haut.

On voudrait en vain distinguer, à ce sujet, les universités du Nord et celles du Sud et de l'Ouest : celle de Bonn met comme un point d'honneur à rester la plus étroitement prussienne ; et les étudiants munichois ont fait une telle réception au professeur Fœrster, décoré de la Croix de Fer, mais coupable d'avoir proclamé, pendant la guerre, son fédéralisme et son pacifisme, qu'il préféra s'en retourner à Zurich. On n'en finirait point de citer toutes les manifestations nationalistes, monarchistes, antisémites, xénophobes des étudiants allemands : à Berlin, contre le professeur Nicolaï ; à Munich, contre son collègue Weber ; à Francfort, au moment de l'occupation française ; à Heidelberg, contre les étudiants danois, etc. Le coup d'État de von Kapp, la campagne électorale et les récents événements de Spa et de Varsovie n'ont fait qu'irriter les regrets et réveiller de folles espérances. Les législateurs de Gœttingue n'ont pas osé donner un caractère d'obligation à leur règlement sur les conflits d'honneur ; quant à supprimer le duel, il n'en a point été question : au retour de la guerre, on s'empresse de se taillader la figure comme devant. Par contre, le Congrès n'a point omis d'envoyer un respectueux télégramme à Hindenburg.

Il ne faudrait pas croire, d'ailleurs, que cet état d'esprit oppose toujours les étudiants à leurs professeurs, car ceux-ci ne font généralement rien pour calmer les passions de leurs élèves et, parfois, les attisent. Ainsi que le disait dernièrement l'un d'eux : « Guillaume erre comme un fantôme parmi les amphithéâtres. » Toutes les occasions sont bonnes à ces maîtres — quelques libéraux comme Quidde et Schücking exceptés — pour afficher leurs convictions et leur chauvinisme. A Rostock en Mecklembourg, à l'occasion du cinq centième anniversaire de la fondation de l'Université, le recteur adresse un souvenir ému au grand-duc destitué ; toute l'assistance se lève et intime l'ordre aux ministres démocrates d'en faire autant. A Heidelberg, tel professeur reproche au gouvernement d'avoir déshonoré le pays, tel autre tient des propos violemment antisémites dans une réunion d'étudiants. A Berlin, c'est le recteur en personne, le célèbre Edward Meyer, qui rappelle aux étudiants, réunis pour fêter le souvenir de Frédéric-Guillaume III, comment leurs grands-pères, après Iéna, préparaient la revanche. Le jugement du ministre Hænisch est toujours vrai : « Les établissements d'enseignement supérieur et les Universités sont les foyers les plus dangereux du mouvement contre-révolutionnaire. » Ce ne sont pas des maîtres comme Rœthe ou Wilamowitz qui introduiront l'esprit nouveau dans ces « châteaux forts de la réaction ». Tant que les candidats aux chaires universitaires devront patienter des années avant d'obtenir une

fonction, tant que l'État n'en facilitera pas l'accès aux classes pauvres de la population, l'enseignement supérieur restera au pouvoir de la caste universitaire qui, avant la guerre, érigeait le pangermanisme en doctrine scientifique et qui cultive aujourd'hui, chez les étudiants, l'esprit de revanche et de réaction.

Aussi le rapprochement des intellectuels et des ouvriers semble devoir être long et difficile. Beaucoup de prolétaires allemands éprouvent une véritable haine pour ces étudiants, qu'ils retrouvent aussi arrogants sous le bonnet multicolore que sous le casque des tranchées. Ils les savent organisés contre eux, en compagnies et bataillons. Et ils ne se gênent pas pour aller jusque dans l'*Auditorium-maximum* servir de gardes du corps à un Nicolaï contre ses propres élèves. Introduite dans les salles de cours par les maîtres et les étudiants, la politique n'y perd plus ses droits.

On se ferait donc une image trop favorable de la situation intellectuelle et morale des universités allemandes, si l'on en jugeait uniquement d'après les graves débats de Gœttingue. La plupart des professeurs et des étudiants restent dominés par les idées et les sentiments qui les ont isolés du monde, avec l'exaspération et la haine orgueilleuse de gens qui voient leurs rêves écroulés et qui se croient victimes de rivaux envieux ; — à moins qu'ils ne s'isolent de la politique pour travailler, avec la patience de spécialistes prêts à toutes les servitudes, à arracher à une société peu généreuse la place qui leur permettra de végéter.

Ces hommes sont aussi loin de nous, par le cœur et la pensée, que pendant la guerre. A peine, çà et là, quelques petits groupes indépendants font-ils une tache claire sur le sombre tableau. Avec certains jeunes catholiques, dans le sud-ouest de l'Allemagne, la conversation est possible, même fructueuse. A nous de savoir estimer à leur valeur les efforts qu'ils font pour nous convaincre de leurs regrets et de leur sympathie, à nous de les aider à comprendre nos critiques et nos méfiances. Ils sont encore fort éloignés de nous, mais ils ont ce que n'ont pas les autres : de la bonne volonté.

Eux-mêmes reconnaissent, d'ailleurs, — comme les disciples pacifistes de Fœrster, — que leur action est limitée à un petit cercle et n'atteint pas la masse des étudiants. Celle-ci demeure notre ennemie, elle est dévouée à la Prusse, à son idéal, à ses méthodes. Quel sujet d'inquiétudes, si l'on songe que, bon gré, mal gré, le gouvernement du Reich ne pourra se passer des services de ces jeunes gens ! Ne seront-ils pas bientôt, pour longtemps peut-être, les chefs et, à coup sûr, les fonctionnaires et les éducateurs de la nouvelle Allemagne?

Pierre Waline.

La Politique française en Espagne.

L'Espagne va jouer dans l'Europe du vingtième siècle un rôle considérable qui, au point de vue français, et c'est le principal, se caractérise ainsi : ou l'Espagne sera notre alliée, ou elle relèvera du système politique allemand.

Le *Reich* possède en effet dans la péninsule des agents innombrables qui tantôt exploitent contre notre action africaine les partis de droite et tantôt cultivent à notre usage un certain bolchevisme d'exportation.

Voilà d'incontestables dangers. N'oublions pas que la province d'Oran et certaines régions de notre Maroc sont peuplées en grande partie d'émigrants espagnols. Il n'y a donc pas lieu de traiter la question légèrement, surtout si l'on tient compte de ce fait que l'Espagne est une nation en pleine renaissance économique et sociale. Qu'elle arrive à modifier son organisation intérieure, et bientôt elle reprendra sa place tout près des grandes puissances. C'est la politique seule, avec l'antagonisme des partis, les querelles locales, le sectarisme des tyranneaux de village, le défaut de stabilité gouvernementale, le manque d'un plan suivi dans l'administration, qui empêchent l'Espagne de se développer librement. Notre intérêt nous commande de nous ménager l'amitié d'une telle nation.

Ne nous laissons pas, à ce propos, impressionner par les guerres de François Ier à Louis XIV. Les conflits entre les deux pays n'ont guère commencé que du jour où la politique de l'Espagne est devenue continentale, c'est-à-dire après l'avènement de Charles-Quint ; et dès lors il ne faut plus les considérer que comme des épisodes de la lutte contre la maison d'Autriche. Quand la dynastie bourbonienne prit possession du trône de Madrid, l'entente se fit non point seulement parce que Philippe V était le petit-fils de Louis XIV, mais surtout parce que l'héritier des rois catholiques n'avait pour ainsi dire plus d'intérêts continentaux et reprenait tout simplement la politique de relèvement et de développement intérieurs des anciens souverains d'Aragon et de Castille. Quant à la conquête napoléonienne, elle eut, sans doute, pour conséquence de provoquer un mouvement de haine contre nous ; mais c'est un sentiment qui n'a cessé de s'affaiblir.

Les intérêts généraux actuels de l'Espagne sont en harmonie avec les nôtres, et les différends d'ordre secondaire qui peuvent exister,

comme la question de Tanger, seraient vite résolus si l'on s'entendait sur les grandes lignes.

Quels sont les moyens de nous ménager l'amitié espagnole? De quels éléments devons-nous nous rapprocher? de ceux de droite ou de ceux de gauche? Certains prétendent qu'il convient de rechercher exclusivement les milieux libéraux, républicains et libres penseurs, à cause des opinions germanophiles qui semblent prévaloir dans les milieux conservateurs. Nous n'hésiterons pas, au contraire, à déclarer qu'il faut faire barre à droite.

Loin de nous l'idée de prétendre qu'on doive négliger les amitiés que possède la France dans les partis avancés. Il y a, en Espagne, des hommes de gauche que nous devons continuer à cultiver. Une grande partie des libéraux espagnols n'a versé dans le « libéralisme » que par dégoût des abus incontestables (1) qui règnent dans la péninsule. Il en va de même de certains « régionalistes », par exemple de ceux d'Andalousie qui, malgré leurs sympathies dangereuses pour le socialisme agraire, ont conservé bon nombre d'idées saines. Beaucoup d'entre eux admirent la largeur d'esprit des catholiques français. C'est ainsi que l'un d'eux, M. Maurice Legendre, de l'*Institut français* de Madrid, a pu conquérir dans les milieux intellectuels de la péninsule un prestige considérable. Les ouvriers de la renaissance française peuvent donc continuer à se présenter là-bas hardiment tels qu'ils sont, tout en tendant la main aux libéraux espagnols. Mais à côté des libéraux de bonne foi, dont nous continuerons à rester les amis, il y a les révolutionnaires nés, les socialistes ardents, dont nous nous écarterons. Ils sont dangereux partout, car ce qu'ils combattent c'est la civilisation d'Occident.

N'allons pas, cependant, croire qu'il n'y ait aucun choix à faire parmi les conservateurs espagnols. Certains d'entre eux, jouisseurs

(1) Ces abus, en se cachant souvent sous le voile d'un conservatisme intransigeant, ne sont d'ailleurs en général que le fruit des nombreuses révolutions du dix-neuvième siècle. L'instabilité, l'insécurité des cent vingt dernières années ont développé l'*absentéisme* chez tous les propriétaires terriens. Les *Dueños de la tierra*, autrement dit les « maîtres de la terre », ne résident plus dans les campagnes. Leurs biens sont administrés par de riches *parvenus*, sortes de fermiers généraux qui deviennent vite de véritables potentats et qui pressurent et exploitent les paysans. Ces gens sont flétris du nom de *caciques*. Il y a là un mal contre lequel les libéraux n'ont rien su faire de sérieux, si ce n'est des campagnes de presse demeurées sans résultat. Les socialistes n'ont pas été plus heureux avec leurs violences ; leurs grèves ont été presque complètement stériles. Seuls les catholiques sociaux sont parvenus à établir un plan de réformes utiles, grâce à la *Confédération nationale catholique agraire* qui travaille à la diffusion de la petite propriété en même temps qu'au relèvement moral des classes possédantes.

égoïstes, ambitieux, se complaisant seulement dans les intrigues de cour ou dans les mesquineries de la lutte des partis, ne sont, au sens économique du mot, que des « libéraux » déguisés, et ne conçoivent, en fait de conservation, que celle du porte-monnaie ; ils font fi des principes. Quelle force vraie ces hommes-là représentent-ils? Aucune, si ce n'est peut-être celle des baïonnettes : garantie fragile, en Espagne surtout, où l'armée, grâce à ses syndicats d'officiers, constitue une puissance autonome hautaine et frondeuse.

Notre intérêt et, par suite, notre devoir sont d'aller d'abord vers ce qui constitue la vraie force et l'avenir de ce pays, nous voulons parler des divers groupements « sociaux ». En première ligne vient le parti puissant, sorti du regroupement des forces catholiques, qui s'est créé ces dernières années, sous l'impulsion de S. E. le cardinal-archevêque de Tolède, et dont Antonio Maura semble le chef incontesté, avec Ossorio Gallardo, Vasquez de Mella, Goicoechea pour lieutenants. Il a comme organe officiel *El Debate*, comme programme intérieur l'encyclique *Rerum novarum*, comme ligne d'action politique le loyalisme intégral à la monarchie régnante. Le groupe de la *Democracia cristiana* fondé par Severino Aznar, soutenu par le *Siglo futuro*, peut-être considéré comme une filiale de ce parti. A côté d'eux, il y a les jaimistes, les vieux tenants du « traditionalisme » espagnol. Ils ont cessé d'être un danger pour la dynastie, le prétendant don Jaime ayant déclaré qu'il se tiendrait à l'écart et qu'il renoncerait à toute action tant que le souverain actuel pourrait assurer l'ordre et poursuivre son œuvre de reconstruction nationale. Les idées sociales des jaimistes sont assez voisines de celles de l'*Action française*. Leurs associations de jeunesse constituent, surtout dans le Nord, une redoutable puissance avec laquelle les radicaux eurent plusieurs fois à compter. Tels sont, à notre avis, les amis naturels de la France en Espagne.

On objectera que, depuis 1914, ils ne nous ont pas toujours été favorables. Sans doute, mais pourquoi? Parce qu'on voyait dans la France un pays à gouvernement anticlérical et maçonnique. On la redoutait parce que la perte des colonies d'Amérique était due à la révolte des « libéraux », disciples des jacobins ; et c'était tout. Quant à la Germanie, elle apparaissait à beaucoup comme le symbole de l'ordre, la France comme le symbole de l'incohérence. Cette admiration béate pour l'Allemagne tend à s'affaiblir. Au cours d'un voyage récent dans la péninsule, j'ai pu me convaincre que les Allemands étaient en baisse. Des officiers m'ont dit : « Nous ne pouvons conserver notre estime à une armée qui s'est fait battre aussi piteusement ; par contre, nous sommes émerveillés du génie militaire de

vos grands chefs. » De là à s'écarter de la Prusse pour se rapprocher de la France, il n'y a qu'un pas. Bien des choses nous montrent que ce mouvement ne serait point difficile à propager. Mgr Baudrillart a déjà fait, dans ce sens, d'excellente besogne.

D'autre part, les chefs et les théoriciens de la gauche nous sont-ils si favorables qu'on veut bien le dire? Ils aiment l'anticléricalisme ainsi que notre forme de gouvernement ; mais ils n'ont tout au fond que mépris pour le génie même du pays et s'attachent trop souvent à nous calomnier, comme cet écrivain très avancé, Senador Gomez, qui écrivait dernièrement : « J'aime la France lumineuse qui eut le courage de réhabiliter Dreyfus, mais non la France ténébreuse du protectionnisme de Méline, de l'impôt indirect et de l'avortement volontaire. »

Au contraire, les conservateurs éclairés haïssent le jacobinisme de certains de nos compatriotes ; mais ils admirent l'enthousiaste activité des catholiques français, le zèle de nos prêtres, la puissance intellectuelle de nos meilleurs écrivains. Vous en trouverez la preuve dans les comptes rendus du dernier congrès de l'*Action catholique de la femme* où les congressistes n'ont pas caché leurs sentiments. Vous les trouverez encore en causant avec les chefs du parti catholique espagnol. J'ai été reçu, à Madrid et dans les villes d'Andalousie, par des hommes éminents qui sont à la tête d'œuvres sociales : ils m'ont accueilli avec la plus chaude cordialité, et plusieurs d'entre eux m'ont déclaré qu'à leur avis c'était sur Paris que le monde catholique devait avoir les yeux fixés pour y découvrir des exemples et y prendre des mots d'ordre.

L'intérêt de la France à s'assurer l'amitié des partis de droite en Espagne est d'autant plus grand que l'avenir semble bien, dans la péninsule, appartenir aux conservateurs. Cette assertion peut paraître paradoxale, en ce qui concerne un pays aussi troublé par les menées révolutionnaires. Mais quiconque a vu de près l'enthousiasme et la force d'organisation des jeunesses jaimistes et mauristes, la puissance constructrice de la *Confédération catholique agraire* qui travaille, dans le Sud, à la solution de la question sociale en améliorant le sort des ouvriers de la terre, ne peut s'empêcher de penser que l'avenir appartient aux chefs de ces groupements-là et que ce sont eux qui demain gouverneront l'Espagne, malgré les émeutes possibles et les essais de révolution.

Les Allemands le savent si bien qu'ils s'efforcent par tous les moyens de conserver l'amitié des milieux réactionnaires espagnols. A nous de les devancer et d'opposer notre propagande à la leur.

René Jupin.

LES LETTRES

PIERRE CAMO ET « LE LIVRE DES REGRETS »

J'ai lu dans Orion, subtile constellation, que *le Livre des regrets* de Pierre Camo était le plus beau volume de vers paru depuis longtemps. Plusieurs critiques l'ont dit encore. Me voilà bien à l'aise pour parler de Pierre Camo. Le premier, jadis, je saluai son talent. Quelques-uns expliquèrent ma louange par l'amitié. Que ne diraient les jaloux? Aussi m'étais-je promis de ne parler de Camo que quand chacun lui aurait apporté sa palme. Ayant ouvert la marche, je peux bien la fermer.

Pierre Camo est Roussillonnais, d'une des plus pures vallées du Roussillon, le Vallespir, dont ses *Regrets* chantent la douceur. De Céret, pays des fruits, des eaux vives et des jardins, le Vallespir s'élève au pied du Canigou. Le Canigou, tous les poètes catalans l'ont chanté ; et Pierre Camo dans ses premiers vers. C'est bien peut-être la plus belle montagne que je connaisse. Elle n'a rien de romantique. Un poète né à ses pieds doit avoir le sens de la grandeur, comme aussi des proportions. Le Canigou a la magnifique forme bien disposée de ces montagnes de Sicile que l'on voit dans certains de nos peintres classiques. Quelle noble cime ! Couverte de neige, elle domine les Aspres, terre d'or où croît le chêne-liège et, plus loin, les oliviers, la plaine, les cyprès d'Elne (la ville d'Hélène), les vignes bleues et le rivage de la mer. Tout ce pays vit dans l'œuvre de Pierre Camo, soit que tout jeune il l'ait chanté, dans son *Jardin*

de la sagesse, soit qu'il en eût le cœur plein quand il crut l'oublier, célébrant les roses de l'Encirnie, soit que, dans *le Livre des regrets*, il dise la mélancolie d'en être si loin. Et comme je comprends cette plainte, comme elle m'émeut ! Pour chacun de nous, la patrie peut exister dans des choses humbles et douces, mais quelle matière le lyrisme ne trouve-t-il pas quand la terre natale est une des plus belles du monde, et quand il faut la quitter? Tandis que le Catalan entonne la mélopée : *Montarias regaladas, Sou las del Canigo*, Camo exprime sa mélancolie dans ses stances, ses odes et ses sonnets.

Ce n'est pas d'hier que quelques initiés ont pu prédire le poète que serait un jour Pierre Camo. Voici vingt ans passés, quelques inspirés (plus inspirés que savants dans leur art) se réunissaient à Toulouse chez Maurice Magre. Sans doute par Henri Muchart, poète roussillonnais, nous vinrent les premiers vers de Camo, vers charmants, un peu vifs de couleur, quelque peu parnassiens, il est vrai, à première vue. Les splendeurs et la richesse des tons qu'aimait Camo, c'étaient celles de son pays. Par là il échappait à ce reproche qu'a mérité Heredia, de plaquer artificiellement de la couleur. De cette époque date *le Jardin de la sagesse*, recueil où déjà sont bien évidents cet amour de la belle poésie française et un ressouvenir de Chénier qui adoucit des vers isolés d'une coupe un peu brusque. Charles Maurras en était un peu gêné. Comme, en une rencontre, j'avais devant lui loué le poète, je reçus dans la nuit une lettre portée par un rapide messager. L'auteur d'*Anthinea* trouvait Camo encore trop parnassien (tout en le goûtant). Il se plaignait enfin, en jouant, qu'en Catalogne on abattît les olives à coup de gaule et qu'on ne les cueillît pas à la main, comme en Provence, avec le respect dû au fruit de Minerve. « Camo, me disait-il, n'aurait pas dû chanter un geste aussi barbare. » Je ne crois pas pourtant que Maurras ait été insensible à ces charmantes figures, à ces belles de Rosas et de Palma qu'évoquait Camo, à ces voluptueuses beautés dont se parent les intérieurs majorquins, et que le poète a tendrement chantées. Quand je pense à *Alegria* et à *Beatrix de Manissès*, je songe à une charmante page du cardinal de Retz : « *Le vice-roi me mena à la messe à la cathédrale où je vis trente ou quarante femmes de qualité plus belles les unes que les autres et ce qu'il y a de merveilleux c'est qu'il n'y en a point de laides dans toute l'Isle. Ce sont des teints de lys et de rose...* » Comment Camo n'eût-il pas, comme le cardinal, chanté l'éclat des yeux des Majorquines et les vergers de Soller? Si Français qu'il soit de

culture, ne porte-t-il pas aussi dans son sang le souvenir de l'époque où les rois de Majorque avaient à Perpignan leur palais? Tels auraient pu rester les délicieux thèmes de la poésie de Camo. Il y aurait ajouté des invocations aux divinités païennes, et son âme eût été riche comme cette terre où les Grecs ont bâti des temples près de la mer, où sont passés les Arabes après les Romains, et que la France du dix-septième siècle a conquise enfin. La destinée fit aller vivre Camo au loin. De sa vie nouvelle sortit un autre chant.

* * *

Y a-t-il dans notre littérature des poèmes exotiques aussi originaux que ceux que Pierre Camo nous donna à cette période de sa vie? Ils sont pleins de couleur et ils reflètent assez l'esprit du poète pour n'être jamais descriptifs. Voyageur voluptueux, magistrat aimant sa carrière, nourri des meilleures lectures, familier de Racine, exécutant la musique de Mozart et de Bach, tel est Pierre Camo, parfait connaisseur. Magistrat, il l'est un peu comme un homme de robe d'ancien régime ; ainsi le président Montesquieu, sérieux dans sa fonction, épris d'une charmante et noble fantaisie. Je vois assez Camo se récitant l'*Invocation aux Muses* de l'auteur de *l'Esprit des lois*, voluptueux et grave à son heure. « *Les dieux*, disait Montesquieu, *ont partagé la beauté entre les nations, comme la nature l'a partagée entre les belles.* » Donc après les belles d'Espagne, Camo chanta la belle Imérinienne, la tendre et douce Malgache, à la chair cuivrée, sœur de cette Tahitienne que Gauguin avait naguère peinte. Tel portrait de jeune fille, dont les yeux sont de velours et la figure dorée sous ses cheveux noirs, vêtue d'une robe à bande blanche et bleue, a séduit Camo qui en a trouvé une transposition purement lyrique. Il y a une identité de style entre les arts du peintre et du poète, soit que le premier montre les arbres d'azur, le cheval couleur de neige que mène un beau jeune homme, soit que Camo dise les horizons de la grande île où l'a mené le sort, les souvenirs indigènes, la poésie des plateaux ; et le miracle, c'est que ces évocations sonnent dans une langue très douce, avec un accent poétique très pur et très français. Le tombeau de Gauguin est aujourd'hui bien connu :

Lorsque le Temps aura, belles Tahitiennes,
A tout jamais couché sous les grands arbres bleus,
Vos corps de sombre nuit et vos grâces païennes,
Tout ne tombera pas sous le néant ombreux.

Art riche et savoureux, témoin d'un heureux temps de la vie où l'intelligence, la conscience d'une belle destinée bien remplie surmontent les peines de l'exil. Certes, la mélancolie indispensable est présente, voilée, sentant s'écouler les plaisirs de la vie. Mais c'est aussi la magnificence de la trentaine où le lyrique cueille les fruits de la sagesse et du plaisir sur une terre lointaine. Cependant quelques sonnets trahissaient déjà des regrets où passe le nom de la France.

*
* *

J'ai vu que quelques critiques, qui n'avaient naturellement dit jadis aucun bien du livre des *Beaux jours*, se plaignent aujourd'hui de la nouvelle pureté à laquelle vient d'atteindre Pierre Camo. Aimant ses riches vers colorés et d'une magnificence si assimilée, je peux aujourd'hui me plaire à la récente manière du poète qui touche bien souvent à la classique perfection. Il est beau de se renouveler de cette façon.

On a naturellement cité le nom du poète des *Regrets*, le divin du Bellay, à propos de Pierre Camo. Exilé à Rome, comme secrétaire de son cousin le cardinal, Joachim du Bellay a si doucement chanté la France, il a si divinement exprimé sa tristesse, au milieu de ses satires, de ses traits comiques, que rien ne nous touche plus que ses sonnets. Pierre Camo ne s'en cache pas ; il admire du Bellay ; il l'imite parfois. Comme Joachim sentait son cœur bien étreint à la pensée de son *Liré*, ainsi, à Madagascar, Camo pense à son Vallespir, son doux Vallespir, aux jardins de Céret, à son ardent Roussillon, à sa métairie, la belle métairie au pied du Canigou, où ses parents ont vécu depuis le début du dix-septième siècle ; il pense à ses amis, à ce sculpteur qui, devant la mer, taille la pierre immortelle, à ce musicien de génie qui vit comme un paysan, il pense au tombeau de ses pères et il compose quelques sonnets, les plus délicieux de la poésie moderne, d'une simplicité touchante. Le naturel, c'est la suprême forme de l'art. Qui peut se flatter d'y arriver?

Il est dur de mourir parmi les étrangers,
Et qui ne braverait la mort et ses dangers
Pour retourner dormir au tombeau de ses pères?

Comment citer cette belle suite?

Terre heureuse des vins, des fruits et des eaux douces,
Vallespir, ma patrie et mon plaisant séjour,
Coteaux harmonieux, bois tapissé de mousses,
Puis-je espérer encor de vous revoir un jour?

Depuis que j'ai quitté vos rives fortunées
Pour ces bords étrangers à tout ce qui fut mien
J'ai compté longuement les jours et les années,
Sans jamais voir de terme au regret qui me tient.

Peut-être trouvera-t-on que les vers du *Livre des Regrets* n'ont pas la richesse de ceux des précédents recueils du poète. Ils sont plus dépouillés ; leur ligne a une pureté plus grande. *L'Ode à la Victoire, Ode funèbre sur la mort de Louis Codet* sont des pièces classiques, qui dureront à n'en pas douter. Camo a étudié du Bellay et aussi Théophile, Tristan, et encore Malherbe :

Ce n'était pas assez qu'un destin que j'abhorre
M'eût loin de mon rivage emporté sans pitié,
Ni que tout l'Océan me séparât encore
De ta chère amitié.

Il fallait que la guerre aux tendresses fatale
Fît du monde vivant se détourner tes yeux,
Te forçant à descendre en la nuit infernale
Privé de nos adieux!

Dans ces vers passe une plainte, d'un balancement merveilleux, chef-d'œuvre de science poétique.

Il a paru à quelques-uns que l'art de Camo allait se desséchant. On l'a dit de tous les artistes qui arrivent à la perfection. Peut-être cette sûre discipline pourrait avoir des dangers, mais non pour Camo. Son cœur, s'il est tourné vers la France, n'a pas oublié ses figures d'Espagne. Témoin ses délicieux *goyescas*. Sa sensibilité, comme celle de sa race, est double. L'Espagne est si prenante et la France est si douce. Camo sent en lui les deux enchantements ; il les sent dans son cœur ; mais, dans son intelligence, il a choisi la forme qui lui convenait, la forme française qui unit la grâce, la sensibilité, la musique pleine et bien sonnante.

Marc Lafargue.

LES BEAUX-ARTS

LE PROPHÈTE DE LA JEUNE ÉCOLE DE PEINTURE
CÉZANNE

En toute naïveté, en toute humilité, je l'avouerai dès le premier mot : je ne sais rien de plus déconcertant pour l'esprit et le goût que de voir l'œuvre de Cézanne considérée aujourd'hui comme l'archétype de la peinture. Pour la jeune école française, Cézanne c'est la Loi et les Prophètes ; que dis-je? Le Prophète en personne.

En son culte se rencontrent et se rejoignent théoriciens et praticiens, et les intellectuels qui s'efforcent à reconstruire une architecture plastique de l'espace, et les impressionnistes qui obéissent à leurs sensations jusqu'à la déformation systématique du monde extérieur. Les uns et les autres se réclament également de lui, de son exemple et de sa doctrine, telle du moins qu'ils la croient pouvoir extraire de son œuvre.

Pour Cézanne, il eût été lui-même le dernier à s'étonner d'une si parfaite, d'une si incohérente adoration. L'estime qu'il faisait de lui-même n'a d'égale que l'enthousiasme proclamé par ses admirateurs actuels : « Marie, répétait-il à sa sœur, Marie, je te dis que je suis le plus grand peintre qui existe ! » Mais, depuis lors, Mirbeau l'a proclamé « le plus grand entre les plus grands » et M. Gustave Coquiot, « haut parmi les plus hauts ».

C'est tout dire ; mais c'est n'exprimer, en réalité, rien de bien substantiel quand on ajoute, à la même ligne, d'une part qu' « il

est toujours absurde de commenter les peintres ; et quand il s'agit de celui-là, cela devient un véritable sacrilège » ; d'autre part, « que tous les livres et commentaires du monde sont bien impuissants à exprimer son apport pictural, son génie, en un mot, pour tout dire ! »

Ni l'ombre de Mirbeau, ni M. Gustave Coquiot ne m'en voudront certainement d'écrire que les pages qu'ils ont consacrées à Cézanne ne sont point pour démentir leur conclusion. Le cas de l'un et de l'autre est d'ailleurs commun à leurs coreligionnaires. Il est, peut-être, sans exemple que l'un d'eux ait consenti à donner les raisons claires et précises de son admiration. C'est M. Maurice Denis lui-même qui a constaté ce fait singulier. Il est général.

En l'absence de panégyrique explicite et intelligible, l'œuvre du « maître » aixois est là pour répondre. Aussi bien, n'est-ce rien dire d'un peintre que de vanter son « tempérament », sa « sensibilité », sa « conscience », sa « volonté », ou toutes autres qualités morales et spirituelles. Tout cela n'est qu'intentions. Et la peinture n'est pas matière poétique, mais chose concrète, qui se doit apprécier d'abord en elle-même, comme une production de métier.

Or, l'œuvre de Cézanne est nombreuse et variée : compositions à personnages, figures isolées, portraits, natures mortes et paysages. Tout cela fut peint de 1860 à 1906, sous l'influence d'abord de Manet et de son entourage, fréquentés par lui dans sa jeunesse, puis en réaction contre l'impressionnisme, dans une solitude concentrée et farouche. Cette complète révolution explique d'abord que des esprits si différents trouvent également à s'y satisfaire.

Cézanne n'eut pas de maître ; il se forma tout seul, au contact de ses camarades. « Aucune règle, aucune tradition, aucune béquille d'aucune sorte. » C'est sa gloire, aux yeux de ses sectateurs ; mais c'est aussi la raison pourquoi il est allé à tâtons tout le long de sa carrière, condamné à tout retrouver, à tout inventer à nouveau, sans être parvenu à la possession d'un métier sûr, ni d'une technique éprouvée. Cette incertitude, cette hésitation, et la maladresse qui en vient nécessairement, pèsent sur toute sa production, et principalement sur ses compositions à personnages.

Elles s'aggravent en ces sujets d'une ignorance de la figure humaine, inadmissible, et qui serait inconcevable, si l'on n'y devait reconnaître un trait de misogynie morbide. Durant quarante ans, Cézanne a peint des baigneuses d'abord sur les lointains souvenirs des modèles vivants, qu'il avait étudiés à Paris avant sa vingt-cin-

quième année, ensuite d'après des gravures quelconques puisées dans le *Magasin pittoresque*. Cela dispense assurément de qualifier cette partie de son œuvre. Il s'y adonnait cependant, alors que, selon le précepte de Courbet, il s'était astreint à ne pouvoir peindre que ce qu'il avait sous les yeux.

De là, la rareté relative des portraits venus de sa main, et l'abondance de ses paysages et de ses natures mortes. C'est ici que l'on peut l'apprécier et qu'il est permis de juger ce qu'il a voulu faire et ce qu'il a réalisé.

Un éloge qu'il est bon de voir faire des intentions de Cézanne, c'est d'avoir aimé, d'avoir cherché la belle matière : « Peintre, dans le sens propre du mot, a écrit M. Théodore Duret, il recherchait avant tout la qualité de la susbtance peinte et la puissance du coloris. »

A la bonne heure ! un tableau, suivant le mot de Gauguin, étant avant tout « une surface plane, recouverte de couleurs dans un certain ordre assemblées », la qualité intrinsèque de ces couleurs, et, surtout, la justesse, la convenance et la force de leur rapprochement en vue de l'effet que le peintre a voulu rendre, voilà des points où la conversation est possible.

Or, soit que Cézanne ait peint par touches relativement minces, recouvertes de glacis, soit que, selon sa technique habituelle, il ait brutalement empâté ses toiles d'une manière uniforme et rugueuse, bien que le résultat en l'un et l'autre cas apparaisse indifférent, ce n'est pas cela qui importe ; mais bien la valeur d'expression que sa technique donnait à la forme, à la lumière, à la couleur. La beauté intrinsèque de la matière, soit ! mais elle n'est qu'un moyen au service de l'analyse, puis de la synthèse du monde plastique, au sein de laquelle doivent se fondre l'expression de la forme, de la lumière et de la couleur.

On fait gloire à Cézanne d'avoir approfondi cette analyse dans ses natures mortes, et d'avoir poursuivi cette synthèse dans ses paysages.

« Les natures mortes de Cézanne, écrit M. Coquiot, ne sont-elles pas plus émouvantes que toutes les autres natures mortes?... Elles ont un accent particulier, inconnu jusqu'alors, qui vient peut-être de l'incroyable « solidité » qu'affirment les objets représentés. Remarquez ses pommes, ses autres fruits, pétris, modelés chacun comme pour une vie éternelle. Autant de petites sphères, de petits cônes, de petits cylindres baroques, qui sont recréés, à l'abri cette fois de

toute fermentation. » Je tombe d'accord, ici, avec M. Coquiot : la forme particulière des fruits et des vases qui les contiennent, et leur solidité, voilà ce que Cézanne a voulu rendre. Mais dans quelle mesure y a-t-il réussi réellement? Et sa science du dessin et de la couleur lui permettait-elle d'y arriver?

La « peine infinie » avec laquelle il peignait « chaque fois », même des natures mortes, modèle cependant immobile à son gré (« ce manège, paraît-il, durait des années »), permet d'en douter. « Pour chaque fruit, il recommence à dessiner, à peindre, comme s'il découvrait pour la première fois l'espèce de fruit qu'il a à représenter. » Sans doute, tel est l'état d'esprit dans lequel il faut que le peintre se replace toujours devant la nature. Mais ce n'est point l'impression que son œuvre est destinée à donner. Elle doit non seulement nous représenter la figure particulière d'un objet, mais nous rendre sensibles, évidents, les caractères les plus généraux de l'espèce à laquelle appartient cet objet, sensible, évidente, l'essence de la forme, sphérique, cylindrique ou polygonale, de cet objet.

A cette tâche, la science de Cézanne se trouve en défaut. Elle déformait. On a discuté indéfiniment sur les « déformations » de Cézanne. Fait d'intention, fait de morbidité visuelle, ou fait d'impuissance technique? La peinture étant une réalisation, on est bien obligé de constater que ces déformations s'expriment techniquement par des particularités de dessin et de couleur que, chez tout autre, on appellerait des fautes. Le véritable esprit de la forme des choses, leur continuité dans l'espace, leur homogénéité, ne sont pas sensibles dans le dessin de Cézanne. « Ensuite, reconnaît M. Coquiot, qui en fait gloire à son héros, la couleur faisait le reste, elle accentuait, elle aggravait les formes... » Nous touchons au vif du sujet. Il est une certaine façon d'amener sur le relief d'une forme, exprimée par les dessous, les gris de son enveloppe, puis d'introduire dans ces gris, à la place et au temps voulu, la couleur qui leur donne leur qualité propre, qui est tout le secret de la peinture. Ce secret, Cézanne, non plus qu'aucun peintre de son école, ne l'a possédé. Sur une forme incertaine, parce qu'il n'en avait pas élaboré suffisamment l'esprit dans son intelligence, il plaquait à contretemps des gris et des couleurs qui achevaient de les décaler et de les déformer. Dans tel de ses paysages qu'il est inutile de désigner précisément parce que chez lui cette espèce de défaut est général, le gris d'un toit dans l'ombre fait le même trou noir que l'ouverture d'une fenêtre dans le pare-

ment d'un mur. Dans tel autre, la qualité de couleur d'un plan d'horizon l'amène à se projeter en avant d'un toit du premier plan. Et ainsi de suite. A cette insuffisance de la technique colorée, aucune mise en place ne peut résister. Si Cézanne se révèle impuissant à rendre la convexité d'un compotier, comment sera-t-il capable d'exprimer la forme générale d'un terrain, d'un paysage, organisme infiniment plus complexe et d'une contexture fuyante au premier regard. Et comment, en un mot, réaliser, dans ces conditions, une analyse satisfaisante de la forme du monde extérieur, comment en tenter la synthèse? Devant ses toiles, on peut avoir le sentiment que, pour lui, un paysage, c'était « un problème à résoudre ». Sans doute se posait-il bien la question, mais dans son instinct et non dans sa réflexion. Aussi ne l'a-t-il pas résolue ; aussi bien n'avait-il pas les moyens techniques de la résoudre.

On a fait, et l'on fera encore de la littérature à propos de son œuvre. Sort commun de la critique d'art de nos jours. On se plait à scruter, à imaginer les intentions d'un peintre, par le regret de ne pouvoir se plaire à la réalisation de ce qu'il nous suggère. Puis, l'œil s'habitue à cette insuffisance de la réalisation et finit par s'en satisfaire. C'est cette dégradation progressive de la connaissance des œuvres d'art qui a fait la fortune inouïe de Cézanne. On peut lui tenir compte d'une intention : celle d'avoir réagi naturellement contre l'impressionnisme, dont il était issu. Par sa recherche de la construction et de la solidité des choses, il éveille le soupçon de ce que pouvait être une peinture classique moderne, c'est-à-dire, plus simplement, une peinture complète et raisonnable. Mais il ne fait que le suggérer. Il ne le réalise pas. L'idée de ce qu'on croit qu'il voulut faire peut, si l'on veut, être un ferment pour l'esprit. Son œuvre ne peut servir d'exemple ni de modèle à la renaissance de la peinture.

On veut en tirer la doctrine d'un classicisme renouvelé. Cézanne en serait lui-même bien étonné. L'organisation intellectuelle d'une composition n'était pas son objet raisonné. Il n'était préoccupé que de « sensation ». « J'avais une petite sensation, une toute petite, toute petite sensation. Rien... ce n'était rien... ce n'était pas plus grand que cela. Mais enfin, elle était à moi, cette petite sensation. » Je le demande, est-ce ainsi que parle un classique, même un classique en puissance?

Henri Longnon.

Le Livre d'art moderne.

A la fin du dix-neuvième siècle, les arts du livre et de l'estampe, tout en évoluant lentement, restaient attachés à des formules aujourd'hui périmées. Ce fut la période où triompha la vignette sur bois exécutée par d'excellents graveurs de reproduction, vignettes amusantes, spirituelles, souvent pleines de couleur et de vie, mais placée dans le livre sans souci véritable d'harmonie avec le caractère typographique. Mais, du jour où la photographie et ses succédanés entrèrent en jeu, le livre illustré avec goût disparut. Ce fut en même temps la ruine des professionnels de la gravure.

Devant la rénovation du livre anglais, due à William Morris et à Walter Crane, des bibliophiles et quelques artistes avisés qui se réclamaient des saines traditions typographiques, comprirent que construire un livre à gravures était tout un art ; que le problème consistait surtout à décorer un texte en tenant un compte primordial de l'équilibre, pour ainsi dire mécanique, de la page typographique.

Dès lors, le peintre-graveur averti, le décorateur, furent mieux désignés pour la nouvelle ordonnance que le dessinateur de vignettes et le peintre, auteurs jusque-là des dessins gravés par des professionnels. Il fut même reconnu officiellement, — et le dernier Congrès du livre s'est déclaré dans ce sens, — que la gravure sur bois, par sa similitude de technique avec le caractère d'imprimerie, répondait seule aux fins typographiques. Cette vérité, qu'expriment si pleinement les incunables et les livres du seizième siècle, fait loi maintenant. Cette loi est diversement appliquée de nos jours, et l'état actuel des résultats s'est trouvé résumé dans une salle spéciale du Salon d'automne de 1919.

Les bois imprimés en noir y dominaient naturellement. La manière est large, simple, les volumes et les formes énergiquement exprimés. Souvent même, le but proposé y est dépassé dans des planches où les compositions n'agencent trop souvent que des silhouettes et où le modelé, à peine indiqué, laisse à l'œil le soin de le compléter. La suggestion est intelligente ; un minimum graphique peut suffire à exprimer une pensée claire. L'esprit des tailleurs de bois primitifs peut s'y retrouver, mais sans la naïveté ; une pointe de barbarie même s'y glisse, savante et voulue : dessin grossoyé, coupe rude, placage des noirs. En moyenne, la planche gravée, ainsi conçue offre plus de noirs que de blancs, et la feuille s'en trouve quelque peu attristée.

Pour accompagner des bois d'une tonalité si intense, l'imprimeur dut faire choix, assez souvent, de caractères typographiques peu usités dans le livre et réservés à l'affiche : caractères gras, trapus, partant un peu rébarbatifs, sur une page qui doit être tenue à la main comme un objet précieux, et qui n'est pas destinée aux yeux d'un quinze-vingts. On ne peut nier que quelques ouvrages de ce style n'offrent de réelles qualités d'ordonnance et de décision. La recherche est intéressante. Il est probable cependant que cette mode, calmée par l'abus même du procédé, ira en s'affinant.

Parmi ceux que n'effraie pas une telle affirmation graphique, Léon Pichon a imprimé un grand nombre de spécimens d'esprit nouveau, dus aux graveurs originaux sur bois : Hermann Paul, Maxime Dethomas, Daragnès, Carlègle, Coysius.

A la « Belle Édition », des essais audacieux, tentés avant la guerre, se poursuivent de retour au foyer ; la note qui domine ici est élégante, surtout pour les livres ou plaquettes dits « de table ». Un livre ne doit pas être déplacé à côté d'une fleur.

« La Sirène », nouvelle venue, essaye de séduire, en présentant des ouvrages où la gravure paraît conçue sur les données d'un cubisme rébus. D'autres expériences de la même maison sont plus concluantes quand elles marquent un rappel des manières anciennes.

Il est à remarquer, du reste, que l'art graphique de la période des incunables est en faveur de nos jours. Il est bon en effet, pour rafraîchir un art dont les débuts furent tout de suite admirables, de le retremper aux sources primitives.

Dans ce genre, et avec un sens très sûr de la typographie, le « libraire d'Art catholique » Rouart apporte l'équilibre, la sobriété et l'élégance à des ouvrages d'où émane une certaine suavité ; ce qui n'est pas pour déplaire dans un livre religieux. Les bois sont au trait ou avec teinte en camaïeu, selon la technique du vieux xylographe italien.

Pour un monde plus profane, une nouvelle phalange de graveurs originaux sait se conformer avec aisance aux exigences typographiques traditionnelles tout en évoluant vers des oppositions plus marquées, selon le goût actuel. Telle est la caractéristique des bois aimables de R. Bonfils, L. Jon et Siméon.

L'école très classique du livre, qui fut représentée par Ed. Pelletan, est continuée pour l'instant par son successeur Helleu, avec Perrichon, Naudin, P.-E. Colin.

Le camaïeu, gravure sur bois à deux ou trois planches repérées, était peu représenté au Salon d'automne, et pourtant ce procédé, renouvelé du seizième siècle, que plusieurs graveurs ont repris, trouve de grandes ressources d'harmonie dans la richesse de ses aplats mono-

chromes. Suivant cette technique, le « Nouvel Imagier » présentait quelques planches à côté des bois dus aux graveurs originaux les plus en vedette, dont le regretté Lepère. Cette publication est due à la collaboration amicale des peintres-graveurs. Elle marque, dans le sentiment moderne du bois gravé décoratif en union intime avec le caractère typographique, un exemple qui a été remarqué en Angleterre.

Une note fringante, jeune et fraîche, est formée par les images et plaquettes dont le texte est une reproduction calligraphique et où la polychromie est due au coloriage au *patron* par-dessus la gravure au trait, selon la technique des images d'Épinal, ou mieux des anciens placards populaires du moyen âge.

Parmi les imprimeurs qui se livrent à des recherches, Frazier-Soye est avec Pichon l'un des plus intéressants à suivre. Avec le rajeunissement de ses *polices*, la création de lettres ornées, et ses essais de papiers nouveaux, il est devenu le familier des graveurs originaux. D'une bonne entente entre les collaborateurs sont nés des travaux excellents.

Au résumé, le livre d'art français, malgré certaines apparences et quelques gestes inspirés de celui d'Alcibiade, reste classique dans son esprit. L'évolution est curieuse à suivre, et ne prendra toute son ampleur que le jour prochain où l'élément typographique primera la gamme décorative d'un livre et lui donnera le ton. Le problème est délicat, même périlleux, car l'élément décoratif, l'élément typographique ne peuvent être harmonisés que par les spécialistes qui ont une double connaissance technique et artistique assez développée pour tirer des leçons du passé l'expérience nécessaire.

Si le livre d'art et de luxe fait preuve d'une vitalité juvénile, il y a lieu de croire cependant que le livre plus ordinaire, celui qui peut être conçu avec art et sans grands frais, n'accuse pas encore en France une tendance suffisamment déterminée. A l'étranger, des réalisations d'un caractère national ont eu lieu, et l'Angleterre, depuis près de trente ans, possède un style particulier. En France, ce ne sont pas les idées qui manquent, mais leur coordination.

L'impulsion sera donnée surtout par ceux qui, désireux de s'affranchir de formules surannées, mais en même temps soucieux de rester classiques, tout en devenant modernes, oseront tenter la création d'un style national typographique ayant une base organique. Ces esprits compétents et déterminés seraient suivis. Le moment est favorable.

Pierre Gusman.

LES SCIENCES

SIR NORMAN LOCKYER ET LES PROGRÈS DE L'ASTRONOMIE

Lire ou relire les bons auteurs est non moins profitable dans les sciences que dans les lettres. C'est aussi un grand plaisir, et les spécialistes d'une branche déterminée de la science se le refusent trop souvent, absorbés qu'ils sont par leurs recherches propres (rien ne demande du temps comme la recherche expérimentale), et par le souci de se tenir constamment au courant de ce qui est publié sur des sujets plus ou moins connexes au leur. Aussi, dans bien des cas, les découvertes fondamentales qui ont ouvert les voies sur lesquelles eux-mêmes cheminent ne leur sont-elles connues que par les exposés succincts des traités ou des manuels. Mais quand on se reporte aux mémoires originaux, il est rare que l'on n'y apprenne pas quelque chose de plus. La manière même dont l'auteur, quand son nom a marqué dans la science, approche peu à peu du point de vue fécond ou du dispositif expérimental fructueux, est, à elle seule, un enseignement. Si sa fécondité même a rendu plus tard un point de vue banal, si le dispositif expérimental par sa simplicité, sa précision et sa souplesse est tombé dans l'usage courant des laboratoires, l'enseignement se complète d'un encouragement. C'est ainsi qu'on apprend la vertu de certaines idées simples et les fruits que peut faire mûrir une tenace et une courageuse clarification des idées.

Ces examens rétrospectifs de ce qui n'est plus, depuis longtemps,

de l'actualité scientifique, sont particulièrement naturels lorsque vient à disparaître un précurseur. Ils peuvent alors comporter un hommage d'autant plus légitime que la vie du savant disparu a été plus longue, et qu'il a été lui-même dépassé de plus loin par les conséquences de ses premières découvertes. C'est donc un hommage que nous adressons aujourd'hui à la mémoire de sir J. Norman Lockyer, mort chargé d'ans au mois d'août dernier (1), et ce sont aussi des enseignements que nous voudrions recueillir d'un examen rapide portant non pas sur toute son œuvre scientifique mais principalement sur la découverte qui en a été le brillant point de départ.

Elle date de 1868. Pour bien en apprécier la valeur et la nouveauté, relativement à cette époque, il faut nous rappeler où en était alors la spectroscopie, cette branche de la physique qui a pris un développement tel qu'elle déborde aussi bien sur la chimie que sur l'astronomie. Pendant tout le dix-huitième siècle, la célèbre expérience de Newton décomposant en un spectre les rayons solaires n'avait subi aucun perfectionnement. En 1802, Wollaston découvrit pour la première fois l'existence, dans le spectre de Newton, de raies obscures. Elles lui avaient paru séparer les unes des autres les différentes couleurs. L'idée des couleurs simples, nettement distinctes, était si fortement ancrée dans les esprits que l'observation parut toute naturelle et ne frappa point. Il n'en fut pas de même quand, en 1814, un constructeur de lunettes, Fraunhofer, qui cherchait pour la technique de son art des repères dans le spectre solaire, y découvrit plusieurs centaines de raies noires. Leur position dans le spectre n'avait manifestement plus aucun rapport avec la répartition des teintes sensibles à l'œil.

Ce qui parut surtout admirable aux contemporains dans le travail de Fraunhofer, ce fut probablement le grand nombre de raies découvertes, la difficulté du travail et le soin avec lequel il fut exécuté. Son intérêt philosophique ne put être deviné que beaucoup plus tard, quand Foucault eut montré, en 1849, que la vapeur de sodium, lumineuse dans l'arc électrique, est également capable d'absorber les radiations qu'elle émet. Encore cette découverte passa-t-elle trop inaperçue. Elle contenait en germe les travaux célèbres qu'effec-

(1) Né en 1836, sir J. Norman Lockyer est mort le 20 août dernier. Il était professeur d'astronomie physique à l'Imperial College of Sciences de South Kensington, depuis la fondation de ce collège, et directeur du Solar Physical Laboratory.

tuèrent dix ans après Kirchoff et Bunsen sur l'absorption et l'émission des radiations lumineuses. Les premiers mémoires de Kirchhoff en 1859 et 1860, ceux qu'il publia avec Bunsen en 1860 et en 1861 jetaient les bases de la spectrochimie.

Les résultats généraux de leurs persévérantes études, leur portée philosophique, si l'on veut, n'étaient pas seuls intéressants. Afin de pouvoir en étendre le champ sans les rendre trop lentes, il leur avait fallu systématiser les dispositifs de fortune employés avant eux, créer un appareil formant un tout et dont toutes les parties fussent agencées en permanence pour analyser les radiations lumineuses. Cet appareil était le spectroscope. Tenons pour certain que la mise au point d'un appareil commercial qui permettait à de moins habiles de répéter les expériences d'analyse spectrale en évitant les tâtonnements de montages expérimentaux délicats, fut pour beaucoup dans le retentissement et dans la portée des découvertes de Kirschhoff et Bunsen. Sans avoir à s'initier aux techniques des opticiens, les chimistes eurent entre les mains un moyen d'investigation nouveau et remarquablement puissant. Il devait en être de même pour les astronomes.

C'est en 1862, en effet, qu'un astronome anglais, Huggins, eut le premier l'idée de remplacer l'oculaire d'une lunette astronomique par un spectroscope. Cinq ans après, il faisait connaître les premiers résultats que l'analyse spectrale lui avait permis d'obtenir dans un domaine demeuré jusqu'alors entièrement insoupçonné. De patientes et précises observations avaient bien permis de déterminer le mouvement propre apparent des étoiles sur la sphère céleste : la détermination de leur vitesse dans la direction même du rayon visuel restait impossible ; on ignorait même l'existence de ce déplacement radial. La nouvelle méthode d'observation spectroscopique, combinée avec le remarquable principe de Dopplerfizeau, faisait connaître pour la première fois cette vitesse, sans que, chose remarquable, il fût nécessaire de connaître la distance vraie de l'astre. Une voie nouvelle, singulièrement large, pleine de promesses (qu'elle a tenues), était ouverte à l'astronomie.

Sir Norman Lockyer s'y engageait à la même époque. Les étoiles n'étaient pas l'objet propre de ses études, mais le soleil. L'observation des éclipses avait permis de découvrir de singulières particularités sur la surface solaire. Quand les éclipses sont totales, le rayonnement de l'astre ne cesse pas entièrement. La lune, derrière

laquelle il se cache, paraît comme dans une gloire. Mais cette auréole n'est pas régulièrement distribuée dans l'espace. Elle semble une chevelure lumineuse, hérissée de mèches. En outre, quand les circonstances sont particulièrement favorables, c'est-à-dire quand les distances relatives de la lune au soleil et à l'observateur terrestre sont telles que le disque lunaire devrait juste cacher l'astre lumineux, le contour de celui-ci apparaît pourtant en quelques points comme si sa surface était montueuse. Le phénomène ne dure naturellement que quelques instants et il est extrêmement rare en un point donné de la terre. Aussi faut-il renoncer à attendre les éclipses totales dans les observatoires permanents et organiser des missions pour les observer aux points de la surface terrestre où le calcul fait prévoir qu'elles seront totales.

Bien que sir Norman Lockyer ait prouvé, plus qu'un autre, l'utilité de ces expéditions en organisant et dirigeant huit d'entre elles, il a montré qu'elles n'étaient pas indispensables au progrès de nos connaissances sur le soleil, en imaginant une méthode qui permet, à poste fixe, par une journée quelconque de beau temps, d'observer les environs immédiats de l'astre et même sa surface. Pour la bien comprendre, rappelons en deux mots comment est constitué le spectroscope.

D'un objet lumineux, formons une image, avec une lentille, comme dans un appareil photographique. Sur le trajet des rayons, tout contre la lentille, mettons un prisme de verre. On sait qu'il dévie diversement les couleurs ; de sorte que nous obtiendrons de l'objet lumineux autant d'images qu'il y a de radiations diversement colorées dans la lumière qu'il émet. Si ces couleurs se fondent graduellement les unes dans les autres, les images empiéteront les unes sur les autres. L'empiétement sera évidemment minimum quand l'objet lumineux aura la forme d'un rectangle étroit parallèle à l'arête du prisme, autrement dit d'une fente. Un prisme, un système de verres formant sur un écran ou devant une loupe oculaire des images diversement colorées d'une fente, voilà l'essentiel du spectroscope. L'ensemble peut former un tout solidement ajusté qu'on vissera au bout de la lunette astronomique, à la place de l'oculaire. L'objet lumineux sera la fente, sur laquelle l'objectif de la lunette formera l'image du soleil.

Comprenons bien que ce dispositif donne réellement sur l'écran d'observation (ou devant l'oculaire du spectroscope) les images colo-

rées des régions de la surface solaire dont la lunette concentre la lumière sur les divers points de la fente. Si donc la fente traverse en plein l'image solaire, on observe un beau spectre continu, étalé du violet au rouge, en travers duquel s'échelonnent les raies sombres de Fraunhofer. Si la fente passe sur l'image d'une des taches noires qui apparaissent parfois sur la surface du soleil, une bande longitudinale du spectre sera le spectre de la lumière émise par cette tache (elle ne paraît noire que par contraste avec l'éblouissement qui l'environne). Si la fente, enfin, déborde l'image solaire, on verra à la fois, étalés côte à côte, le spectre du disque lumineux et celui des régions relativement obscures de l'atmosphère solaire.

Ces régions, pourtant lumineuses pendant les éclipses totales, ont été observées dès les temps les plus anciens. Au spectroscope, elles font apparaître un spectre bien différent de celui du disque. Au lieu de donner un spectre continu du rouge au violet, avec de fines raies sombres, leur spectre est composé de raies brillantes nettement distinctes et assez éloignées les unes des autres. Ce fut un beau jour dans l'histoire de l'astronomie, celui où l'on constata que la plupart de ces raies occupaient exactement les mêmes places que les raies du spectre fourni par l'hydrogène quand, raréfié, il s'illumine sous l'action de la décharge électrique. Du premier coup, l'application à l'astronomie des méthodes et des instruments de la physique faisait faire un pas immense à notre connaissance de l'univers. Aussi sûrement que si l'on avait pu prélever un peu de l'atmosphère du soleil et la soumettre à l'analyse chimique, plus sûrement peut-être, on savait que cette atmosphère était riche en hydrogène.

Le progrès que la physique venait de faire faire à l'astronomie devait à son tour engendrer une découverte physique. Toutes les raies de l'atmosphère solaire, que l'on nomma chromosphère, à cause des brillantes couleurs de ces raies, n'appartenaient pas à l'hydrogène. Il en était une qu'aucune expérience d'analyse spectrale au laboratoire n'avait encore fait apparaître. C'est donc qu'elle devait appartenir à un gaz inconnu sur terre. D'avance, Lockyer lui donna un nom : l'hélium. Vingt ans plus tard, un autre savant anglais, Ramsay, s'apercevait que certains des minéraux terrestres en contenaient, occlus, de petites quantités. Plus tard encore, après la découverte de la radioactivité, on reconnaissait que tous ces minéraux à hélium contenaient eux-mêmes des matières radioactives, que les sources d'eau radioactives laissaient échapper de l'hélium, que

l'hélium enfin, dans un premier exemple d'une sorte de transmutation des éléments, naissait spontanément de l'émanation du radium.

Mais revenons à l'expérience de sir Norman Lockyer, en 1868. D'abord, pour mieux voir le spectre de la chromosphère, sans être ébloui par celui de la surface solaire, nous placerons la fente de notre spectroscope tout entière en dehors de l'image du disque. Mais, pour explorer le plus près possible du soleil, nous lui ferons presque toucher le bord de l'image. Une heureuse circonstance nous permettra un progrès de plus. Les raies brillantes du spectre de la chromosphère, celles de l'hydrogène (et une de l'hélium), sont assez espacées ; c'est-à-dire que la lumière rayonnée par ces gaz est formée de radiations dont les couleurs sont nettement différentes ; il en est principalement une rouge, une jaune, une bleue et une violette. On peut donc élargir la fente, en laissant toujours un de ses bords tangents à l'image solaire sans que les quatre principales images colorées de cette fente empiètent les unes sur les autres. Mais alors chacune de ces images devient l'image unicolore d'une hauteur de chromosphère d'autant plus grande que la fente est plus large. Allant plus loin que Lockyer, on peut perfectionner encore ; il suffit de courber un des bords de la fente, celui qui était d'abord tangent à l'image solaire de manière à s'adapter au contour de cette image. Rien n'empêche même de supprimer complètement la fente et de la remplacer par un disque opaque couvrant juste l'image du soleil. On aura ainsi quatre images complètes de la chromosphère, une rouge, une jaune, une bleue et une violette. Si le spectre n'est pas très étalé, elles empiéteront les unes sur les autres ; mais on pourrait n'en conserver qu'une en interposant un écran coloré, bleu par exemple, absorbant avec un verre coloré convenable toutes les radiations trop différentes du bleu. Il sera donc possible d'étudier l'ensemble de la chromosphère à loisir, sans attendre ou aller chercher sous des cieux inhospitaliers le rare et précieux instant des éclipses totales.

Ces ingénieux dispositifs expérimentaux, pourtant si simples, et d'ailleurs trouvés d'une manière indépendante presque en même temps par l'astronome français Janssen, n'auraient pas acquis d'emblée à Lockyer une juste renommée s'ils ne l'avaient immédiatement conduit à des résultats aussi nombreux que précis et variés sur les protubérances. Comme en toutes choses humaines, l'ingéniosité et les efforts ne sont pas toujours également récompensés ;

la chance a sa part. Ces protubérances sont comme d'immenses jets de gaz lumineux qui s'échappent de la surface solaire, en crevant les nuages incandescents des couches basses de la chromosphère. Ne nous représentons pas ces couches comme un léger voile à la surface de l'astre. L'échelle des grandeurs solaires est proportionnée à son énorme volume par rapport à la terre (il est treize cent mille fois plus volumineux). Ces couches basses de la chromosphère, chargées de vapeurs métalliques, ont en moyenne 7 000 kilomètres d'épaisseur. En s'en échappant, les jets gazeux des protubérances entraînent avec eux de ces vapeurs et c'est encore l'analyse spectrale qui permit à Lockyer de mesurer pour la première fois jusqu'à quelle hauteur fusent les vapeurs des différents métaux. Il est facile en effet de mesurer la hauteur totale de la protubérance. C'est la hauteur qu'elle occupe sur l'image qu'en donne la lunette multipliée par la distance du soleil à la terre et divisée par la longueur focale de la lunette. On trouve ainsi des hauteurs qui étonnent l'imagination. Au-dessus des vapeurs basses et métalliques de la chromosphère, c'est en moyenne à 8 000 kilomètres, mais parfois aussi à 200 000 kilomètres que s'élèvent les jets d'hydrogène incandescent. La composition de ces immenses jets gazeux est-elle invariable dans toute leur hauteur? Le simple examen de la protubérance ne permet pas de le voir. C'est le spectroscope qui donne la solution. Rétrécissons à nouveau la fente et redonnons-lui une orientation perpendiculaire au bord du soleil en ayant soin qu'elle se trouve dans l'image de la protubérance. Nous verrons de nouveau, alignés, côte à côte, le spectre de raies brillantes qu'elles fournit et le spectre continu du disque. L'observation montre que toutes ces raies n'ont pas la même longueur. Celles de l'hydrogène ont toute la hauteur de la protubérance. Mais les raies de certains métaux, du magnésium et du calcium en particulier, n'existent qu'au voisinage du spectre continu. Elles s'arrêtent au point où la lunette forme sur la fente l'image des régions de la protubérance jusqu'auxquelles montent les vapeurs de calcium et de magnésium. Cette hauteur ne dépasse pas quelques centaines de kilomètres.

Enfin la largeur de ces raies n'est pas non plus uniforme. Elles présentent leur épaisseur maxima au voisinage du spectre continu de la surface solaire, et s'effilent en pointes. Sir Norman Lockyer a montré dès le début de ses recherches, par des expériences de laboratoire sur l'étincelle électrique jaillissant entre des pointes métal-

liques, que ce rétrécissement correspond à la diminution de densité des vapeurs au fur et à mesure qu'elles s'élèvent dans l'atmosphère du soleil.

Notre but n'étant pas d'écrire une notice sur les travaux de Lockyer, nous nous en tiendrons là, avec l'intention toutefois de revenir sur sa célèbre classification des étoiles d'après leurs températures, quand l'occasion se présentera d'exposer aux lecteurs de *la Revue* quelques-uns des remarquables résultats cosmogoniques auxquels sont parvenus dans ces dernières années les puissants observatoires du Nouveau Monde. Nous avons surtout voulu montrer quels fruits donna presque immédiatement l'application des méthodes et des instruments de la physique à l'astronomie. Ce succès frappa beaucoup les contemporains, et Lockyer tout le premier. Elle lui donna l'idée, certainement juste dans son principe, que les différentes branches du savoir humain tireraient le plus grand profit d'un appui mutuel plus fréquent. Lui-même en a donné l'exemple, dans un domaine bien différent de celui de la physique solaire.

Surpris, au cours d'une visite aux ruines du Parthénon et du temple d'Éleusis, de l'orientation curieuse de certaines parties des édifices, il fut un des premiers à penser que les cultes de l'antiquité grecque, de la Chaldée et surtout de l'ancienne Égypte, devaient avoir avec les connaissances astronomiques de leurs prêtres des rapports beaucoup plus étroits que les purs archéologues ne l'avaient jusqu'alors soupçonné. Des études prolongées, en Égypte, confirmèrent cette vue et le conduisirent à des résultats extrêmement curieux auxquels est consacré l'un de ses grands ouvrages, *l'Aurore de l'astronomie* (1894).

Il y établit par exemple l'identification d'Isis, fille de Rà ou du Soleil, avec la plus belle étoile du ciel, Sirius. D'après ses observations, en accord avec le sens mythologique des inscriptions, le temple d'Isis, à Denderah, dut être construit afin de guetter, par certains alignements, le lever d'Isis qui, au premier jour de l'année, confondait ses rayons avec ceux du soleil sur le point de naître. Ces considérations permettent, dans certains cas, de préciser ou la nature des divinités égyptiennes, ou la date de construction des temples. Elles jettent aussi un jour singulièrement séduisant pour l'imagination sur le caractère que devaient présenter aux grandes fêtes astronomiques de l'année, à l'aurore du solstice d'été, par exemple, au début de la saison où le Nil divin allait venir fertiliser la terre, ces processions solennelles qui, sortant des profondeurs obscures du temple,

marchaient au-devant du dieu, le long des interminables allées de colonnes, de sphinx et d'obélisques. Un court instant, ses rayons, délimités en un étroit pinceau par la succession des portiques, venaient frapper le sanctuaire.

Louis Dunoyer.

Les origines de la peste.

La peste est d'origine asiatique. Elle est née sur le vaste plateau du Thibet et c'est de là qu'elle est partie à toutes les époques pour envahir le monde. Dans les massifs montagneux qui entourent ce plateau, vivent de nombreuses marmottes (*Arctomys robustus*), très voisines de nos marmottes des Alpes (*Arctomys marmotta*). Comme ces dernières, elles se tiennent sur les hauts sommets, au voisinage des neiges éternelles, à des hauteurs de 3 000 à 4 000 mètres. Elles s'y creusent de vastes terriers, où elles se blottissent pendant la nuit et où elles dorment durant les longs mois d'hiver. Elles abondent surtout sur les pentes méridionales de l'Himalaya, dans le massif chinois du Yunnam, dans l'Hindukusch et jusque sur les plateaux de la Perse et de l'Asie Mineure, arrivant ainsi presque au contact des marmottes européennes des Karpathes et des Alpes. Or, pour comprendre la peste, il faut la considérer comme une maladie primitive des marmottes, s'étant adaptée secondairement aux autres rongeurs (rats et souris principalement) et pouvant aussi s'adapter à l'homme.

Nous connaissons encore très mal la géographie médicale du Thibet. Nous savons cependant par les explorateurs que la peste y existe d'une façon à peu près permanente. Elle ne se trouve pas partout à la même époque, mais elle est endémique dans le pays, se promenant d'un troupeau de marmottes à un autre et s'attaquant à l'homme tantôt dans une région et tantôt dans une autre. Du Thibet, la peste peut envahir le monde par le nord ou par le sud.

Sur les frontières de la Chine et de la Sibérie, dans les steppes immenses qui s'étendent depuis la Mandchourie jusqu'à la mer Caspienne, on trouve une variété de marmotte (*arctomys bobac*), que les Mongols appellent *tarbagan* et qui, en raison de la latitude élevée de ces régions, a pu s'adapter dans la plaine. Elle vit aussi dans le sol, mais alors que la marmotte des montagnes peut faire glisser la terre sur les pentes, au fur et à mesure qu'elle creuse son terrier, la marmotte des prairies est obligée d'accumuler cette terre

sous forme d'un monticule assez élevé ; c'est ce qu'on appelle sa maison. Et comme elle vit en colonies nombreuses, il en résulte des sortes de villages. A part cela, le tarbagan a les mêmes mœurs que la marmotte. Malheureusement, sa chasse étant plus facile, sa peau étant très appréciée comme fourrure et sa chair constituant un mets de choix pour l'indigène, le tarbagan est chassé avec acharnement dès qu'arrive le printemps.

Or, au cours de certaines années, les tarbagans sont décimés par une maladie très meurtrière, caractérisée par le développement de tumeurs inflammatoires volumineuses dans l'aisselle des pattes, par des lésions pulmonaires très accentuées et par des hémorragies sous-cutanées. Les chasseurs savent parfaitement que le moindre contact suffit à leur transmettre la maladie et ils s'enfuient épouvantés dès qu'ils trouvent des tarbagans malades ou morts ou lorsque, dépouillant un de ces animaux, ils trouvent de larges taches hémorragiques dans le tissu conjonctif sous-cutané. C'est qu'il s'agit de la redoutable *peste des tarbagans*, si contagieuse et si meurtrière pour l'homme !

En effet, nous savons aujourd'hui que le passage du bacille pesteux par le poumon des animaux augmente violemment sa virulence et le pousse à se localiser sur le poumon. Comme le tarbagan atteint de septicémie pesteuse a toujours le poumon malade, il en résulte que la transmission de sa maladie à l'homme produira presque toujours la *pneumonie pesteuse.*

Si les chasseurs de tarbagans ont pénétré très loin dans les solitudes désolées des steppes, ils meurent généralement dans l'espace de quelques jours et la maladie s'éteint sur place. Mais si, fuyant l'épizootie, ils ont le temps d'arriver jusqu'à un village, il en résulte de nouveaux cas de contagion et les habitants du village, fuyant à leur tour, vont transporter la peste toujours plus loin. Et, comme ils ont une tendance à venir dans les villes pour y chercher du secours, la grande épidémie de peste éclatera bientôt dans toute son horreur. C'est ainsi qu'en 1910 se développa la peste de Mandchourie.

Le malade atteint de pneumonie pesteuse ne présente le plus souvent que des signes de bronchite avec une expectoration abondante, aqueuse et sanguinolente ; la fièvre est parfois légère et l'on pourrait croire qu'on se trouve en présence d'une affection bénigne, si le malade ne mourait invariablement avant la fin du troisième jour. Parfois même des malades, riant, causant et plaisantant, peuvent mourir en l'espace de quelques heures. Voilà précisément ce qui fait l'horreur de l'épidémie et arrête la vie publique en raison de la pa-

nique qui s'empare généralement de tous les esprits. Il faut noter aussi que chez l'homme la pneumonie pesteuse se complique très souvent d'hémorragies sous-cutanées, provoquant la formation de larges tâches noirâtres, qui firent donner le nom de *peste noire* à la grande épidémie qui dépeupla l'Europe au quatorzième siècle. Elle évolua surtout vers l'ouest, en suivant les hordes tartares, qui l'importèrent en Russie. De là elle se répandit rapidement dans toute l'Europe, où elle persista pendant vingt ans et où, en moins de deux ans, elle extermina 25 000 000 d'habitants. Il faut espérer que de semblables épidémies ne sont plus à redouter de nos jours, en raison des grands progrès de l'hygiène ; toutefois, il ne faut pas oublier que la pneumonie pesteuse existe à l'état endémique dans les steppes des Khirgiz, jusqu'au nord de la mer Caspienne, c'est-à-dire aux portes mêmes de la vieille Europe.

La *peste bubonique*, qui constitue la forme la plus fréquente, n'est pas moins redoutable, tout en étant cependant un peu moins grave. Elle est caractérisée par le développement précoce d'une tuméfaction douloureuse, qu'on nomme *bubon* et qui se développe généralement dans l'aine ou accessoirement dans l'aisselle, au cou ou à l'angle de la mâchoire. Si la mort ne survient pas vers le cinquième jour, la convalescence s'établit. Cette affection fut endémique en Europe au moyen âge et les statues de saint Roch, où figure toujours le bubon, ont fait connaître la maladie dans tout le monde chrétien.

Cette peste bubonique est aujourd'hui considérée comme une affection du rat transmissible à l'homme. Le fait est indéniable ; toutefois les rats ne sont ici que les intermédiaires entre la marmotte des montagnes et l'homme. C'est encore sur le plateau du Thibet que la peste bubonique prend naissance, mais, cette fois, c'est par le Midi qu'elle se répand dans le monde. Elle naît dans l'Himalaya, patrie par excellence des marmottes, et elle y sévit avec une telle fréquence, qu'avant de franchir les cols, les commerçants indigènes ont toujours soin d'envoyer en avant des messagers, pour savoir si la peste ne règne pas sur le chemin. Dans ces régions peu accessibles à l'homme, la peste frappe surtout les marmottes, mais les rats, qui abondent dans les vallées, remontent parfois assez haut pour s'attaquer au cadavre d'une marmotte pestiférée. Dès lors la maladie va frapper les rats et fera chez eux de rapides progrès. En général ces rats mènent une vie craintive, s'abritant surtout dans les ravins inhabités et fuyant le voisinage des habitations, parce que l'indigène les poursuit pour les manger. Mais dès que la peste sévit parmi eux, on les voit fuir de tous côtés et se réfugier, au contraire, dans les maisons et dans les écuries, où ils ne tardent pas à

mourir. Dès que les habitants des villages suspendus sur les pentes de l'Himalaya voient cette mortalité sur les rats, ils s'enfuient à leur tour épouvantés. Ils savent, en effet, que c'est là le signal d'une terrible épidémie, la *mahamari* ou grande maladie, qui ravage périodiquement leur pays. En général, elle reste cantonnée dans les provinces indiennes de Gharwal et de Kumaon. En effet, aucun autre village n'acceptant les fuyards d'un village pestiféré, ceux-ci doivent chercher un abri dans la montagne et l'épidémie ne peut guère s'étendre. Mais, à la suite d'inondations, de tremblements de terre et surtout de grande sécheresse suivie de famine, il arrive que les montagnards soient obligés de descendre vers les villes de la plaine. Les rats, ne pouvant vivre dans les villages abandonnés, les suivent, entraînant avec eux la peste. Or, dès que l'épidémie atteint les régions habitées, elle se propage rapidement de ville en ville, gagne les ports de mer et par l'intermédiaire des rats, qui envahissent les navires, elle parvient jusqu'aux nations européennes.

Alors que c'est surtout par la voie de terre que s'étend la pneumonie pesteuse, c'est donc surtout par mer que se transmet la peste bubonique, chaque port contaminé devenant à son tour un nouveau foyer. Telle est du moins la marche de la peste dans les temps modernes.

Mais quand les relations entre les différents pays étaient moins rapides qu'aujourd'hui, la peste bubonique suivait aussi la voie de terre, gagnant de l'Inde la Mésopotamie, le Kurdistan et l'Asie Mineure d'une part et d'autre part la Palestine, l'Égypte et les États barbaresques ; par tous ces points, la contamination de l'Europe était facile.

Sous ses deux formes, la peste, dans sa marche, a donc suivi vers l'ouest les grandes migrations humaines. Peut-être même est-il permis de se demander si elle n'a pas joué un rôle prépondérant dans l'histoire de l'humanité. Il est en effet difficile de savoir ce qui a pu pousser les anciens habitants des hauts plateaux asiatiques à venir, à plusieurs reprises, coloniser l'Europe. Ils y furent peut-être contraints par des changements climatériques, mais rien ne s'oppose à penser qu'ils aient pu fuir devant la peste.

J. Guiard.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

LE CARDINAL DUBOIS

La Bretagne avait donné à Paris le cardinal Richard et la Normandie le cardinal Amette. Leur successeur est originaire du Maine; nos provinces de l'Ouest ont le droit d'en éprouver quelque orgueil. Si l'on consultait un Ordo *de l'époque où le futur cardinal Labouré dirigeait le diocèse évangélisé par saint Julien, on y trouverait plusieurs noms dont s'honore aujourd'hui l'Église de France : Mgr de Durfort, évêque de Poitiers : Mgr Mélisson, évêque de Blois; Mgr Charost, archevêque-coadjuteur de Rennes; enfin, le cardinal Dubois. Ce même diocèse abritait la congrégation des bénédictins de Solesmes, où, près d'un demi-siècle auparavant, avait vécu dom Pitra, qui devint cardinal-évêque de Frascati, pépinière de science, d'art et de piété, dont les beaux chants grégoriens attiraient les amoureux de la pure liturgie. Tout porte à croire que l'abbé Dubois, jeune vicaire au Lude ou à Brûlon, y allait en pèlerinage et qu'il y a puisé ce culte pour la prononciation romaine du latin qui devait plus tard lui rendre si facile et si doux l'accomplissement des instructions de Pie X.*

« — *Moine, disait autrefois au prieur de Solesmes un seigneur de Sablé, si je ne craignais Dieu, je te jetterais dans la Sarthe! — Monseigneur, répondit le moine, si vous craignez Dieu, je n'ai rien à craindre.* » *Les ministres de* 1901 *ne craignaient pas Dieu, et, s'ils n'ont pas jeté les bénédictins dans le fleuve, ils les ont contraints de se réfugier en Angleterre. L'un de ces ministres était un député du département,*

M. Joseph Caillaux. Les campagnes l'avaient élu moins pour ses opinions qu'en souvenir de son père, qui était conservateur. Elles se plaisent à respecter les situations acquises. Et puis, tout de même, elles ne détestaient pas d'avoir un député républicain dans un arrondissement dont la plupart des représentants au Conseil général étaient des gentilshommes royalistes. Le Manceau se dit qu'on a besoin de tout le monde ici-bas et que ni le château n'est à dédaigner ni la préfecture. Il est né malin : M. Caillaux s'est perdu pour avoir poussé l'habileté jusqu'à la ruse la plus basse et à la plus cynique impudence.

Du caractère manceau, Mgr Dubois avait pris, au contraire, ce qu'il contient de meilleur : la finesse. Finesse de l'homme qui connaît les hommes, qui ne les trompera pas, puisqu'il est prêtre, et qui n'entend pas non plus se laisser tromper. La naïveté peut avoir ses grâces, et l'on s'incline devant l'illusion touchante de ce religieux qui louait la grande âme de Waldeck-Rousseau ou de ce journal catholique qui annonçait en 1898 une victoire pour les idées de Léon XIII parce que M. Caillaux avait battu le duc de Doudeauville. Mais une si noble candeur est déplorable chez ceux qui ont mission de gouverner. Promu, vers la quarantaine, vicaire général de son diocèse natal, Mgr Dubois révéla tout de suite des qualités de gouvernement. La situation était difficile. M. Caillaux, flattant à la fois Dieu et le diable, l'Église et le café du Commerce, tendait des pièges à chaque pas. L'évêque était un homme pieux et bon, d'une distinction parfaite et de sentiments élevés, mais qui n'était pas fait pour déjouer les embûches de la politique. M. Caillaux se targuait d'être son ami : en quoi il mentait. Quelques-uns le croyaient, un plus grand nombre le répétaient sans le croire, et le pauvre évêque, accablé de reproches qu'il ne méritait pas, se rongeait de chagrin, à en tomber malade. Peut-être une ou deux démarches imprudentes, une ou deux visites accueillies sans méfiance, avaient-elles donné lieu à ces faux bruits. M. Caillaux n'aurait pas été fâché de se dire en même temps l'ami du vicaire général, mais Mgr Dubois était sur ses gardes, et ne fournit pas le moindre prétexte aux racontars de l'intrigant. Bientôt, il fut appelé au siège de Verdun. M. Caillaux, toujours empressé à faire valoir ses prétendus bienfaits, se vanta de l'avoir fait évêque. C'était encore une contre-vérité; mais on peut être assuré qu'il le vit partir sans regrets.

Transplanté dans la Meuse, Mgr Dubois ne tarda point à y manifester ses dons de chef. C'est une entreprise fort délicate que d'avoir à manœuvrer sur un terrain qu'on ignorait la veille, et si différent de

celui qu'on vient de quitter. D'aucuns n'y arrivent qu'après un long apprentissage. Mgr Dubois n'a jamais eu beaucoup de temps devant lui, puisque la volonté du Souverain Pontife l'a transféré en quelques années de Verdun à Bourges, de Bourges à Rouen, de Rouen à Paris. Il est rare qu'un prélat français ait occupé tant de sièges. Cela prouve précisément, s'il est permis d'employer une expression profane, qu'il a « réussi » très vite, et partout, puisque à chaque vacance d'un poste plus important, Rome fixait aussitôt les yeux sur lui. Pendant la guerre, Benoît XV, désireux de donner à notre pays une marque spéciale de sa bienveillance, fit entrer trois Français dans le Sacré Collège; cette fois encore, Mgr Dubois se trouvait tout naturellement désigné. Il fut nommé cardinal, avec le titre de Santa Maria in Aquiro. C'est une petite église, toute proche de la place Colonna. Quand je suis à Rome, j'y pénètre presque chaque matin : le portrait du cardinal titulaire, selon l'usage, est cloué au mur, et fait vis-à-vis au portrait du pape régnant; on respire comme un air de France, à contempler cette physionomie affable, souriante, franche, où domine cette finesse dont nous parlions tout à l'heure. Et l'on n'a pas de peine à comprendre qu'il ait moissonné les succès sur son passage.

Mais il n'en est pas d'un évêque comme d'un candidat aux élections législatives. Celui-ci peut se contenter de plaire : on demande à l'évêque des vertus plus solides. Chez le cardinal Dubois, la séduction personnelle est au service de principes très francs, et qui n'hésitent jamais à s'affirmer. Pie X, qui le tenait en grande estime et affection, l'avait désigné, en 1912, *pour prendre part, comme « modérateur » si on ose dire, à la Semaine sociale de Bourges. Les fortes vérités qu'il émit à cette occasion méritent de rester dans toutes les mémoires : « L'Église, dit-il, est une société hiérarchique, c'est-à-dire fondée sur l'autorité. Là est sa véritable assise. Elle combat les sophismes menteurs mis en honneur par la Révolution. Elle n'admet pas cette égalité menteuse ni cette vague fraternité qui s'écartent de la réalité totale. L'autorité est nécessaire à toute société, la liberté n'est pas la licence. » Il disait encore : « Montrez, messieurs, que vous savez assurer la conservation des traditions qui sont l'honneur de l'humanité et la base des plus solides assises sociales. L'étatisme est une hérésie néfaste... La Révolution a détruit les organisations professionnelles, elle a séparé le capital du travail, il s'agit de les réunir à nouveau. » Dans un autre ordre d'idées, c'est aussi une vigoureuse affirmation doctrinale que sa lettre à M. de Lamarzelle* (27 *février* 1917) *pour protester contre l'incorporation dans les troupes combat-*

tantes des ecclésiastiques soldats qui n'y étaient pas encore versés. Que l'héroïsme du clergé français sur les champs de bataille ait suscité des résultats heureux, personne ne le conteste, mais il importait de rappeler les droits de l'Église, qui sont imprescriptibles : « L'immunité ecclésiastique, écrivait le cardinal Dubois, fut toujours respectée au cours des siècles. Jusqu'à nos jours, aucune puissance n'avait imposé aux clercs le service militaire personnel. Leur enrôlement aux armées est une des formes modernes de la persécution religieuse, une conséquence des principes de la Révolution, qui prétend légiférer en dehors de Dieu et de la religion. » Et, si nous remontons en arrière, voici encore une lettre bien éloquente, où Mgr Dubois, évêque de Verdun, s'élève contre l'installation d'un collège de jeunes filles dans les locaux du grand séminaire. Cet immeuble, dit-il, est sacré : « Il l'est par les bénédictions qui l'ont inauguré, par les générations qui s'y sont succédé; il l'est par les enseignements donnés et par les leçons reçues..., il l'est aussi par le sol même sur lequel il se dresse et qui garde les tombes de tant de vénérables prêtres. » Trois textes qui suffisent à faire voir dans le cardinal Dubois un gardien énergique de la tradition, un pasteur qui défend les droits de son troupeau, un docteur qui ne recouvre pas l'éternelle vérité sous les artifices du langage.

On en trouverait d'autres en parcourant ses lettres *pastorales, par exemple celle de* 1911 *sur la mauvaise presse : « Vous regarderez le mauvais journal comme un ennemi. Vous lui fermerez l'entrée de votre maison. Vous n'y serez pas abonné. Vous ne l'achèterez pas, ni chaque jour, ni à l'occasion. Vous ne le lirez pas. » Impossible d'édicter des règles plus précises. Ce prélat aimable et fin possède aussi la netteté. Il ne manque pas non plus, quand le sujet l'y porte, de parler avec son cœur. On le sent disciple de saint François de Sales, qu'il a dû beaucoup lire, et auquel il emprunte parfois ses formules : « Ce m'est joie pieuse », écrit-il quelque part.*

Un jour que Mgr Freppel disait, à la tribune du Palais-Bourbon : « Nous, catholiques Français... », toute la gauche, comme obéissant à une consigne, se rebiffa, criant : « Non! pas Français! Romains! » Et, pendant toute la séance, chaque fois que le député du Finistère revendiquait son titre de Français, la même clameur retentit : « Pas Français! Romain! » Cette injurieuse opposition n'a plus cours désormais que dans les cercles les plus arriérés. Le cardinal Dubois est profondément « romain » en ce sens que nul n'est plus attaché au successeur de saint Pierre, plus fidèle à s'inspirer des directions du Vatican;

personne ne lui chicane la qualité de Français. M. Clemenceau était sans doute de ceux qui interrompirent jadis Mgr Freppel, et c'est lui qui, avant d'abandonner le pouvoir, confiait au cardinal Dubois le soin de faire rayonner en Orient le prestige de la France. Comment l'archevêque de Rouen s'est acquitté de sa mission, tous les journaux l'ont dit, même les plus étrangers à la foi chrétienne. Ce voyage l'a rendu célèbre, et quand le cardinal Amette succomba prématurément, il n'y eut qu'une voix pour désigner le cardinal Dubois comme son successeur nécessaire. En Orient, comme ailleurs, le cardinal Dubois avait « réussi ». Tous les Parisiens lui souhaitent et lui prédisent, dans leur ville, le même destin propice.

Dans son discours de réception à l'Académie française, Mgr Duchesne a raconté l'anecdote du jésuite brahmane, richement vêtu et porté en palanquin, qui croise sur les routes un jésuite paria, misérablement accoutré. Il eût voulu lui tendre fraternellement la main. Les rites ne le permettaient pas, et il dut passer majestueux, sans laisser tomber les yeux sur le confrère pauvre. Lequel des deux avait le cœur plus serré? « Je gage que c'était le brahmane », disait Mgr Duchesne, et, notant à ce propos que le cardinal Mathieu, son prédécesseur chez les Quarante, avait jeté plus d'un regard d'envie sur la voie douloureuse : « Ah! messieurs, concluait-il, comme je le comprends! » Il ne faudrait pas induire de cet apologue que les honneurs sont pour le prêtre une source de joie où son amour-propre se complaît. Ils traînent derrière eux un lourd fardeau de responsabilités. La voie douloureuse, le cardinal Dubois, comme tous ses collègues, l'a connue pendant ces dures années où les lois de 1901 et de 1905 faisaient sentir leurs effets qui ne sont pas encore évanouis, et l'on a presque honte à voir la presse exalter sa « brillante carrière », quand on sait quelles épreuves assiègent sans relâche un palais épiscopal. Nous ne distinguons que les apparences. Ce qu'il y a de brillant dans de pareilles vies, l'Église et la Patrie en recueillent le bénéfice. Mais il est des angoisses et des souffrances que la pourpre ne supprime pas, si elle les dissimule au public, et dont le prêtre le plus haut placé garde jalousement le secret. Le jésuite brahmane n'est qu'un mythe, si son histoire veut dire que la parure fait le bonheur.

***

La défense de nos richesses minières contre les Allemands.

Grâce aux expéditions de bauxites qu'elle reçut de Provence avant la guerre, l'Allemagne a pu pendant la guerre employer l'aluminium à de très nombreux usages. Il nous paraît intéressant de montrer quel fut l'effort de nos ennemis pour accaparer nos bauxites, d'exposer la richesse pour l'après-guerre que possède la France dans ces minéraux et de marquer quelle arme nous enlèverions à une Allemagne rancunière en lui rendant impossible un nouvel accaparement des bauxites françaises.

La bauxite est une terre rouge qui fut découverte aux Baux-en-Provence par le savant Berthier, en 1822. C'est un mélange d'alumine, d'oxyde ferreux et de silice. La qualité qui est utilisée industriellement pour être transformée en alumine, puis en aluminium, doit contenir 60 pour 100 d'alumine et au maximum 3 à 4 pour 100 de silice. Ce sont cette forte teneur en alumine et encore plus peut-être cette faible proportion de silice qui font la valeur de la bauxite comme minerai d'aluminium. Certaines argiles de remplacement ont pu être employées par l'Allemagne à la fin de la guerre qui épuisa ses stocks ; elles ne contenaient parfois que 20 pour 100 d'alumine et donnaient un métal impur et difficile à former. Aussi nos gisements français, qui sont les plus purs du monde, seront-ils toujours les plus recherchés.

La bauxite constitue le véritable minerai d'aluminium ; non pas qu'elle soit la seule à contenir de l'alumine ; presque toutes les argiles en ont ; à l'état pur, c'est toute une série de pierres précieuses, corindon, saphir, rubis. Mais la bauxite est la seule utilisable facilement. Pour en extraire l'alumine, on l'attaque, préalablement grillée, par une solution d'acide caustique. On obtient un aluminate de sodium qui, lavé, laisse déposer l'alumine. La quantité d'alumine produite correspond à peu près à la moitié de la quantité de bauxite utilisée. Quatre tonnes de bauxite donnent deux tonnes d'alumine ; ces deux tonnes d'alumine donneront à leur tour une tonne d'aluminium. Nous allons voir comment.

Pour produire l'aluminium, on traite l'alumine au four électrique. L'alumine en dissolution dans un bain de fluorures fondus est dissociée en ses deux éléments, l'oxygène et l'aluminium, par le passage du courant électrique ; l'oxygène brûle au charbon des élec-

trodes positives ; le métal fondu s'accumule à la base du four où on le recueille dans des moules, par un orifice de coulée. Des rechargements d'alumine maintiennent la continuité de l'opération ; les florures se reconstituent au contact de l'alumine qui est presque seule décomposée. La production d'un kilogramme d'aluminium exige comme énergie électrique 30 à 40 kilowatts-heure ; comme matière première, 700 grammes d'électrodes en charbon, 150 grammes de cryolithe, 200 grammes d'autres fluorures et 2 kilogrammes d'alumine.

D'ailleurs, les procédés varient d'une usine à l'autre, et assez rapidement se modifient. Ce sont des Français qui ont découvert les premiers procédés, comme d'autres Français découvrirent la bauxite elle-même qui porte un nom français et provençal, celui de cette mine glaiseuse de Baux qui est un des sommets de la vieille Provence.

C'est en effet Berthier, nous l'avons vu, qui l'y découvrit en 1822. Daubrée, en 1868, signala à la *Société géologique de France* les gisements de Balaruc. En 1870, Coquard remit à la même Société un grand mémoire documenté. En 1853, Sainte-Claire Deville donna une première méthode pour la production chimique du nouveau métal qui, avec Wohler (1827), était resté simple curiosité de laboratoire. D'autres Français, Minet et Hérault, créèrent les méthodes de production industrielle par l'emploi des fours électriques. Sainte-Claire Deville, à qui l'on doit la métallurgie de l'aluminium, réduisait au rouge, aidé de la cryolithe, fondant puissant par le sodium, du chlorure double d'aluminium et de sodium. Suivant cette méthode, une société française fondée à Salindres en Languedoc tirait pour la première fois, et suivant les procédés de Sainte-Claire Deville, de l'alumine des bauxites de Baux. Aussi, a-t-on proposé d'appeler l'aluminium *le métal français*.

La métallurgie de l'aluminium est donc bien française comme l'origine et la découverte du minerai. Comment, dans ces conditions, avons-nous laissé l'Allemagne nous précéder dans l'industrie nouvelle, c'est ce que ces lignes ont pour but de montrer.

L'aluminium, dès que son prix de revient, qui avait été de 1 000 francs, tomba à 100 francs (en 1883), fut fort recherché et utilisé. Incroyablement léger, le métal nouveau a de nombreuses propriétés. Sa densité est celle du verre et de la porcelaine, trois fois plus faible que celle du fer, trois fois et demie plus faible que celle du nickel ou du cuivre, quatre fois plus que celle de l'argent et du plomb. Inattaquable aux acides, inoxydable aux températures ordinaires où les autres matériaux s'altèrent. Ductible, malléable, facile à travailler par le moulage, le laminoir, la filière, le marteau et la

lime, s'il n'est pas dur, l'alliage l'alourdit, lui donnant la résistance de l'acier. Aussi est-il préféré aux autres métaux quand on veut réduire le poids des appareils.

Dans la paix, l'aluminium fut le métal favori des artisans en articles de Paris, des fabricants d'articles de cuisine, des emballeurs de produits alimentaires. Réduit en poudre, il est utilisé dans les peintures métalliques (il recouvre les radiateurs). Extrêmement sonore, il est utilisé pour les cordes instrumentales, les timbres, les sonneries. Il a servi de monnaie propre et légère. L'automobile et l'aviation l'ont beaucoup utilisé ; aussi, la coutellerie, la fabrication des instruments de chirurgie ; de plus en plus, l'industrie des machines. Il est à la base de l'alumino-thermie, son avenir dans ce domaine est immense.

Mais c'est la guerre qui en a fait le plus grand usage. C'est pour cela que l'Allemagne qui la préparait est venue le voler en Provence.

Chaque soldat boche est parti avec un matériel de 700 grammes d'aluminium, casque, marmite, bidon, gamelles, quarts. Dès 1915, les fusées d'obus étaient en aluminium ; en aluminium aussi la construction et le blindage des aéroplanes militaires, la construction et l'équipement des camions-autos, le blindage et la carcasse métallique des zeppelins, les pastilles incendiaires.

Ainsi l'aluminium tiré des bauxites extraites des entrailles de la mère Provence est revenu sur ses fils, les tuer.

La production, grâce à ces besoins, n'a cessé d'augmenter.

Le prix du kilogramme d'aluminium, qui était de 1 250 francs en 1835, passait à 78 francs en 1886, à 3 francs en 1900, 2 francs et 1 fr. 50 en 1912 et 1914. La production passe de 7 300 tonnes en 1900 à 20 000 en 1905, 43 800 en 1912, 68 000 en 1914.

Cependant, alors que la France donnait, en 1912, 258 989 tonnes de bauxites sur une production mondiale de 433 935, notre fabrication d'aluminium ne suivait pas la même progression. Cela à cause des Allemands qui venaient prendre nos bauxites et les traitaient chez eux. En 1912, nous exportions 6 600 tonnes d'aluminium contre une importation de 90 tonnes. Sur une extraction annuelle de 320 000 tonnes de bauxites, la France traitait 100 000 tonnes à peine. L'Allemagne, chez elle et en Suisse, traitait la meilleure part. Ainsi, sur une production mondiale de 150 000 tonnes d'aluminium en 1916, la France, qui est la patrie des bauxites, donnait 20 000 tonnes alors que l'Allemagne, pourtant sevrée de nos envois, en produisait autant !

Pour mesurer l'étendue de notre richesse en bauxites, examinons les répartitions de ce minerai à travers le monde. On trouve aux

États-Unis, en Géorgie et dans l'Arkansas une bauxite chargée de trop de silice pour être précieuse. On en a découvert aussi en Guyane, dans l'Afrique du Sud, en Irlande, en Autriche. Mais c'est la France qui possède les gisements les plus nombreux, les plus facilement exploitables, les plus riches. Ce sont nos régions méridionales de Languedoc et de Provence qui contiennent ces gîtes.

Le tableau suivant donnera les précisions nécessaires sur la production des bauxites (en 1912) :

France	258 989	tonnes.
États-Unis	162 423	—
Grande-Bretagne	5 882	—
Italie	6 701	—
	433 935	tonnes.

La France donnait donc, dès l'avant-guerre, plus de la moitié de la production mondiale. Elle donnait des bauxites blanches et des bauxites rouges.

Les bauxites blanches sont employées pour la fabrication des obus, l'imperméabilisation des tissus, et dans de nombreuses industries chimiques ; le Creusot les utilisait pour faire ses briques réfractaires. Des bauxites blanches, on tire le sulfate d'alumine qui est employé sur une très haute échelle dans l'industrie de la papeterie, dans la mégisserie et dans la fabrication des couleurs, des émeris, des corindons et des produits réfractaires.

Mais c'est la bauxite rouge, mère des alumines et de l'aluminium, qui est de beaucoup la plus précieuse et la plus recherchée. On la trouve dans l'Ariège et dans l'Hérault, aux terroirs de Loupian, Bédarieux, Villeveyrac ; c'est là qu'en 1873 la première mine de bauxite fut ouverte par Augé (de Montpellier) (1). C'est la Provence, comme on va le voir, qui est la plus favorisée.

La production était ainsi répartie en 1913 :

Ariège	3 150	tonnes.
Hérault	43 800	—
Bouches-du-Rhône	4 270	—
Var	258 074	—
	309 294	tonnes.

Les gisements des Bouches-du-Rhône ne sont pas négligeables. Il ne faut pas oublier que ce sont les Baux qui donnèrent leur nom à la

(1) C'est un chef de section de la Compagnie du Midi qui constitua la première société pour l'exploitation des bauxites, au capital de 5 000 francs !

bauxite. C'est dans ce berceau nominal, tout plein de l'histoire de la Provence, que Berthier en 1822 découvrit le minerai qu'il y baptisa. Sur deux kilomètres, des Deffands au Paradou, douce patrie du félibre paysan Charloun Rieu, au pied des Baux, on trouve le minerai. A côté, une nouvelle bande va de Mont-Paon à Maussane ; elle est exploitée depuis quarante ans. Au Mas Rouge, aux Calours, à Parisot, les gîtes sont fournis. Tous ces noms chantent dans une mémoire provençale ; ils sont ceux des fermes du terroir *baussenq* que, dans son *Noël des bergers*, chanté à la messe de minuit, Charloun Rieu fait défiler. Quant à Mont-Paon, il donna un pseudonyme à Mistral qui vingt ans signa ses articles dans *l'Aïoli* et les gazettes félibriennes, *Guy de Mount-Pavoun*. Et les Baux, les Baux de Fanette de Gantelme, des princes à l'Étoile, de *Bautezas*, n'est-ce point le sommet historique et sacré de la Provence légendaire?

Dans le pays de Marseille, on trouve encore quelques gîtes à Alland et à Auriol.

C'est le pays de Brignoles qui est le plus riche. Les filons sont ici réguliers ; le minerai présente une richesse incomparable ; à peine y trouve-t-on 2 à 3 pour 100 de silice.

Les gîtes varois, répartis en deux plis, se suivent, nourris, de Saint-Maximin au Luc et du Luc à Nans par Brignoles. On y trouve tour à tour les gîtes du Recon, des Cantouls (que viennent d'accaparer des Norvégiens), de Cabasse, de Vino, de la Blanche, de la Cavalerie, de la Val-le-Duc, des Ollières. Puis, ceux de Flassans, Conys, Mazauges, la Beaune-Saint-Michel, Rougiers, Campason-Rognettes, la Cumière, Misère, le Revest. Tous ces noms évoquent des terres rouges et chaudes, des assises mêmes de la vieille Provence. Ils ne rendent que plus douloureux le souvenir de la mainmise allemande sur cette terre fortunée.

L'Allemagne en effet était parvenue aux années d'avant-guerre à accaparer ces trésors. Par quatre sociétés, elle ravitaillait ses usines d'alumine, car elle ne possède pas un gramme de bauxite pur. Tout l'aluminium produit chez elle venait des bauxites de Provence.

L'*Aluminium Industrie Aktien Gesellschaft* (Société par actions pour l'industrie de l'aluminium) à *Neuhausen*, plus ordinairement nommé *Compagnie de Neuhausen*, avait été constituée en Suisse par un groupe où les éléments allemands dominaient. Son conseil d'administration, composé de douze membres, comptait sept Allemands et un Autrichien qui y représentaient les grandes banques allemandes ; Carl Furstenberg y était pour la *Berliner Handelsgesell.*, P. Markiewitz pour la *Deutsche Bank* dont il était directeur, Ed. Pal-

mer pour la *Laender Bank* dont il était vice-président, et enfin le fameux Emil Rathenau, que tous les lecteurs de *l'Avant-guerre* connaissent, pour l'*Allgemeine Elektricitæts* dont il était fondateur et directeur. Un Delbrück complétait le tableau allemand.

Neuhausen possédait six usines, en Allemagne à Rheinfelden et Goldschmieden, en Autriche à Lend-Gasten, en Suisse à Neuhausen et Chippis (Valais) et en France à Saint-Louis-les-Aygalades près Marseille.

Fondée en 1888 par Delbrück, *Neuhausen* voyait passer son capital de 16 millions en 1898 à 35 millions le 21 avril 1914. Les dividendes distribués furent de 10 pour 100 en 1895 et 1896, 26 pour 100 en 1906, 20 pour 100 en 1912. En 1914, chaque administrateur se donnait un million.

En 1913, *Neuhausen* possédait 62 millions de francs d'établissements construits, dont 37 millions amortis. Les ventes des produits fabriqués avaient donné 177 millions, dont 31 millions et demi versés comme dividendes ; pendant les quinze années écoulées, la moyenne du dividende avait été de 15 pour 100. Et cela uniquement grâce aux bauxites de la malheureuse Provence !

L'usine des Aygalades-Marseille passait, en 1913, de 6 millions à 7 184 860, 15. Elle travaillait les bauxites rouges extraites dans les gisements suivants du Var, exploités par *Neuhausen* et ses filiales.

Du gîte du Thoronet, *Neuhausen* tira 70 000 tonnes. A Cabasse, sa production était de 15 000 kilogrammes par an. A la Celle-Mazange, on extrayait quatre tonnes par jour. Mais c'est surtout par ses filiales que la compagnie était ravitaillée.

Le 31 octobre 1914, *Neuhausen* fut placée sous séquestre ; elle fit appel de cette décision et perdit ; en février 1915, elle remplaça ses administrateurs allemands et autrichiens par des Suisses pour obtenir mainlevée de séquestre comme l'annoncera la *Gazette de Francfort* (11 février 1915). Mais Victor Fabre, qui était alors premier président de la Cour d'Aix, se refusa à être dupe de ce tardif maquillage. *Neuhausen* demeura séquestrée. A cette heure, elle développe ses usines de Chippis (Valais), voisines de la France, où elle attend de nouveau nos bauxites qu'elle désespère de pouvoir traiter chez nous directement.

Pour œuvrer plus à l'aise en France, durant l'avant-guerre, *Neuhausen* avait créé une filiale, la *Société française pour l'industrie de l'aluminium* (30 mars 1909).

Le capital était de deux millions ; le siège social, à Paris, rue Lafayette, 85, mais les assemblées générales de cette compagnie

française se tenaient à Zurich. Les administrateurs étaient Suisses. Le capital était ainsi composé :

1° Aluminium Industrie Aktien Gesellschaft, à Neuhausen.	1 950 actions.
2° Divers (Suisses)	50 —
	2 000 actions.

Neuf dixièmes des actions de cette société *française* appartenaient à la société allemande qui sera séquestrée. Mis le titre de compagnie *française* suffit à convaincre les gogos, éteindre les scrupules des gens peu dégoûtés et rendre plus difficile la tâche des quatre ou cinq Français que nous étions, durant l'*avant-guerre*, à révéler l'envahissement et la préparation allemande sur notre propre sol. En 1914, la filiale de *Neuhausen* fut, elle aussi, séquestrée.

Nous en arrivons aux Giulini. Des misérables, ces industriels-là. Nous avons eu maille à partir avec eux dès longtemps et avons fini par enlever leur condamnation. Mais, échappés, réfugiés en Suisse, créant une usine à la frontière, en Valais, à cinq kilomètres de la Savoie, ils ont confiance dans la troisième manche qu'ils préparent ouvertement. Giulini possédait des usines d'aluminium à Mundenheim et à Ludwigshafen. Il créa, pour opérer en France à son aise, la *Société de l'aluminium et des produits chimiques* (1912), 35, rue de Ponthieu, Paris. A Lyon et à Trigny (Rhône), à Dijon, il s'installa ; mais c'est en Provence qu'il devait être maître. Il acquit du marquis Colbert du Cannet, au Cannet-du-Luc, ses magnifiques gisements, les premiers peut-être de la Provence, et les exploita d'une manière remarquable et active. Nous ne nous lassâmes de dénoncer Giulini qui s'abritait sous le masque de sa compagnie parisienne. La guerre ne l'arrêta pas. Bien que ses entreprises fussent placées sous séquestre, il ne cessa son œuvre. Nous ne cessâmes nos accusations. Finalement, la justice militaire s'occupa de lui. Giulini fut, le 7 février 1916, condamné à la détention perpétuelle dans une enceinte fortifiée. Échappé, il a dépensé cinq millions à construire une usine pour traiter les bauxites et les alumines à Martigny-Bourg, en Valais, à une heure de la frontière française. Laisserons-nous nos bauxites de Provence en prendre le chemin? Pour la paix du monde, pour le désarmement de l'Allemagne qui sans nous ne peut avoir d'aluminium, nous devons l'empêcher.

La dernière entreprise qui nous intéresse est la *Société anonyme des bauxites de France.* Constituée par des Français à Marseille, elle fait place, dès sa création, à Giulini qui recevra 500 actions. C'est elle qui recevra de Giulini le soin d'exploiter les carrières du Luc dont il a acquis les gîtes. Giulini recevra par elle les bauxites qu'il

traitera dans ses usines. Du seul gîte du Recou, il recevra 50 000 tonnes par an. Dans un de ses prospectus, la société écrit : « Le gisement de Loupian, de l'aveu de M. Giulini qui s'y connaît et qui est, en outre, le plus important consommateur de bauxites en Allemagne... » C'est un aveu, en effet. *Les Bauxites de France* exploitaient les gîtes de Pontevès, Tavernes, le Cannet-du-Luc, le Val, la Celle, le Paradou, Maussane, les Baux, Loupian. Leur production était considérable ; celle, seule, du Recou était de 100 000 tonnes. Leur exploiteur disait des gîtes de Baux : « Les gisements de Maussane et de Paradou-les-Baux trouvent des consommateurs en France, en Allemagne et en Angleterre. » Les bauxites de Baux, les assises éclatantes du haut plateau vénérable allaient en Allemagne forger les armes de la guerre ! *Les Bauxites de France* furent absorbés par *Neuhausen*. Déjà les deux compagnies avaient le même administrateur délégué Schindler, le représentant de Marseille était l'Allemand Baumann. *Neuhausen* acheta les actions de la compagnie française mais lui laissa un conseil d'administration français pour tromper le public. Le tribunal de Marseille et la Cour d'Aix ne se laissèrent pas prendre à cette supercherie, voisine de celle de Théodore Mante, et placèrent la société dite des *Bauxites de France* sous séquestre (février 1915).

Ainsi furent mises dans l'impossibilité de nuire ces entreprises qui n'avaient eu pour but que de fournir à l'Allemagne ce précieux aluminium qui lui permit de nous faire la guerre et dont elle ne pouvait à elle seule produire un seul gramme, n'ayant pas de gîtes de bauxites exploitables et purs.

Cette longue exposition achevée, le devoir d'après-guerre apparaît tout clair. L'aluminium est le métal de l'avenir ; nous possédons les plus vastes gisements de bauxites de l'univers ; nous avons tout ce qu'il faut pour les traiter chez nous, entre Français ; n'y manquons pas. Nous n'avons besoin ni des Allemands, ni des Suisses, ni des Norvégiens pour cette exploitation. Et cependant déjà les Allemands, Giulini en tête, sont à la frontière. Des Suisses suspects demandent pour eux des mainlevées de séquestre et des liquidations à leur profit. Des Norvégiens se sont installés à Rousset (Bouches-du-Rhône).

Les industriels français ont devant eux une grande tâche à laquelle ils ne doivent manquer. Les propriétaires du sous-sol, puisque les bauxites sont placés dans le régime des carrières et non dans celui des mines, ont le leur. Il nous faut extraire nos bauxites nous-mêmes, en tirer les alumines et produire l'aluminium nous-mêmes. Ce n'est pourtant pas difficile.

L'importance de nos réserves reconnues est formidable ; elle est évaluée à 12 millions de tonnes dont 4 867 000 tonnes de bauxites rouges de premier choix, 4 625 000 tonnes de deuxième choix et 3 163 500 tonnes de bauxites blanches diverses. Ce n'est pas rien. 200 000 H. P. équipés aux Alpes de Provence, en Dauphiné et en Savoie sont prêts à traiter nos minerais. Il faut les leur réserver. L'avenir de cette industrie est considérable. Ses demandes le sont déjà.

Le plus simple serait, pour empêcher le retour des Boches ou leur remplacement par des neutres, de placer les carrières de bauxites dans le régime des mines. On m'assure que le grand patronat et les propriétaires de gisements n'en veulent pas, pas plus que les camarades de la Sociale opposés à toute concession nouvelle de mine. Le mieux est de se ranger au projet officiel qui va être déposé et qui mettra bauxites et aluminium hors des mains dangereuses. Ce projet, qui interdit à qui n'est pas des nôtres, sept professions, vise les carrières (bauxites) et les usines de produits chimiques intéressant la défense nationale (aluminium). C'est une solution. Elle est facilement réalisable.

Il faut désirer la voir votée par le Parlement. Elle mettra dans la main des producteurs français une énorme source de gains. Elle écartera une cause de guerre en empêchant l'Allemagne de voler des armes chez nous. Cette considération doit l'emporter.

Je n'oublie pas que les meilleurs de mes amis varais, Lionel des Rieux, Marie Ricard, Jean du Malmant, félibres du pays de Brignoles, ont été tués dans la guerre de l'Allemagne. L'obus qui les a renversés était fait avec le suc même de la terre mère qui avait vu naître ces braves et pour laquelle ils se battaient. De grâce, ne voyons plus d'horreurs pareilles, des fils tués par leur mère.

MARCEL PROVENCE.

Les régions libérées et le rôle de l'État.

Lorsque j'étais très jeune, j'avais pour camarade de jeux un excellent garçon, ni très intelligent ni très méchant. Comme il était fils de bourgeois, il s'en fut étudier les belles-lettres au lycée le plus voisin. Est-ce la faute du proviseur, est-ce la sienne, on ne sait, toujours est-il qu'à force de redoubler ses classes, il n'avait pas encore atteint la rhétorique quand le service militaire vint le happer. Je le revis l'an passé. Il errait mélancoliquement par le monde à la

recherche d'une situation sociale. Un notaire lui offrit cinquante francs par mois « pour faire les courses » ; il fut employé dans les bureaux d'une mairie à découper les bons de pain. Aujourd'hui, il appartient au ministère des Régions libérées. Il touche une dizaine de milliers de francs chaque année sous forme de traitement et quelques centaines de francs supplémentaires sous forme d'indemnités, rappels et allocations. J'ajouterai qu'il a un bureau personnel et qu'il travaille de temps en temps. Mais je dirai aussi que, malgré tout cela, il est honni et méprisé par ses amis les plus fidèles : *Il est aux Régions libérées*, aux R. L. !

Il faut avoir parcouru les départements dévastés pour comprendre ce sentiment et pour voir à quel degré d'impopularité peut prétendre l'administration que dirige M. Ogier, successeur de M. Tardieu.

Avant toute chose, on lui fait grief de son personnel. Il comprend sans doute nombre d'hommes consciencieux et dévoués, mais, dans la hâte du recrutement, on n'a pas trop examiné les titres des candidats et on a admis sans difficulté des personnages d'une moralité douteuse. Ayez la curiosité d'ouvrir une des nombreuses gazettes qui se publient dans la Somme, la Meuse, l'Aisne ou les Vosges. Vous y trouverez régulièrement, en bonne place, une petite *Chronique des R. L.* avec des sous-titres tels que ceux-ci : « Un chef de chantier des R. L. arrêté. » « Un scandale au camp automobile de X : quinze employés arrêtés. » « Est-il vrai que l'on va exiger le casier judiciaire de tous les employés des R. L.? » « Les employés des R. L. en correctionnelle », etc. Les défaillances qui ont appelé une intervention judiciaire sont évidemment l'exception. Elles n'en sont pas moins fâcheuses.

Autre reproche : il y a trop de services et pas assez de compétences. On a pris au hasard des rencontres, des offres, des recommandations. On a confié des tâches difficiles à des hommes qui, en dépit de leur bonne volonté, n'étaient nullement préparés à les remplir. Des bévues incommensurables ont été commises. Les services chevauchent les uns sur les autres ; leur action n'est pas liée ; les erreurs s'accumulent, se multiplient et finalement rien n'est fait.

Lorsque M. Millerand visita le Nord-Est de la France en août dernier, il fut copieusement harangué par les maires, les députés et les conseillers municipaux. Ces discours familiers sont bien différents de forme, mais tous, au fond, disent la même chose. Celui-ci est prudent et procède par insinuation : « Quel spectacle réconfortant c'était de voir les maires rentrer les premiers et vivre dans des conditions toutes primitives, mais *alors* enthousiasmés de l'espérance créée par les encouragements et les promesses officielles. »

Quelles déceptions cache cet *alors?* Celui-là est net et catégoqique : « Si vous étiez arrivé ici incognito, il y a quelques semaines... » Cet autre est âpre et brutal : « On a travaillé au jour le jour, dans la confusion, dans l'incohérence... Personnel recruté on ne sait comment..., nuée de fonctionnaires livrés à eux-mêmes..., promesses qui ne sont jamais tenues... Je me refuse à être le complice de la gabegie dont nous sommes les témoins et les victimes. »

M. Poincaré lui-même s'est associé à ces plaintes et, au conseil général de la Meuse, il a fait le procès des R. L. avec une modération qui rend la sentence d'autant plus dure : « Vous a-t-on dit, monsieur le Préfet, qu'il y a dans la Meuse — et ailleurs aussi peut-être — un divorce presque général entre les habitants du pays et les services des Régions libérées?

« Entendons-nous ; on rencontre, çà et là, de rares et heureuses exceptions ; je les ai soigneusement notées, et le compte n'en est pas très long. Le plus souvent les fonctionnaires de cette administration campent dans les restes de nos villages comme en pays conquis ; ...ils font passer leurs aises et leurs fantaisies avant les besoins des sinistrés ; ...de la plupart des communes, m'est arrivée cette prière significative et, sans doute, un peu sommaire : « *Débarrassez-nous des Régions libérées.* »

Il serait injuste de ne s'arrêter qu'aux mauvais côtés. Les « Régions libérées » n'ont sans doute pas commis tous les crimes dont elles sont accusées. Il est vraisemblable qu'en certains cas on pourrait leur accorder le bénéfice des circonstances atténuantes, ou même les acquitter comme ayant agi sans discernement. Le véritable mal, le mal principal n'est pas dans les défauts individuels. Il est au point de départ.

On a confié à l'État la reconstruction de dix départements. Eh bien ! l'étatisme a produit ses effets ordinaires. L'État, qui est puissamment armé pour résoudre les grandes questions nationales, n'est pas outillé pour régler et diriger dans le menu la vie quotidienne de plusieurs milliers de villages. Il s'embarrasse dans l'infini des questions qui, pour le bien, devraient être étudiées et résolues une à une. Ne sachant comment s'échapper de tant de cas particuliers, ne se résignant pas à abdiquer, il taille, coupe, tranche, décide, révoque sans réflexion et sans raison, parce que c'est son métier de tailler et de décider. Le gaspillage, l'inertie, les contradictions, les tracasseries, tout est sorti d'une mauvaise conception politique. Les coopératives de reconstruction, les communes, les conseils locaux, les autorités locales auraient exécuté plus rapidement et à moins de frais un travail meilleur.

Une fois de plus l'État est sorti de son rôle pour se mêler de ce qui ne le regardait pas. Une fois de plus, il a eu tort.

PIERRE GAXOTTE.

LES FAITS DE LA QUINZAINE

FRANCE. — *Annoncée le* 15 *septembre, la démission de M. Paul Deschanel, président de la République, était officielle le* 17. *Dans son message aux Chambres, lu le* 21, *le chef de l'État exposait que son état de santé ne lui permettait pas de conserver plus longtemps ses hautes fonctions.*

M. Millerand, qui avait subordonné son acceptation à la condition qu'il n'y aurait qu'un candidat unique d'union nationale à la présidence de la République, a été désigné à la réunion plénière du 22 *par* 528 *voix contre* 157 *à M. Raoul Péret et* 113 *à M. Léon Bourgeois.*

Il était élu le lendemain à Versailles par 695 *voix sur* 892 *votants. L'extrême gauche radicale-socialiste avait voté blanc, et* 69 *socialistes s'étaient comptés sur le nom de M. Delory. La crise présidentielle, ouverte par le passage de M. Millerand à l'Élysée, a été résolue le* 24. *Le cabinet ancien demeure en fonctions, et M. Georges Leygues en prend la présidence, ainsi que le portefeuille des Affaires étrangères.*

1er octobre. — *Le cardinal Dubois, archevêque de Rouen, est nommé archevêque de Paris, en remplacement du cardinal Amette, décédé.*

L'ALLEMAGNE ET LE TRAITÉ DE PAIX. — *La quinzaine a été marquée par le progrès sensible des idées monarchistes et fédéralistes en Bavière. Le* 24 *septembre, s'est ouverte la conférence financière de Bruxelles, convoquée par la Société des nations. Les délégués allemands se sont efforcés d'y représenter comme lamentable la situation de leur pays qui serait, d'après eux, dans l'impossibilité matérielle de faire face aux charges du traité de Versailles.*

A la séance du 27, *le délégué anglais, M. Braud, vice-président, a répété que les réparations faisaient partie intégrante de la dette allemande.*

La guerre russo-polonaise. — *Les Polonais continuent à progresser sur tout le front; Kowel a été pris le 13 septembre, Wladimir-Wolinski le 14, Tarnopol et Dubno le 20, Grodno le 26, Pinsk le 28.*

Le général Wrangel, victorieux le 19, près d'Alexandrovsk, est entré dans cette ville le 24.

Cependant, les pourparlers de paix ont commencé le 20 à Riga. Les Soviets seraient disposés à d'importantes concessions.

Les négociations entre Lituaniens et Polonais, reprises et rompues à plusieurs moments, n'ont pas encore donné de résultats et les hostilités se poursuivent.

Angleterre. — *L'Angleterre est encore restée sous la menace de la grève des mineurs, les tentatives d'accord n'ayant pas abouti. Le 24, le préavis de la grève, qui devait commencer le 27, a été suspendu pour une semaine, ce qui a permis encore d'espérer une entente. En Irlande, la situation ne s'est pas améliorée. Les rencontres entre la police et les sinn-feiners, les assassinats, les attentats de tout genre se multiplient. Le 27, la comtesse Markiewicz, député, a été arrêtée.*

Italie. — *Le 19 septembre, M. Giolitti a eu une entrevue avec les délégués des ouvriers et des patrons et annonça qu'un projet de contrôle syndical sur les entreprises industrielles allait être déposé au Parlement; qu'en attendant, une commission paritaire allait être instituée par décret pour formuler toutes propositions pouvant servir à l'élaboration de ce projet de loi. Les concessions de M. Giolitti ont eu pour effet que, le 20, la C. G. T. italienne donnait l'ordre aux ouvriers de reprendre le travail et d'évacuer les usines, mais cet ordre n'a pas été exécuté partout, sous l'influence des extrémistes qui essayent de prendre la direction du mouvement. Des collisions sanglantes se sont produites le 23, à Turin, entre la police et la « garde rouge » des usines.*

D'autre part, l'agitation s'est étendue aux populations agricoles qui, en maints endroits, se sont emparées des terres des grands propriétaires.

Danemark, 23 septembre — *Les élections au Folketing, auxquelles ont participé les territoires du Sleswig rendus au Danemark, ont maintenu la majorité libérale-conservatrice sur laquelle s'appuie le cabinet au pouvoir. Ont été élus : 27 conservateurs, 51 libéraux, 3 parti économique, 18 radicaux, 48 socialistes et 1 Allemand.*

Suède, 21 septembre. — *Les élections à la deuxième Chambre marquent l'échec des socialistes, qui avaient mis dans leur programme la socialisation. Les socialistes-démocrates perdent dix sièges; les socia-*

listes de gauche (bolchevistes) en perdent quatre et les libéraux en perdent quinze. Par contre, la droite (conservateurs agrariens et ligue des paysans) gagne vingt-neuf sièges. Le chef des conservateurs, M. Tryges, jadis germanophile, a récemment prononcé un discours dans lequel il a salué dans la France le rempart de l'ordre en Europe.

Tchéco-Slovaquie, 17 septembre. — *Démission du cabinet social-démocrate Tusar, sur la nomination des socialistes de gauche. Il est remplacé par un ministère de spécialistes. Le bolchevisme fait des progrès dans le pays.*

A. M.

Le Gérant : Robert Tisné.

PARIS — TYPOGRAPHIE PLON-NOURRIT ET C^ie^, 8, RUE GARANCIÈRE. — 25525.